



**FINANCES et DÉVELOPPEMENT**

Jun 2015

Objectifs de développement durable 

Abolir l'esclavage moderne 

Le prix de l'eau 

Pourriez-vous vivre avec **1,25 \$** par jour?



Près d'un **milliard** de personnes  
vivent avec moins

**Agir pour éradiquer  
la pauvreté extrême**

**RÉDACTEUR EN CHEF**

Jeffrey Hayden

**ÉDITRICE EN CHEF**

Marina Primorac

**RÉDACTEURS PRINCIPAUX**

Gita Bhatt James L. Rowe, Jr.  
 Jacqueline Deslauriers Rani Vedurumudi  
 Hyun-Sung Khang Simon Willson  
 Natalie Ramirez-Djumena

**RÉDACTEURS**

Maureen Burke Bruce Edwards

**SPÉCIALISTE DE PRODUCTION MULTIMÉDIAS**

Lijun Li

**RESPONSABLE DES MÉDIAS SOCIAUX**

Sara Haddad

**ASSISTANTE PRINCIPALE DE RÉDACTION**

Niccole Braynen-Kimani

**ASSISTANTE DE RÉDACTION**

Meredith Denbow

**DIRECTRICE ARTISTIQUE**

Luisa Menjivar

**GRAPHISTE**

Michelle Martin

**CONSEILLERS DE LA RÉDACTION**

Bernardin Akitoby Laura Kodres  
 Bas Bakker Gian Maria Milesi-Ferretti  
 Helge Berger Inci Otter-Robe  
 Paul Cashin Laura Papi  
 Adrienne Cheasty Uma Ramakrishnan  
 Luis Cubbedu Abdelhak Senhadji  
 Alfredo Cuevas Janet Stotsky  
 Domenico Fanizza Alison Stuart  
 James Gordon Natalia Tamirisa  
 Thomas Helbling

**ÉDITION FRANÇAISE**

Publiée sous la direction de Marc Servais, avec le concours de Monica Nepote-Cit, section française des services linguistiques.

© 2015 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire le contenu de ce numéro de *F&D*, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à [www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm), ou envoyer votre demande à [copyright@imf.org](mailto:copyright@imf.org). L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center ([www.copyright.com](http://www.copyright.com)) contre paiement d'une somme modique. Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

**Abonnement, changement d'adresse et publicités :**

IMF Publication Services  
 Finances & Développement  
 PO Box 92780  
 Washington, DC, 20090, USA  
 Téléphone : (202) 623-7430  
 Télécopie : (202) 623-7201  
 Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)

**Finance & Development**

is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition ISSN 0430-473X

**Postmaster:** send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC, 20090, USA. Periodicals postage is paid at Washington, DC, and at additional mailing offices.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.



**FINANCES & DÉVELOPPEMENT** PUBLICATION  
 TRIMESTRIELLE DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL  
 Juin 2015 • Volume 52 • Numéro 2

**DOSSIER****PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT****8 Un monde ambitieux**

De nouveaux objectifs de développement pourraient favoriser l'amélioration des conditions de vie dans le monde  
*Charles Kenny*

**14 Pour une croissance de qualité**

Il faudra plus qu'une croissance forte pour améliorer la conjoncture sociale  
*Montfort Mlachila, René Tapsoba et Sampawende Tapsoba*

**18 Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein?**

Des incitations judicieuses peuvent faciliter la gestion des ressources en eau tout en protégeant les plus démunis  
*Kalpna Kochhar, Catherine Pattillo et Yan Sun*

**22 La voie du développement**

Conjuguer partenariat, engagement et souplesse au plan international pour que le monde aille mieux  
*Christine Lagarde*

**24 Pleins feux : Objectifs mondiaux**

Les pays présentent 17 objectifs pour relever les défis mondiaux  
*Natalie Ramirez-Djumena*

**AUSSI DANS CE NUMÉRO****26 Le prix du terrorisme**

Outre des coûts humains directs, le terrorisme peut entraîner d'innombrables problèmes économiques  
*Subhayu Bandyopadhyay, Todd Sandler et Javed Younas*

**29 Des chaînes à briser**

Illégal presque partout, l'esclavage subsiste dans les recoins obscurs de l'économie mondiale  
*Marja Ruotanen, Gianluca Esposito et Petya Nestorova*

**34 Rayonnement continental**

Les groupes bancaires africains étendent leur présence dans la région, bousculant les acteurs traditionnels et les autorités de contrôle  
*Alexandra Born et Paul Mathieu*

**38 Les riches et la Grande récession**

Il est sans doute simpliste d'expliquer les à-coups de l'économie américaine par le comportement des classes moyennes  
*Bas Bakker et Joshua Felman*

**41 Une réforme en pointillé**

La réorganisation des marchés des dérivés de gré à gré progresse, mais beaucoup moins vite que prévu  
*John Kiff*



## 46 Une idée capitale

Une augmentation des dépenses de l'Allemagne dans les infrastructures aura des effets bénéfiques non seulement à l'échelle nationale, mais aussi dans toute la zone euro

*Selim Elekdag et Dirk Muir*

## 50 Appel à l'aide

Quand un jeune est au chômage, c'est aussi mauvais pour la famille, la collectivité et le pays

*Hyun-Sung Khang*

## 55 Quatre ans après le printemps arabe

Malgré les progrès accomplis, les pays arabes en transition doivent encore remédier à quelques faiblesses fondamentales de leurs économies

*Adnan Mazarei et Tokhir Mirzoev*

## RUBRIQUES

### 2 En bref

### 4 Paroles d'économistes

#### Agent Provocateur

Jeremy Clift s'entretient avec Hélène Rey, professeure d'économie à la London Business School



### 32 Histoires d'argent

#### L'unité nationale en billets

L'Afrique du Sud rend hommage à sa diversité sur ses nouveaux billets de banque

*Simon Willson*

### 44 L'ABC de l'économie

#### Qu'est-ce que le capitalisme?

Les marchés libres ne sont peut-être pas parfaits, mais ils sont probablement la meilleure manière d'organiser une économie

*Sarwat Jahan et Ahmed Saber Mahmud*

**Photographies :** couverture, photos du FMI; p. 2, Philippe Lissac/Godong/Corbis, ThinkStock, Benedicte Desrus/Sipa USA/Newscom; p. 3, Doc-Stock/Corbis, Christophe Launey/Race for Water; p. 4, Steve Forrest/Panos; p. 7, Manar Hussain; p. 8, 11, 13, Bart Verweij/World Bank; p. 10, Arne Hoel/World Bank; p. 12, Nahuel Berger/Banque mondiale; p. 14, Kate Mitchell/Corbis; p. 18, Jim Lo Scalzo/epa/Corbis; p. 22, Stephen Jaffe/FMI; p. 24-25, photo d'arrière-plan, ThinkStock, toutes les autres, Corbis; p. 26 et p. 28, Porter Gifford/Corbis; p. 29, Rafael Ben-Ari/Chameleons Eye/Newscom; p. 32-33, Banque centrale sud-africaine; p. 34, Nadine Hutton/Bloomberg via Getty Images; p. 38, Charles Smith/Corbis; p. 41, Photo AP/M. Spencer Green; p. 46, Arne Dedert/picture-alliance/dpa/AP Images; p. 50-54, photos de Vanessa Tuduri, Henry Rivera Angulo et Elizabeth de Miguel Rodriguez par Gianluca Battista, photos de Ann-Marie Taylor par Sam Friedrich; p. 55, Philippe Lissac/Godong/Corbis.

Disponible en ligne à [www.imf.org/fandd](http://www.imf.org/fandd)

Rendez-vous sur la page Facebook de F&D : [www.facebook.com/FinanceandDevelopment](http://www.facebook.com/FinanceandDevelopment)

## Une fois par génération

CETTE année est cruciale pour le développement mondial.

Les dirigeants mondiaux se réuniront trois fois (en juillet, en septembre et en décembre) pour engager à avancer dans la lutte contre la pauvreté et à établir des partenariats afin d'améliorer la qualité de vie partout dans le monde.

En juillet, des représentants des pays, ainsi que d'organisations de la société civile, de bailleurs de fonds et du secteur privé se réuniront à Addis-Abeba pour mobiliser le financement nécessaire en vue de sortir des millions de personnes de la pauvreté extrême.

La communauté internationale se rassemblera de nouveau à New York en septembre pour examiner les progrès accomplis vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui arrivent à expiration cette année, et en adopter de nouveaux, les objectifs de développement durable (ODD), qui tracent la voie à suivre jusqu'en 2030.

Enfin, en décembre, les participants au sommet des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris chercheront à établir un ensemble d'objectifs environnementaux afin d'assurer un avenir viable.

Des efforts de ce type mènent toujours à des débats et parfois à du scepticisme. La complexité des ODD proposés (17 au total, avec 169 sous-objectifs) a amené certains détracteurs à douter de leur valeur.

Mais, comme nous le rappelle dans ce numéro la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, le monde a enregistré des gains importants depuis l'adoption des OMD en 2000. Les événements prévus cette année constituent, note-t-elle, une occasion qui se présente une fois par génération de focaliser les esprits, établir des partenariats et trouver des solutions.

Le présent numéro de *F&D* fait le bilan du programme de développement mondial, en examinant comment saisir au mieux cette occasion.

Charles Kenny, associé principal au Center for Global Development, décrit les progrès de ce programme depuis 2000. Il estime que le monde a besoin d'accords solides sur le financement à Addis-Abeba et sur le climat à Paris pour accomplir des progrès durables.

La croissance est nécessaire au développement, mais elle doit aussi être de qualité. Montfort Mlachila, René Tapsoba et Sampawende Tapsoba mesurent la qualité de la croissance à l'aide d'un indice spécial pour orienter l'action des dirigeants. Ce dossier est complété par un article sur l'accès à l'eau propre, en particulier pour les plus démunis, et une infographie sur le passage des OMD aux ODD.

Par ailleurs, nous explorons les sombres recoins de l'économie mondiale, en examinant les ravages économiques du terrorisme et le coût du trafic humain.

Nous analysons aussi l'expansion des banques régionales en Afrique, les retombées du Printemps arabe, les effets bénéfiques des dépenses de l'Allemagne dans les infrastructures sur la zone euro, la réforme des marchés de dérivés de gré à gré et le chômage des jeunes.

Enfin, Jeremy Clift, ancien rédacteur en chef de *F&D*, dresse le portrait de Hélène Rey, professeure d'économie à la London Business School, connue pour sa remise en question des idées convenues sur les grands thèmes macroéconomiques.

*Jeffrey Hayden*  
Rédacteur en chef



## Inclusion financière

Ces cinq dernières années, 700 millions de personnes ont ouvert leur premier compte auprès d'une banque, d'un autre établissement financier ou d'un fournisseur de services mobiles, et le nombre de personnes sans compte bancaire a baissé de 20 % pour atteindre 2 milliards, selon Global Findex, un rapport de 2014 de la Banque mondiale.



Transfert d'argent par téléphone mobile, Nairobi, au Kenya.

Entre 2011 et 2014, le pourcentage d'adultes ayant un compte est passé de 51 à 62 %. En particulier, les comptes mobiles en Afrique subsaharienne contribuent à accroître rapidement l'accès aux services financiers.

Il reste du chemin à parcourir pour renforcer l'inclusion financière des femmes et des ménages les plus pauvres dans les pays en développement. L'écart entre les sexes pour ce qui est de la détention d'un compte ne se réduit pas : en 2014, seulement 58 % des femmes avaient un compte, contre 65 % des hommes. Cet écart est le plus élevé en Asie du Sud (18 points).

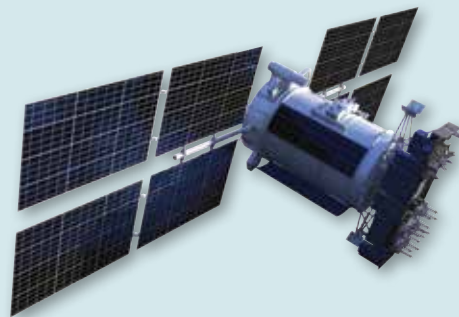
La technologie a contribué à accroître l'usage des comptes et à transformer les modes de paiements intérieurs. Dans les pays en développement, 355 millions d'adultes ayant un compte (dont 35 millions en Afrique subsaharienne) envoient ou reçoivent des paiements en espèces ou à un guichet, 1,3 milliard payent leurs factures d'ordures ménagères, d'eau et d'électricité en espèces, et plus d'un demi-milliard d'adultes payent leurs frais scolaires en espèces. L'accès aux paiements numériques, grâce à un téléphone mobile ou à un terminal point de vente, offre des options de paiement plus pratiques et plus abordables.

## Régimes de retraite

Faute de réformes des retraites, la classe moyenne croissante en Amérique latine pourrait être vulnérable à la pauvreté à l'âge de la retraite, selon une étude récente publiée conjointement par la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale qui a examiné les régimes de retraite dans 26 pays de la région.

Le vieillissement de la population entraînera une hausse des dépenses de retraite en Amérique latine et dans les Caraïbes, et le grand nombre de travailleurs dans le secteur informel, qui ne cotisent pas, compromet l'adéquation des prestations de retraite. Aujourd'hui, seulement 45 travailleurs sur 100 cotisent à un plan de retraite, un ratio qui n'a guère changé ces dernières décennies. D'ici 2050, entre 63 et 83 millions de personnes risquent de recevoir une pension inadéquate, à moins que les régimes de retraite soient réformés et que l'emploi dans le secteur formel et l'accès à une éducation de qualité soient accrus.

Pour combler ce déficit de couverture, la pratique la plus courante consiste à développer les régimes de pension non contributifs. Ces subventions réduisent les inégalités et la pauvreté, mais constitueront un problème pour les finances publiques à mesure que la population vieillit et que le nombre de bénéficiaires



## Technologies de pointe

La Banque asiatique de développement (BASD) et le Japon aident les pays d'Asie et du Pacifique à exploiter les dernières technologies, notamment les cartes satellite, pour se préparer aux catastrophes naturelles, et y réagir plus efficacement et plus vite.

La BASD utilisera un don d'assistance technique de 2 millions de dollars du Japon pour former des fonctionnaires, des agents de collectivités et des bénévoles locaux en Arménie, au Bangladesh, à Fidji et aux Philippines à l'utilisation de technologies spatiales et autres outils de pointe pour la planification de catastrophes. Ces quatre pays constitueront un projet pilote en vue de l'adoption de ces technologies dans toute la région.

Les technologies spatiales, y compris de systèmes satellite tels que le système mondial de localisation, sont de plus en plus utilisées pour la préparation et la riposte aux catastrophes ces dernières années, mais beaucoup de pays en développement n'ont ni les fonds ni le savoir-faire nécessaires pour adopter de nouvelles technologies qui peuvent compléter leurs systèmes existants d'alerte avancée et de surveillance.

Grâce à ce projet, des organismes publics et des collectivités locales seront formés à l'utilisation de OpenStreetMap, une plate-forme gratuite de cartographie numérique, et à des applications de téléphone mobile qui permettront à chaque pays de collecter des informations locales utiles pour la planification des risques.

augmenter. Aujourd'hui, il y a dans la région 8 personnes en âge de travailler pour 1 retraité, mais, d'ici 2050, ce ratio tombera à 2,5, soit un chiffre proche de la moyenne de l'OCDE (1,9).

De nombreux pays de la région ne disposent pas encore de système ni de capacités institutionnelles pour bien gérer les régimes de retraite (contributifs et non contributifs). Il est donc important d'investir davantage dans les systèmes et de réformer les dispositifs institutionnels pour accroître la couverture et la viabilité des retraites.



Joueurs de dominos à Santo Amaro, au Brésil.

## Seringues «intelligentes»

Selon une étude de 2014 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'utilisation de la même seringue ou de la même aiguille pour faire des injections à plusieurs personnes contribue à la propagation d'un certain nombre de maladies infectieuses meurtrières partout dans le monde.

En 2010, jusqu'à 1,7 million de personnes ont été contaminées par le virus de l'hépatite B, jusqu'à 315.000 par le virus de l'hépatite C et pas moins de 33.800 par le VIH à la suite d'une injection à risque.

L'OMS recommande l'utilisation d'une nouvelle seringue «intelligente» pourvue de dispositifs qui empêchent leur réutilisation. Sur certains modèles, le piston présente une partie frangible qui se casse si l'on essaie de tirer sur le piston après l'injection. D'autres ont un clip métallique qui bloque le piston une fois qu'il est enfoncé, et sur d'autres modèles encore, l'aiguille se rétracte dans le corps de la seringue à la fin de l'injection. Il peut aussi y avoir une gaine ou un capuchon qui descend le long de l'aiguille et la recouvre entièrement après l'injection afin de protéger les agents de santé contre les piqûres d'aiguille à l'origine d'infections.

L'OMS exhorte les pays à utiliser exclusivement les seringues intelligentes d'ici 2020, sauf, par exemple, quand l'utilisation



Les seringues «intelligentes» empêchent la réutilisation et l'infection.

répétée d'une seringue normale est nécessaire pour une procédure avec pompe intraveineuse. Les seringues non sécurisées coûtent entre 0,03 et 0,04 dollar américain quand elles sont achetées par un organisme des Nations Unies pour un pays en développement. Les seringues intelligentes coûtent deux fois plus, mais l'OMS prévoit que le prix diminuera à mesure que la demande augmentera, et appelle les donateurs à faciliter l'adoption de ce matériel.



## Lutte contre le plastique

La Race for Water Odyssey (R4WO), une expédition suisse soutenue par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), parcourra plus de 40.000 miles nautiques en 2015 pour dresser un premier bilan global de la pollution plastique dans les océans en se rendant sur les plages d'îles présentes au sein des cinq vortex de déchets. En moins de 300 jours, cette équipe effectuera 11 escales scientifiques et 9 escales de sensibilisation dans 13 pays. Les vents et les courants marins sont à l'origine de ces concentrations gigantesques de déchets plastiques qui flottent dans les océans.

L'expédition a quitté Bordeaux le 15 mars. Après avoir traversé l'océan Atlantique et être entrée dans l'océan Pacifique par le canal de Panama, elle se dirige vers l'Amérique du Sud pour analyser les déchets sur les plages d'îles de l'océan Pacifique Sud.

«Les océans reçoivent une quantité énorme de déchets chaque année, dont une bonne partie est persistante et crée une pollution marine qui est mondiale et intergénérationnelle», a déclaré Achim Steiner, Sous-secrétaire général des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE. «Il est essentiel que les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire collaborent pour freiner le flux de déchets dans cet environnement fragile.»

La fondation Race for Water cherche à mettre en œuvre des mesures concrètes et durables pour préserver les océans et l'eau douce, et collabore avec des organisations telles que l'UNESCO, le PNUE et le Fonds mondial pour la nature.

## 2015 : les dates à retenir

**1<sup>er</sup>-13 juin, Genève, Suisse**

Conférence de l'Organisation internationale du travail

**4-5 juin, Schloss Elmau, Allemagne**

Sommet du Groupe des Sept

**6-13 juin, Rome, Italie**

Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

**13-15 juillet, Addis-Abeba, Éthiopie**

Conférence des Nations Unies sur le financement pour le développement

**25-27 septembre, New York, États-Unis**

Sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme de développement pour l'après-2015

**9-11 octobre, Lima, Pérou**

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

**30 novembre-11 décembre, Paris, France**

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques





# Agent *Provocateur*

Hélène Rey sur le campus de la London Business School.

**Jeremy Clift  
s'entretient  
avec  
Hélène Rey,  
professeure  
d'économie  
à la London  
Business  
School**

**Q**UAND il fait beau, Hélène Rey aime traverser Regent's Park à trottinette pour rejoindre les colonnades blanches de la London Business School, où elle travaille. Elle montre toute sa dextérité dans l'allée étroite qui longe son petit bureau tapissé de livres, actionnant du pied gauche le frein arrière.

«J'habite juste de l'autre côté du parc, c'est pratique», précise cette professeure d'économie, lauréate de plusieurs prix. «Il y a des hérons sauvages, de magnifiques perroquets verts et plein de canards. Parfois même un cygne noir; finalement, ils ne sont pas si rares», s'amuse-t-elle. Cette espèce vit traditionnellement en couple et deux cygnes noirs de Regent's Park avaient d'ailleurs fait la une de la presse mondiale il y a quelque temps : le gardien du parc avait dû séparer le mâle et la femelle pour cause de parade nuptiale trop bruyante!

L'auteur à succès Nassim Nicholas Taleb a parlé le premier de cygnes noirs pour désigner les événements rares ayant des répercussions considérables sur l'économie et la finance, tout en étant parfaitement imprévisibles ou jugés improbables, comme le sont les cygnes noirs dans la nature.

«En réalité, explique Rey, les cygnes noirs de Taleb ne sont pas totalement anormaux. Je ne pense pas que les chocs majeurs soient

exceptionnels. Tout dépend du système et des incitations fournies aux individus.»

## **Une spécialiste des grandes questions**

Rey, qui vit avec son mari et sa fille de huit ans dans deux maisons de ville rénovées et réunies en une seule, a la réputation de ne pas être consensuelle, en particulier en ce qui concerne le système financier international, le rôle du dollar et d'autres grandes questions macroéconomiques. Se fondant sur ses travaux et ses idées, ses pairs voient en elle une personnalité «provocatrice» et «influente».

«Je me suis toujours intéressée aux grandes questions économiques», indique Rey, mariée à l'économiste Richard Portes, également professeur à la London Business School et fondateur du Centre for Economic Policy Research, un réseau d'économistes européens créé en 1983. «Il fallait étudier la macroéconomie internationale pour comprendre ces trucs-là» a-t-elle expliqué lors d'un entretien à Londres pour *F&D*.

«L'un de ses fils conducteurs est la recherche systématique des mécanismes les plus profonds influant sur le système monétaire international ou le monde financier qui nous entoure», décrit le français Pierre-Olivier Gourinchas, professeur à l'université de Californie et compatriote d'Hélène Rey.

D'après Patrick Lane, professeur au Trinity College de Dublin, «elle fait preuve à la fois de

patience et d'implication dans son travail». Aux projets «immédiatement rentables», elle préfère les travaux de grande ampleur, qui s'inscrivent dans la durée et font considérablement avancer la connaissance.

Depuis l'obtention de deux doctorats en 1998, à la London School of Economics et à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, elle a remporté en Europe toute une série de prix d'économie prestigieux pour ses travaux stimulants et milite pour que les femmes soient plus nombreuses parmi les économistes de haut niveau.

«Hélène s'intéresse à des questions importantes et étudie les données avec une rigueur incroyable pour y répondre», explique Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI. «C'est la méthode idéale pour qui veut se faire un nom dans la profession, chose que Hélène a déjà largement faite», a-t-il déclaré l'an dernier en la présentant lors d'un colloque de chercheurs à Washington.

### La lauréate

En 2006, elle a notamment remporté le prix Bernácer du meilleur économiste européen de moins de 40 ans spécialiste de macroéconomie et de finances, pour ses travaux sur les causes et les conséquences des déséquilibres commerciaux et financiers, sur l'internationalisation des monnaies et sur la meilleure compréhension des crises financières.

En 2012, elle s'est vu décerner le prix inaugural Birgit Grodal que l'Association économique européenne remet à une économiste européenne pour sa contribution notable à la profession. Un an après, elle était la première femme à recevoir le prix Yrjö Jahnsson, qui est attribué tous les deux ans et qu'elle a partagé avec son compatriote Thomas Piketty, le célèbre auteur du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, consacré à la richesse et aux inégalités de revenu.

Ce prix de 2013 récompensait la contribution originale de Rey à l'étude de la finance internationale, notamment la détermination des taux de change et les flux de capitaux. Le jury a salué «son travail et ses avancées sur bon nombre des grandes questions financières internationales qui préoccupent les économistes et les dirigeants».

Pour Lane, «C'est le mariage de la théorie et de l'empirisme qui rend ses travaux si utiles pour l'analyse des politiques».

Malgré sa vocation très prenante d'économiste, Rey affirme être quelqu'un de «très normal» dans sa vie extraprofessionnelle. «J'adore lire, écouter... et à Londres, on entend tellement de bonne musique.» Dès qu'elle en a l'occasion, elle aime aussi jouer au ballon avec sa fille ou l'emmener nager. «Comme j'ai grandi à la campagne, j'adore également les randonnées en forêt ou en montagne.»

### Réorientation du débat

Fille d'un ingénieur civil et d'une enseignante, Rey a grandi à Brioude, une jolie petite ville du centre de la France. Elle dit avoir réussi en tant qu'économiste grâce aux bases de mathématiques très solides qu'elle a acquises dans le système éducatif français. Après un premier cycle d'études supérieures dans une grande école parisienne, elle obtient une bourse de maîtrise pour l'université californienne de Stanford. «Je suis donc entrée un peu tôt dans le système américain.» Elle retourne ensuite en Europe et décroche ses doctorats, avant d'aller enseigner dans divers établissements prestigieux comme Princeton ou la London School

of Economics, ou encore à Berkeley (Californie) et à Harvard pour de plus brèves périodes.

Parmi ses travaux les plus influents, on peut citer les recherches menées à Princeton avec Gourinchas et consacrées au rôle des États-Unis dans un système financier mondialisé. D'après Blanchard, «ces travaux ont changé le cours du débat sur le déficit courant américain».

Avant la dernière crise financière mondiale, alors que les économistes et les responsables politiques s'inquiétaient du gonflement de ce déficit, Gourinchas et Rey ont montré que la situation des États-Unis était moins mauvaise qu'il n'y paraissait, car le pays jouait un rôle central dans le système financier international.

Comme l'a expliqué Gourinchas à *F&D*, «le déficit commercial affiché était certes élevé, mais les économistes ne tenaient pas compte des gains financiers importants liés aux plus-values et aux variations de change».

«Par exemple, la quasi-totalité des engagements extérieurs américains sont en dollars, tandis qu'environ 70 % des avoirs sont libellés dans d'autres monnaies. Une dépréciation de 10 % du dollar augmente donc la valeur des avoirs à l'étranger et représente un transfert d'environ 5,9 % du PIB du reste du monde vers les États-Unis. Par comparaison, le déficit commercial des biens et des services en 2004 équivalait à 5,3 % du PIB. Les plus-values peuvent donc être très importantes.»

Comme l'ont souligné Gourinchas et Rey (2005), la baisse du dollar a un effet doublement positif sur les comptes extérieurs des États-Unis, dopant les exportations nettes et augmentant la valeur en dollars des avoirs américains.

Pour ces deux chercheurs, la position centrale des États-Unis au sein du système leur a conféré un «privilege exorbitant» (pour reprendre la formule choisie par Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, au sujet de l'avantage que le dollar, comme monnaie de réserve internationale, procurait aux États-Unis. Ce privilege, ont expliqué Rey et Gourinchas, vient du fait que les États-Unis peuvent emprunter à bas coût sur les marchés financiers mondiaux et retirer des rendements élevés de leurs avoirs extérieurs. Ils ont montré comment les États-Unis avaient progressivement opté pour des investissements étrangers de plus en plus risqués.

### Assureur et banquier du monde

«Puis nous avons creusé l'idée, suggérant que le rôle clé des États-Unis en faisait aussi quasiment l'assureur du reste du monde», indique Rey.

Après la Seconde Guerre mondiale, ils sont devenus le banquier du monde, à la suite de la Grande-Bretagne, émettant la principale monnaie internationale et fournissant des liquidités internationales.

Ils pouvaient donc notamment emprunter à court terme (les étrangers cherchant à acheter des avoirs en dollars liquides) et prêter à long terme (offrant des prêts de longue durée et des fonds d'investissement aux entreprises étrangères). À l'instar d'une banque, ils bénéficiaient d'une marge d'intermédiation du fait de l'écart entre le rendement de leurs avoirs extérieurs et le coût de leurs engagements.

D'après Gourinchas, Washington est plutôt devenu le capital-risqueur du monde dans les années 90. «Pendant toute la

période, les avoirs américains ont consisté de moins en moins en prêts bancaires de longue durée et pris davantage la forme d'investissements directs étrangers (IDE), mais aussi, depuis les années 90, de prises de participation. Dans le même temps, les engagements sont restés essentiellement des emprunts bancaires, des crédits commerciaux et de la dette, c'est-à-dire des actifs sûrs à faible rendement.

«Du coup, le bilan des États-Unis s'est mis à ressembler à celui d'une société de capital-risque, où l'actif est fait d'investissements risqués à haut rendement. En outre, son ratio de levier a notablement augmenté.»

Rey indique avoir approfondi ces recherches avec Gourinchas pendant la crise financière mondiale et constaté que les États-Unis avaient inversé les rôles et acheminaient des ressources vers le reste du monde à grande échelle, par le biais de leur portefeuille extérieur. «Rien qu'en 2008, ces ressources équivalaient selon nos estimations à 13-14 % du PIB américain, ce qui est très considérable.»

Les États-Unis offraient «une sorte d'assurance à l'économie mondiale et au reste du monde, encaissant une prime d'assurance en période faste et perdant de l'argent en période de récession. Et c'est exactement ce que nous montrent les données.»

«Tout en jouissant d'un privilège exorbitant, les États-Unis, en tant qu'assureur du monde, ont aussi des obligations exorbitantes en temps de crise», résume Rey.

## Jackson Hole

Dans une deuxième série de travaux, Rey récuse une autre antienne économique voulant qu'un pays ne peut atteindre que deux des trois objectifs qui constituent l'«impossible trinité», à savoir un taux de change fixe, des capitaux mobiles (absence de contrôles) et une politique monétaire indépendante (voir encadré).

Ainsi, dans un monde où les capitaux circulent librement, l'objectif d'indépendance de la politique monétaire exigerait nécessairement le flottement de la monnaie (Obstfeld et Taylor, 2004).

En 2013, dans un contexte d'ouverture croissante des pays émergents et avancés aux flux de capitaux, Rey a prononcé un discours marquant devant les gouverneurs de banques centrales réunis à Jackson Hole, dans le Wyoming, déclarant que l'échelle de la mondialisation financière remettait cette théorie en question.

Comme la plupart des décisions essentielles étaient prises au centre du système (aux États-Unis) puis exportées vers le reste du monde du fait de la mondialisation, aucun pays ne pouvait plus se servir de son taux de change pour s'isoler.

En fait de trinité impossible, le monde faisait juste face à un dilemme : l'indépendance des politiques monétaires n'était possible qu'en restreignant, directement ou indirectement, les mouvements de capitaux (Rey, 2013).

«Dans le nouveau monde qui se dessine, on observe des cycles financiers mondiaux puissants, caractérisés par d'amples variations conjointes des prix des actifs, des flux bruts et des effets de levier», explique Rey.

Sans restriction des mouvements de capitaux, le cycle financier mondial s'impose aux politiques monétaires nationales, quels que soient les régimes de change choisis.

«Beaucoup croient qu'un taux de change flexible permet de s'isoler des chocs financiers et de conserver une politique monétaire indépendante. En réalité, c'est la thèse des partisans du

## L'impossible trinité

Par «impossible trinité» ou «trilemme», on entend qu'un pays ne peut pas simultanément avoir un régime de taux fixe, permettre la mobilité des capitaux et conserver une politique monétaire indépendante.

En 1962, deux économistes, le britannique Marcus Fleming et le canadien Robert Mundell, ont donné leurs noms à un modèle de taux de change et jugé qu'il était impossible de concilier autonomie nationale, régime de change fixe et mobilité des capitaux : deux de ces objectifs seulement pouvaient être atteints.

Popularisée par les économistes Maurice Obstfeld et Alan Taylor dans les années 90, cette théorie du trilemme est devenue l'un des fondements d'une économie ouverte.

Au niveau le plus général, les dirigeants d'une économie ouverte, qui achètent et vendent des biens et des services et des actifs en capital sur les marchés mondiaux, avec des restrictions minimales, font face à un trilemme macroéconomique, c'est-à-dire trois objectifs souvent désirables mais contradictoires : stabiliser le taux de change, bénéficier de la libre mobilité des capitaux internationaux et orienter la politique monétaire en fonction d'impératifs nationaux. Ne pouvant concilier que deux objectifs sur trois, les dirigeants doivent donc choisir lequel sacrifier.

ciblage de l'inflation. Mais si on a un cycle financier mondial, comme je le pense, c'est impossible : le taux de change n'y fait rien, vous ne pouvez pas vous isoler du reste du monde», dit Rey.

«Si elle est dans le vrai, complète Gourinchas, nous devons revoir nos principes directeurs concernant la gestion de la politique monétaire dans une économie ouverte.»

«Dans un sens, il s'agit plus d'une piste de recherche que d'une théorie établie, poursuit Gourinchas. Hélène, dans son discours de Jackson Hole et certains de ses travaux récents, n'apporte pas de réponses définitives, mais soulève plutôt une série de questions.»

Pour Blanchard, le travail de Rey est important : «il se démarque assez radicalement de l'idée selon laquelle on peut s'isoler juste en laissant flotter le change. Je pense que sa thèse est largement valable et devrait influencer notre réflexion sur, disons, la manière dont les marchés émergents devraient réagir aux brusques variations des flux de capitaux.»

## Renforcer les contrôles

Selon Rey, il faudrait une gestion et une surveillance plus strictes des flux de capitaux internationaux, qui ont eu des effets déstabilisants et contribué à déclencher des crises.

Après les ravages provoqués par la crise financière mondiale, il est difficile d'évaluer ou de mesurer les bénéfices réels de l'ouverture financière et de la libre circulation des capitaux. De fait, Rey, chroniqueuse au journal financier français *Les Échos* et membre de la Commission Économique de la Nation placée auprès du ministre français des Finances, admet qu'il est difficile de trouver des avantages à la mondialisation financière.

«Des milliers de millions de dollars franchissent les frontières. Pourtant, malgré tous nos efforts et des centaines d'études, les économistes ont un mal fou à identifier de quelconques retombées positives. Il est tout à fait possible qu'une partie de ces flux soient très utiles, mais il est aussi très possible qu'ils aient surtout profité



à certains pans du secteur financier. À tous les autres niveaux, en revanche, ces flux spéculatifs n'ont pas conduit à partager les risques, mais à en créer de nouveaux.»

Rey déclare que si ces flux internationaux ne présentent guère d'avantages et provoquent en fait des crises, il nous faut les restreindre en partie, par le biais de mesures macroprudentielles ou de contrôles. «À mon avis, cela profiterait à tout le monde, sauf peut-être à certains acteurs du secteur financier.»

L'adoption de mesures macroprudentielles, renforcées après la crise financière mondiale, vise à contenir ou minimiser les risques inhérents au système financier en prenant des mesures de

## «C'est le mariage de la théorie et de l'empirisme qui rend ses travaux si utiles pour l'analyse des politiques.»

précaution et en améliorant la réglementation et la surveillance de tout le système. «La politique macroprudentielle est désormais très importante, reste à savoir si elle permettra d'empêcher la prochaine crise.»

Rey estime que les initiatives récentes destinées à relever les niveaux des fonds propres bancaires, ainsi que les mesures relatives aux tests de résistance, allaient dans la bonne direction.

### Effets inégaux de la mondialisation

Rey a également travaillé sur les évolutions du système financier international : création de l'euro, crise en Europe, progression de la Chine, intégration de l'économie mondiale dans un cycle mondial, etc. En 2011, elle a participé à la formulation de recommandations visant à réformer le système monétaire international, notamment en renforçant le FMI et en l'autorisant à se financer directement sur les marchés commerciaux (Farhi, Gourinchas et Rey, 2011). Actuellement, il ne peut lever de fonds qu'auprès de ses pays Membres.

D'après Lane, l'étude sur la mondialisation financière que Rey a conduite avec Philippe Martin, professeur d'économie à Sciences Po Paris, mérite davantage d'attention (Martin et Rey, 2006). Les deux auteurs ont élaboré une série de modèles sur ce qu'entraîne l'intégration d'économies dotées de systèmes financiers asymétriques et déséquilibrés (économies du cœur et de la périphérie en Europe; économies avancées et émergentes, etc.).

«Hélène fait partie des économistes qui ont contribué à repenser la mondialisation financière, avec un avis plus nuancé sur ses avantages, sur le fait, par exemple, qu'elle peut provoquer plus de crises financières dans les pays émergents», explique Martin.

«Il en va de même pour le rôle de la mondialisation financière dans l'ajustement international et le trilemme classique. Dans chaque cas, Rey s'est saisie d'une question classique et cruciale pour montrer que certains nouveaux aspects de la mondialisation financière (effets de change, cycle financier mondial) devraient faire évoluer notre point de vue.»

En Europe, il est indispensable de régler le problème de l'endettement et d'instaurer un cadre budgétaire plus crédible pour stabiliser la zone euro, assure Rey.



Cygnets noirs à Regent's Park, à Londres.

«Si l'on met de côté la Grèce, dont la situation économique est à part, l'Europe a besoin d'un cadre budgétaire plus crédible. Il faut avant tout remédier au surendettement hérité de la crise. Inutile de construire un cadre plus crédible, tant que certains pays conservent un ratio dette/PIB de 130 %, car ils sont alors «trop importants pour faire faillite», et ça ce n'est pas crédible.»

Interrogée sur la montée en puissance de la Chine, Rey confirme que le pays le plus peuplé de la planète acquiert à l'évidence un rôle plus important dans l'économie mondiale.

Mais il faudra du temps avant que la monnaie chinoise ne serve de monnaie mondiale comme le dollar. «La croissance chinoise est très rapide, mais l'infrastructure financière et le système bancaire sont toujours très peu développés. Le renminbi n'est donc pas prêt de devenir l'égal du dollar, et encore moins de le supplanter.

«Ce n'est assurément pas pour demain!»

### Les futurs cygnes noirs

L'avenir nous réserve-t-il des cygnes noirs? «Par définition, c'est un sujet sur lequel nous n'avons pas réfléchi ou savons assez peu de choses», répond Rey avec un sourire désarmant.

«Mais deux ou trois points sont clairement inquiétants, comme le très grand nombre de positions prises sur des instruments dérivés, qui créent comme un trou noir. Ce n'est peut-être pas un problème, mais peut-être que si. On ignore ce qu'il en adviendra.

«La cybersécurité est l'autre point auquel on pense beaucoup. Le problème se corse, sans que l'on n'arrive vraiment à cerner les points faibles. Ce n'est pas pour autant une raison de parler de cygne noir : le risque est inhérent au système!» ■

*Jeremy Clift est éditeur du FMI et ancien rédacteur en chef de Finances & développement.*

#### Bibliographie :

Farhi, Emmanuel, Pierre-Olivier Gourinchas, and Hélène Rey, 2011, *Reforming the International Monetary System* (London: Centre for Economic Policy Research).

Gourinchas, Pierre-Olivier, and Hélène Rey, 2005, "From World Banker to World Venture Capitalist: U.S. External Adjustment and Exorbitant Privilege," NBER Working Paper No. 11563 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Martin, Philippe, and Hélène Rey, 2006, "Globalization and Emerging Markets: With or Without Crash?" *The American Economic Review*, Vol. 96, No. 5, p. 1631-51.

Obstfeld, Maurice, and Alan M. Taylor, 2004, *Global Capital Markets: Integration, Crisis, and Growth* (New York: Cambridge University Press).

Rey, Hélène, 2013, "Dilemma Not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence" (Kansas City, Missouri: Federal Reserve Bank).



Élèves prenant des notes, province d'Oudomxay, au Laos.

# Un monde ambitieux

*Charles Kenny*

**De nouveaux  
objectifs de  
développement  
pourraient  
favoriser  
l'amélioration  
des conditions de  
vie dans le monde**

**2015** est un tournant pour le développement mondial : c'est la date butoir des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ces cibles ambitieuses que les dirigeants du monde entier réunis à l'ONU ont définies vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Quitte à surprendre le Japon, l'Europe et l'Amérique du Nord, durant les quinze dernières années, la qualité de vie a progressé comme jamais auparavant. La mortalité infantile et la pauvreté absolue, en particulier, ont enregistré les reculs les plus rapides de l'histoire. Nous avons ainsi largement dépassé le premier OMD en divisant par plus de deux le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour.



L'année 2015 est aussi celle des objectifs pour le développement durable (ODD), qui seront fixés à l'automne pour 2030. Les ODD reflètent une vision du progrès englobant la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité, l'environnement, la gouvernance, l'égalité des sexes et bien plus encore. La conférence prévue en juillet à Addis-Abeba tentera de financer ce nouveau programme. Enfin, la Conférence sur le changement climatique organisée à Paris sous l'égide de l'ONU témoignera des engagements des pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, dans l'espoir d'éviter un réchauffement mondial catastrophique.

Les quinze prochaines années pourraient entraîner autant de transformations que les quinze dernières. Les ODD en projet attestent d'une aspiration mondiale à des progrès encore plus rapides, ce qui exigera des efforts sans précédent de chaque pays et de la communauté internationale. La conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement doit identifier les efforts à fournir, et la tâche sera ardue. La Conférence de Paris est essentielle pour garantir un progrès

humain écologiquement durable. Pour que cette année soit une réussite, il faudrait surtout que les économies avancées admettent plus largement que le développement durable est dans leur intérêt : l'économie, la santé et le bien-être des pays sont si étroitement liés qu'un échec à Addis-Abeba ou à Paris serait aussi dramatique pour eux que pour les pays en développement.

### Objectifs pour un nouveau millénaire

Issus de la Déclaration du Millénaire faite par les dirigeants réunis à l'ONU en 2000, les OMD se faisaient l'écho des aspirations à une paix juste et durable, au respect des droits humains et des libertés fondamentales et à la considération pour la nature. Au terme d'une décennie de conférences de l'ONU, ils définissaient aussi des cibles spécifiques : réduire de moitié la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour (puis 1,25 dollar en dollars de 2005); assurer l'éducation primaire pour tous et un égal accès à l'éducation des garçons et des filles; réduire de trois quarts la mortalité maternelle et de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans; enrayer la propagation du VIH/sida et du fléau représenté par le paludisme et d'autres grandes maladies. À ces six indicateurs de base s'ajoutaient un objectif d'environnement durable et un autre visant l'instauration d'un partenariat mondial pour le développement.

Les quinze dernières années se sont accompagnées de progrès immenses et encourageants en termes de développement, y

compris au regard des OMD. À certains égards, le rythme de ces progrès est sans équivalent. Rien qu'entre 1999 et 2011, la proportion d'habitants de pays en développement vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est tombée de 34 à 17 %, diminuant ainsi de moitié en à peine douze ans. La croissance spectaculaire chinoise y a largement contribué (le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a chuté de 451 à 84 millions en Chine).

Durant cette période, l'extrême pauvreté est passée de 59 à 47 % de la population dans les pays en développement subsahariens, et le taux net de scolarisation primaire y est passé de 58 à 77 % : un cinquième des enfants d'âge scolaire qui ne seraient pas allés à l'école avec les taux de 2000 étaient scolarisés à peine plus de dix ans après. En 2011, le taux de scolarisation primaire des filles était de 74 %, témoignant de l'égalité croissante des garçons et des filles pendant cette période en matière d'accès à l'éducation.

La meilleure nouvelle est peut-être la baisse spectaculaire du nombre de parents confrontés à la mort d'un enfant. Entre 2000

## Des progrès très substantiels peuvent encore être escomptés dans les quinze prochaines années.

et 2013, les données les plus récentes de la Banque mondiale montrent que la proportion d'enfants de pays en développement décédés avant leur cinquième anniversaire est tombée de 8,4 à 5,0 % et de 15,6 à 9,2 % en Afrique subsaharienne (un recul de plus de 40 % en juste treize ans). Au Sénégal, la santé infantile s'est améliorée particulièrement vite : en 2000, le risque qu'une femme ayant un nombre d'enfants égal à la moyenne en perde au moins un avant ses 5 ans (56 %) était supérieur à un pour deux. En 2012, le risque est passé à un pour quatre (26 %). C'est toujours trop, mais les progrès ont été incroyablement rapides.

Le mérite en revient essentiellement à la population et aux dirigeants des pays en développement; les hommes et les femmes ont travaillé dur dans les fermes et les entreprises pour subvenir aux besoins de leurs familles et se sont sacrifiés, renonçant au travail de leurs enfants pour les envoyer à l'école, les faire dormir sous des moustiquaires et les vacciner. C'est aussi la victoire des dirigeants du monde en développement, qui gèrent les deniers et les biens publics pour que le travail et l'éducation permettent une vie meilleure. Les pays en développement n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer la stabilité macroéconomique nécessaire à la croissance. D'après la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, les recettes publiques des pays émergents et en développement ont bondi d'environ 3.200 à 9.300 milliards de dollars entre 2000 et 2015. Or ces recettes sont essentielles pour les services de santé et d'éducation, les réseaux routiers et électriques et les systèmes juridiques, qui permettent de faire du commerce et d'améliorer les conditions de vie.

Mais la coopération et le commerce mondiaux, c'est-à-dire la circulation des biens, des services, des personnes, du savoir et des idées, ont aussi joué un rôle considérable. Prenons l'exemple de la lutte contre la pauvreté en Chine : soutenues par des investisseurs étrangers qui ont exporté leurs produits dans le monde entier, les entreprises chinoises ont beaucoup fait pour la croissance





Écolières au Ghana.

économique nationale. Selon le Ministère chinois du commerce, les entreprises à capitaux étrangers représentaient plus de la moitié des exportations et importations chinoises et 30 % de la production industrielle. Entre 2000 et 2013, les exportations équivalaient en moyenne à 30 % du PIB chinois, et l'accession à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 a entretenu la vitalité du secteur exportateur. Sans le commerce et l'investissement internationaux, la baisse la plus rapide jamais mesurée de la pauvreté absolue aurait été tout simplement impossible.

Les flux migratoires aussi sont importants pour le développement. Les migrants ont rapatrié des montants considérables dans leurs pays d'origine. Ces envois de fonds représentent respectivement 9 %, 10 % et 23 % du PIB au Bangladesh, au Guatemala et au Lesotho, par exemple. Autre aspect au moins aussi important, les migrations favorisent les flux d'investissement, de commerce et d'idées (« Un long chemin vers l'emploi », numéro de mars 2015 de *F&D*). En 2000, pas moins d'un tiers des travailleurs hautement qualifiés de la Silicon Valley étaient nés à l'étranger, et les fondateurs de 13 % des start-up californiennes étaient des expatriés indiens. Mais ils restés en contact avec les acteurs de l'innovation et les entrepreneurs dans leurs pays et ont largement contribué à l'essor des services informatiques et de soutien aux entreprises en Inde; ce secteur pèse aujourd'hui 146 milliards de dollars, emploie 3,5 millions de personnes et exporte plus des deux tiers de sa production.

En matière de progrès sanitaires, le rôle de l'aide publique au développement a été significatif. Environ un ménage subsaharien sur deux possède une moustiquaire, et la proportion de la population protégée de cette manière est passée de 2 à 33 % entre 2000 et 2011. Majoritairement financées par l'aide, les moustiquaires ont fortement contribué au recul (estimé d'un tiers) de la mortalité paludéenne en Afrique depuis 2000. Dans les pays à faible revenu, la plupart des vaccins ont pu être financés par l'aide et ont permis d'abaisser très sensiblement le nombre de décès dus à des maladies évitables : les cas de rougeole mortels ont chuté de 542.000 à 158.000 entre 2000 et 2011.

En quoi les objectifs du Millénaire ont-ils contribué aux progrès des quinze dernières années et à la coopération internationale qui

les a sous-tendus? La Déclaration et les objectifs du Millénaire reflétaient des aspirations et n'étaient nullement contraignants sur le plan juridique, mais ont aidé à établir le cadre du dialogue sur le développement, en particulier sur l'aide. De 2001 à 2010, l'aide est passée de 0,21 à 0,32 % du PIB des donateurs et a davantage bénéficié à l'Afrique et aux secteurs sociaux, deux priorités au regard des objectifs. Les recherches menées avec ma collègue Sarah Dykstra du Centre pour le développement mondial montrent néanmoins qu'il n'existe qu'une faible corrélation entre les flux d'aide et le rythme des progrès concernant la santé, l'éducation et d'autres indicateurs des OMD. D'après Howard Friedman, de l'université Columbia, si les améliorations ont été particulièrement rapides ces quinze dernières années, il est par contre difficile de constater une accélération, notamment depuis 2000.

L'aide pourrait avoir légèrement contribué à une hausse un peu plus rapide des indicateurs des OMD depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le bilan peut sembler dérisoire, mais, à l'échelle mondiale, se chiffre tout de même en millions de vies épargnées ou améliorées... Cela vaut donc peut-être la peine de fixer de nouveaux objectifs.

### Des progrès durables?

Des progrès très substantiels peuvent encore être escomptés dans les quinze prochaines années, malgré les risques pointés récemment par Lawrence Summers et Lant Pritchett, de l'université Harvard, par exemple. Selon eux, une croissance anormalement rapide est rarement durable, et les résultats impressionnants obtenus depuis peu par des pays et des régions comme la Chine, l'Inde et l'Afrique subsaharienne pourraient ne pas durer. Le cas échéant, le recul de la pauvreté monétaire ralentirait très sérieusement. Dani Rodrik, de l'Institute for Advanced Study, observe que le secteur manufacturier, un important pourvoyeur de croissance dans les pays du « miracle asiatique », n'est plus la source d'emplois et de production qu'il était, ce qui affaiblit l'un des mécanismes clés de la convergence des revenus. Sans compter les problèmes qu'entraîne le changement climatique pour la production agricole et les infrastructures côtières, et les maladies comme la fièvre porcine pour la santé et le commerce mondiaux.

Cela dit, les pays en développement affichent une croissance très rapide depuis une dizaine d'années, malgré le déclin du secteur manufacturier. De nouveaux secteurs, en particulier la téléphonie mobile, ont contribué à la croissance. Et la plupart des pays en développement abordent l'ère des ODD dans une situation budgétaire bien plus solide qu'au lancement des OMD. Dans le monde en développement, le service de la dette, par exemple, ne représentait plus que 3,1 % du PIB en 2013, contre 5,9 % en 2000. Et, signe d'une situation macroéconomique bien meilleure, l'inflation — maîtrisée et plus faible qu'en 2000 — était d'en moyenne 4,3 % en 2013. Si la croissance est exceptionnelle dans le monde en développement et que tous les pays confirment les prévisions à court terme optimistes du FMI dans les quinze prochaines années, la quasi-totalité de la population mondiale pourrait passer au-dessus du seuil de pauvreté absolue de

1,25 dollar. Dans le domaine de la santé, la Commission Lancet récente sur l'investissement en faveur de la santé estime que des dépenses ciblées permettraient de ramener la mortalité des enfants de moins de 5 ans sous 1,6 % d'ici 2035 (contre 7,6 % en moyenne actuellement dans les pays à faible revenu).

### Des objectifs ambitieux

Même des prévisions aussi optimistes que celles-là ne satisfaisaient pas le Groupe de travail ouvert des Nations Unies à l'origine du projet d'ODD, qui voulait des progrès universels et sans précédent dans de très nombreux domaines du développement. Les 17 ODD qu'il a proposés et les 169 indicateurs connexes couvrent tout, du tourisme respectueux de la nature à la violence contre les enfants, en passant par la gestion des déchets, la pêche artisanale, les inégalités entre les sexes, l'emploi et l'accès à Internet. D'ici 2030, il est prévu de mettre fin à l'extrême pauvreté et la malnutrition; d'atteindre le plein emploi; de garantir une couverture santé universelle; d'éradiquer le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme; d'assurer une scolarisation secondaire universelle et l'accès de tous à l'eau, à l'assainissement, aux énergies modernes et aux communications, et bien plus encore. Tous les progrès doivent en outre être compatibles avec l'environnement.

Les ODD doivent orienter le dialogue sur le développement, mais il est difficile de voir ce qui en est exclu, à part les droits civils et politiques, et l'on ne comprend pas bien comment ce programme considérablement augmenté et extrêmement ambitieux permettra effectivement de stimuler le développement.

Pour que le monde parvienne ne serait-ce qu'à s'approcher des cibles de 2030, les pays devront fournir des efforts sans

précédent, s'appuyant sur une coopération mondiale plus importante que jamais pour les divers flux transfrontaliers, non seulement (ou même principalement) les flux d'aide, mais aussi les flux commerciaux, financiers, migratoires et technologiques. La conférence de juillet sur le financement du développement sera donc cruciale. Les pays en développement voulaient qu'elle précède l'approbation des ODD, justement parce qu'un ensemble aussi ambitieux d'objectifs de développement serait inaccessible sans un partenariat mondial solide.

## Les ODD doivent orienter le dialogue sur le développement, mais il est difficile de voir ce qui en est exclu.

Bonne nouvelle, dans sa version initiale de mars 2015, la déclaration destinée à la conférence est ambitieuse et couvre un vaste champ. Elle appelle à définir un ensemble complet de services universels, englobant les infrastructures sociales et physiques, et souligne que les pays en développement doivent renforcer leurs capacités intérieures, notamment en relevant le ratio recettes/PIB à 20 %. Elle demande aussi des réformes et un engagement politique en faveur d'une meilleure coopération fiscale, un essor des flux financiers multilatéraux, un soutien de l'investissement privé, une aide plus généreuse et efficace, un accès aux marchés élargi pour les exportations des pays à faible revenu et un meilleur partage des technologies.



Élèves d'une école primaire se lavant les mains, province d'Oudomxay, au Laos.



Élèves argentins bénéficiant du programme d'amélioration de l'enseignement en milieu rural (PROMER).

Mais la déclaration définira sans doute aussi des cibles plus spécifiques : augmentation des financements non concessionnels offerts par les donateurs et les institutions multilatérales comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ou la Banque mondiale en faveur du déploiement des infrastructures; engagement des donateurs à financer les coûts du programme universel de services sociaux et d'infrastructure de base que les budgets nationaux ne peuvent raisonnablement pas couvrir; développement de l'information sur la transparence (publication des budgets détaillés et des marchés publics, tenue d'un registre public des actionnaires réels des entreprises, etc.); engagement plus fort en faveur des migrations et des technologies comme outils du développement.

### Dans l'intérêt commun

Pour qu'un accord solide soit conclu à Addis-Abeba et que l'on progresse sur la voie des ODD, les économies avancées doivent comprendre qu'il n'est pas question d'altruisme, mais de stricte défense de leurs intérêts. En 2002, à la conférence de Monterey, les pays riches qui débattaient de la coopération mondiale nécessaire à l'atteinte des OMD se sont peut-être demandé ce qu'ils pouvaient faire pour les pays en développement. Aujourd'hui, une seule question se pose : «Que pouvons-nous faire les uns pour les autres?» Même si les pays en développement ont besoin du reste du monde, il ne s'agit plus de persuader les ministres des finances des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à court de budgets, d'être un peu moins pingres, mais de s'attaquer à une série de problèmes mondiaux qui ne pourront être résolus sans le monde en développement.

Prenons l'exemple du commerce : ce sont les pays en développement qui absorbent les exportations des pays industrialisés.

Les pays à revenu faible et intermédiaire sont destinataires de trois cinquièmes des exportations américaines. Le constructeur automobile General Motors ne s'est remis de la crise financière mondiale que grâce à ses exportations : en 2009, il a écoulé presque autant de voitures en Chine qu'aux États-Unis. Ou l'exemple des finances publiques : en 2000, la dette extérieure des pays en développement avoisinait en moyenne 83 % du PIB et, dans deux tiers de ces pays, le ratio dette extérieure/PIB demeurait supérieur à 50 %. En 2011, la dette extérieure

## Dans un monde interconnecté, l'unique moyen d'endiguer de nouvelles pandémies est de les stopper dès leur apparition.

moyenne était tombée à 42 % et moins d'un pays sur trois affichait un ratio supérieur à 50 %. Cette amélioration des situations budgétaires a largement contribué à ce que les institutions financières multilatérales comme le FMI reportent leurs ressources et leur attention sur des pays riches tels que la Grèce, l'Irlande et le Portugal pendant la crise.

Concernant la santé, si les pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Nigéria et le Sénégal, n'avaient pas enrayé l'épidémie d'Ebola et qu'elle se soit propagée à Lagos, Dakar et au-delà, les coûts mondiaux associés à la perturbation des échanges et des voyages auraient été colossaux et se seraient ajoutés à la tragédie des pertes





Élèves attendant le déjeuner servi dans leur école, province d'Oudomxay, au Laos.

humaines. D'après la Banque mondiale, une pandémie de grippe sévère pourrait coûter 3.000 milliards de dollars, essentiellement en raison de la perturbation des échanges, et une maladie plus mortelle, plus cher encore. Dans un monde interconnecté, l'unique moyen d'endiguer de nouvelles pandémies est de les stopper dès leur apparition, ce qui suppose des systèmes de santé nationaux efficaces.

Puis il y a les migrations : l'essor du secteur indien des TI repose sur des transferts de compétences depuis les États-Unis, tandis que la croissance américaine s'appuie sur les immigrés, à l'origine d'environ un quart des demandes de brevets. Et la santé des Américains dépend du reste du monde, non seulement en raison de la menace de pandémies, mais parce qu'un cinquième des infirmières exerçant aux États-Unis ont été formées à l'étranger. Avec le vieillissement du monde industrialisé, la demande de migrants ne fera que croître.

Enfin, le monde en développement est déjà un acteur capital de la durabilité : il produira bientôt les deux tiers des émissions annuelles de gaz carbonique et recèle l'immense majorité de la biodiversité mondiale.

Bien trop d'enfants meurent encore de maladies facilement évitables, et nombre de ceux qui survivent n'ont droit qu'à de mauvaises écoles, de mauvais emplois et des réseaux d'eau et d'électricité inefficaces. Les progrès mondiaux réalisés dans ces domaines depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle sont pourtant incroyables. Si le rythme s'accélérait durant les quinze prochaines

années, sans compromettre l'avenir de la planète dans les siècles à venir, les bénéfices seraient incommensurables. C'est pourquoi il nous importe tous de parvenir à un accord financier solide à Addis-Abeba cet été et à des engagements forts sur le climat, à Paris. La coopération mondiale est de plus en plus importante pour le développement durable. Sinon, toutes les belles paroles et les objectifs fixés à l'Assemblée générale à New York ne seront guère plus que du vent. ■

*Associé de recherche principal au Centre pour le développement mondial à Washington, Charles Kenny a publié The Upside of Down: Why the Rise of the Rest Is Great for the West.*

#### Bibliographie :

Friedman, Howard, 2013, "Causal Inference and the Millennium Development Goals (MDGs): Assessing Whether There Was an Acceleration in MDG Development Indicators Following the MDG Declaration," MPRA Paper No. 48793 (Munich: Munich Personal RePEc Archive).

Kenny, Charles, with Sarah Dykstra, 2013, "The Global Partnership for Development: A Review of MDG 8 and Proposals for the Post-2015 Development Agenda," CGD Policy Paper 026 (Washington: Center for Global Development).

Summers, Lawrence H., and Lant Pritchett, 2014, "Asiaphoria Meets Regression to the Mean," NBER Working Paper No. 20573 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research, October).

# Pour une croissance de qualité

**Il faudra plus qu'une croissance forte pour améliorer la conjoncture sociale**

*Montfort Mlachila, René Tapsoba et Sampawende Tapsoba*

**T**RANSFORMER une croissance forte en conditions de vie meilleures est le but suprême des gouvernants dans les pays en développement, dont la croissance économique a été généralement soutenue ces dix dernières années. Mais s'agissant de la pauvreté, des inégalités et du chômage, les indicateurs restent obstinément dans le rouge dans de nombreux pays. La qualité de la croissance compte autant que son niveau, voire plus. Il ne suffira pas d'une croissance forte pour améliorer les conditions sociales.

De plus en plus d'observateurs estiment qu'une «bonne croissance» est nécessairement inclusive, profitant à tous les membres de la société.

Le dénominateur commun de la croissance inclusive est sa qualité. Or, comme la beauté, la qualité de la croissance est une affaire subjective.

L'histoire économique et politique récente a montré qu'une croissance soutenue n'était pas forcément synonyme de progrès social. De même, sans croissance solide, aucune amélioration de la situation sociale n'est viable (Berg, Ostry et Zettelmeyer,

2012). Les pays en développement doivent obtenir une croissance de qualité afin d'atteindre les objectifs ultimes de toute politique de développement : élévation du niveau de vie, recul de la pauvreté et atténuation des inégalités.

Une multitude de travaux montrent que les pays dont la croissance est forte, durable et socialement équitable ont plus de chances d'enregistrer rapidement une hausse du niveau de vie et une baisse de la pauvreté (voir, par exemple, Dollar et Kraay, 2002; Sala-i-Martin, 2006). La croissance est donc bénéfique quand elle englobe toute la population, y compris les catégories en marge du processus de croissance. Il importe moins de redistribuer les fruits de la croissance que de veiller à ce qu'elle soit la plus large possible et permette le progrès social.

## Mesurer la qualité

Les économistes s'accordent à penser que la croissance ne garantit pas à elle seule l'amélioration des conditions sociales (Ianchovichina et Gable, 2012), mais on ne dispose d'encore aucune définition rigoureuse ni quantification officielle du terme «croissance de qualité».

Dans une étude récente (Mlachila, Tapsoba et Tapsoba, 2014), nous avons construit un indice de qualité de la croissance (IQC) reflétant à la fois la croissance proprement dite et sa dimension sociale.

Nous postulons que toute croissance n'a pas nécessairement de retombées sociales positives. La genèse de la croissance est essentielle pour sa viabilité et sa capacité à créer des emplois décents, relever



le niveau de vie et réduire la pauvreté. Nous voulons que notre IQC rende compte des multiples facettes de la croissance en mettant l'accent sur sa nature intrinsèque et les effets sociaux qu'on en attend.

Indice composite, simple et de conception transparente, l'IQC agrège deux composantes : la nature intrinsèque de la croissance (vigueur, stabilité, diversification, orientation vers l'extérieur) et sa dimension sociale, c'est-à-dire les bénéfices sociaux escomptés (graphique 1).

Il faut une croissance stable, diversifiée et ouverte sur l'extérieur pour réduire la pauvreté (Dollar et Kraay, 2002). Instable,

## La qualité de la croissance compte autant que son niveau, voire plus.

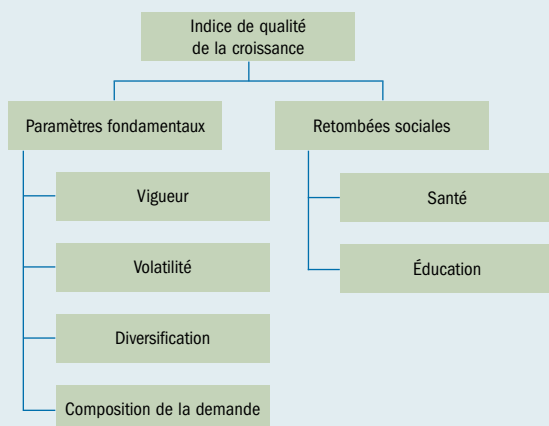
elle aggrave la pauvreté et nuit à l'égalité, car les compétences de la main-d'œuvre pauvre s'érodent en temps de crise et il n'y est pas remédié ensuite (Ames *et al.*, 2001). La diversification de la croissance, en atténuant la variabilité des résultats économiques (Papageorgiou et Spatafora, 2012), contribue au recul de la pauvreté. Une croissance orientée vers l'extérieur est en outre plus susceptible d'accroître les gains de productivité, y compris par le biais de l'apprentissage sur le tas, de l'importation de technologies évoluées, de transferts de connaissances, de la discipline du marché mondial, de la concurrence et de l'investissement direct étranger (Diao, Rattsø et Stokke, 2006). Une telle orientation peut aussi accentuer la vulnérabilité d'un pays aux fluctuations de l'environnement extérieur, mais l'IQC corrige en partie cet inconvénient en intégrant la volatilité de la croissance.

De plus, la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé ainsi que l'accès à une éducation de qualité sont des indicateurs importants et reconnus de réduction de la pauvreté (Sen, 2003).

Graphique 1

### Les deux axes de la croissance

L'indice de qualité de la croissance reflète les paramètres fondamentaux de la croissance et ses effets sociaux.



Source : Mlachila, Tapsoba et Tapsoba (2014).

Faute de données suffisantes, l'IQC exclut d'autres variables clés de l'inclusion comme l'emploi, les inégalités et les facteurs environnementaux. L'indice, dont la valeur s'échelonne de 0 à 1 (degré le plus élevé de qualité de la croissance), couvre plus de 90 pays en développement entre 1990 et 2011.

En quoi est-il novateur? Loin d'être un nouvel avatar du célèbre indicateur du développement humain (IDH) des Nations Unies (PNUD, 1990) ou d'autres indicateurs du bien-être, il s'en démarque à plusieurs égards.

L'IQC ne reflète pas seulement des niveaux de revenu mais la nature même de la croissance. L'IDH s'appuie essentiellement sur le revenu par habitant pour une année donnée. On peut considérer qu'il représente la somme d'épisodes de croissance cumulés sur des millénaires. Avec l'IQC, en revanche, on peut évaluer la qualité d'épisodes de croissance donnés dans un ou plusieurs pays, ce qui permet aux dirigeants de savoir si leur stratégie de croissance est efficace. En outre, l'IQC peut servir à identifier la croissance et les retombées sociales effectivement imputables à des politiques en cours ou récentes.

L'IQC diffère aussi de l'indice de progrès social (IPS; Stern *et al.*, 2014). Plus que l'IDH, l'IPS se concentre sur des aspects proches de la dimension sociale de l'IQC, sans toutefois prendre en compte les aspects fondamentaux de la croissance.

### Ce que dit l'IQC

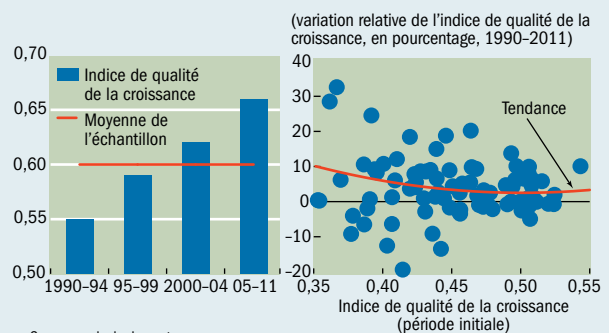
Nos recherches empiriques concernant l'IQC font ressortir plusieurs thèmes importants.

La qualité de la croissance progresse depuis deux décennies (graphique 2), sous l'effet conjugué d'un certain nombre de facteurs : modération mondiale des chocs extérieurs (fluctuations des termes de l'échange, par exemple); mise en œuvre de politiques macroéconomiques généralement avisées; recentrage progressif sur des dépenses publiques socialement plus acceptables, etc. Ces facteurs ont contribué à doper la croissance, atténuer sa volatilité, améliorer sa composition et la rendre plus apte à produire de meilleurs résultats sociaux. De plus, la convergence de la qualité de la croissance entre les pays est assez laborieuse. Les derniers tendent à rattraper peu

Graphique 2

### En progrès

D'après l'indice, la qualité de la croissance progresse dans l'ensemble de l'échantillon, mais la convergence entre pays est lente.



Source : calculs des auteurs.

Note : L'indice de qualité de la croissance (IQC) est un indice composite dont la valeur, comprise entre 0 et 1, est proportionnelle à la qualité de la croissance. L'IQC reflète la croissance proprement dite et sa dimension sociale.



à peu les meilleurs, mais lentement, confirmant l'hypothèse de convergence traditionnellement exposée dans les études sur la croissance. Autrement dit, dès qu'un pays affiche une croissance de qualité, il lui est de plus en plus difficile de progresser, tout comme il existe des limites biologiques à l'allongement de l'espérance de vie. À l'inverse, dans les pays où l'IQC est faible, la qualité de la croissance tend à augmenter relativement plus vite. Pour obtenir des progrès sociaux durables, il faut enregistrer une croissance de grande qualité sur une longue période (30 ou 40 ans). Des pays comme la Chine et la Malaisie ont très sensiblement progressé sur ce front, même si leurs systèmes de protection sociale sont encore inachevés. Un certain nombre de pays africains comme la Tanzanie et la Zambie ont vu la

qualité de leur croissance s'améliorer notablement, mais il leur faut tenir sur la durée.

On constate des disparités de revenus considérables d'un pays à l'autre et entre régions (graphique 3). Sans surprise, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont les mieux

## L'IQC pourrait guider l'élaboration d'une stratégie de croissance efficace dans le monde.

classés, suivis de ceux de la tranche inférieure, puis des pays à faible revenu. Sans surprise non plus, les pays fragiles doivent surmonter des obstacles structurels nuisant à la qualité de leur croissance et sont généralement à la traîne sur ce plan.

Au niveau régional, les IQC les plus élevés sont mesurés en Amérique latine, en Europe centrale et orientale et en Asie-Pacifique, principalement du fait de la nette amélioration de la composante sociale de l'indice. L'Amérique latine partait de loin, avec une pauvreté et des inégalités de revenu importantes au début des années 90; en Europe centrale et orientale, l'IQC a été dopé par les progrès sociaux importants qui ont suivi la transition vers l'économie de marché. La croissance forte, essentiellement orientée vers l'extérieur et accompagnée de gains de productivité substantiels grâce aux transferts de technologie et d'innovation, a été le principal levier dans la région Asie-Pacifique. Viennent ensuite le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, dont l'IQC a progressé grâce à l'amélioration des conditions sociales et à une croissance relativement soutenue. Les pays subsahariens arrivent en dernier : la forte croissance affichée depuis peu n'a pas encore débouché sur des avancées sociales.

D'après les modèles empiriques, la qualité de la croissance peut encore largement progresser (graphique 4), si les pays renforcent leur stabilité macroéconomique et politique, la qualité de leurs institutions, les dépenses publiques en faveur des pauvres et le développement financier. Améliorer l'environnement extérieur serait sans aucun doute également souhaitable.

Augmenter les crédits publics aux secteurs sociaux comme la santé et l'éducation aide au renforcement du capital humain, ce qui rehausse la productivité de toute l'économie et offre à chacun la perspective d'un égal accès aux fruits d'une croissance plus forte. Un développement financier plus poussé, facilitant l'accès au crédit, contribue à libérer le potentiel de création de richesses et de bons emplois du secteur privé. Et les conditions extérieures, en particulier l'investissement direct étranger, suppléent à l'épargne intérieure insuffisante pour l'investissement et accélèrent les transferts de technologies et de connaissances.

### Marge de progression

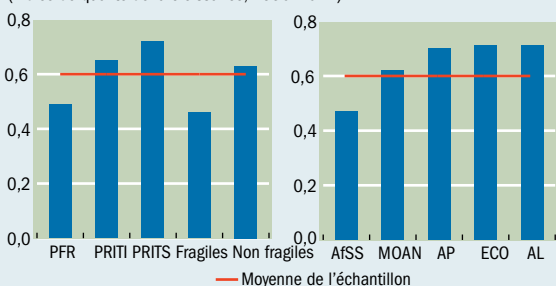
L'IQC contribue à l'analyse actuelle de la croissance inégale, mais il est encore possible de l'améliorer. Il peut être un outil opportun et efficace permettant aux dirigeants de vérifier si la croissance est de mieux en mieux partagée. Mais, comme tout indicateur, il n'est fiable que si les données qui l'alimentent le sont. Or la qualité particulièrement médiocre et aléatoire des données sociales

Graphique 3

#### Groupes vulnérables

L'indice montre que la qualité de la croissance est inférieure à la moyenne dans les pays à faible revenu, les pays fragiles et en Afrique subsaharienne.

(indice de qualité de la croissance, 1990-2011).



Source : calculs des auteurs.

Note : L'indice de qualité de la croissance (IQC) est un indice composite dont la valeur, comprise entre 0 et 1, est proportionnelle à la qualité de la croissance. L'IQC reflète la croissance proprement dite et sa dimension sociale.

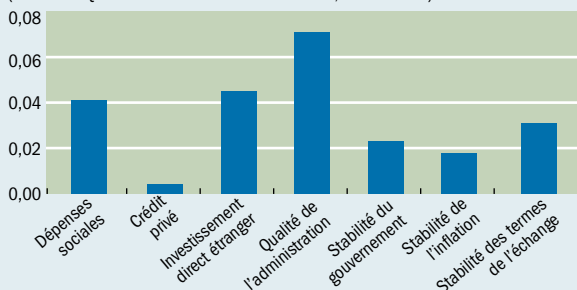
AfSS : pays d'Afrique subsaharienne; AL : Amérique latine; AP : Asie-Pacifique; ECO : Europe centrale et orientale; Fragiles : pays fragiles; MOAN : Moyen-Orient et Afrique du Nord; Non fragiles : pays non fragiles; PFR : pays à faible revenu; PRITI : pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure); PRITS : pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure).

Graphique 4

#### Déterminants d'une croissance de qualité

Les principaux facteurs influençant la qualité de la croissance sont la qualité de l'administration, les dépenses sociales et l'investissement direct étranger.

(effet sur l'IQC de la modification d'une variable, 1990-2011)



Source : calculs des auteurs.

Note : L'indice de qualité de la croissance (IQC) est un indice composite dont la valeur, comprise entre 0 et 1, est proportionnelle à la qualité de la croissance. L'IQC reflète la croissance proprement dite et sa dimension sociale. Dépenses sociales, crédit privé et investissement direct étranger en pourcentage du PIB : effet d'une hausse de 5 points. Qualité de l'administration, stabilité du gouvernement, stabilité de l'inflation et stabilité des termes de l'échange : effet d'une amélioration d'un écart-type.

nous a amenés à pratiquer certaines interpolations et utiliser des moyennes quinquennales. L'indice pourrait être amélioré en y incluant des mesures des inégalités et des variables relatives aux marchés du travail.

Enfin, une réserve importante s'impose : l'IQC ne dit rien de la viabilité à long terme. Il ne permet pas de prédire si les politiques d'un pays, capables d'améliorer la qualité de la croissance aujourd'hui, seront catastrophiques pour l'économie et l'environnement à long terme. Un pays peut en effet améliorer sa croissance en épuisant rapidement ses ressources naturelles ou en laissant filer sa dette publique.

L'IQC est intéressant pour tous ceux qui veulent mieux évaluer la qualité de la croissance, et il pourrait guider l'élaboration d'une stratégie de croissance efficace dans le monde en développement. ■

*Montfort Mlachila est Conseiller au Département Afrique du FMI; René Tapsoba et Sampawende Tapsoba sont économistes au Département des finances publiques du FMI.*

*Bibliographie :*

Ames, Brian, Ward Brown, Shanta Devarajan, and Alejandro Izquierdo, 2001, "Macroeconomic Policy and Poverty Reduction" (Washington: International Monetary Fund and World Bank).

Berg, Andrew, Jonathan D. Ostry, and Jeromin Zettelmeyer, 2012, "What Makes Growth Sustained?" *Journal of Development Economics*, Vol. 98, No. 2, p. 149-66.

Diao, Xinshen, Jørn Rattso, and Hildegunn E. Stokke, 2006, "Learning by Exporting and Structural Change: A Ramsey Growth Model of Thailand," *Journal of Policy Modeling*, Vol. 28, No. 3, p. 293-306.

Dollar, David, and Aart Kraay, 2002, "Growth Is Good for the Poor," *Journal of Economic Growth*, Vol. 7, No. 3, p. 195-225.

Ianchovichina, Elena, and Susanna Lundstrom Gable, 2012, "What Is Inclusive Growth?" Chapter 8 in *Commodity Price Volatility and Inclusive Growth in Low-Income Countries*, ed. by Rabah Arezki, Catherine A. Pattillo, Marc Quintyn, and Min Zhu (Washington: International Monetary Fund).

Mlachila, Montfort, René Tapsoba, and Sampawende Tapsoba, 2014, "A Quality of Growth Index for Developing Countries: A Proposal," IMF Working Paper 14/172 (Washington: International Monetary Fund).

Papageorgiou, Chris, and Nikola Spatafora, 2012, "Economic Diversification in LICs: Stylized Facts and Macroeconomic Implications," IMF Staff Discussion Note 12/13 (Washington: International Monetary Fund).

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 1990, Rapport sur le développement humain 1990 (New York, Oxford University Press).

Sala-i-Martin, Xavier, 2006, "The World Distribution of Income: Falling Poverty and ... Convergence, Period," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 121, No. 2, p. 351-97.

Sen, Amartya, 2003, "Concepts of Poverty," Chapter 2 in *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* (Oxford: Oxford Scholarship Online).

Stern, Scott, Amy Wares, and Sarah Orzell, with Patrick O'Sullivan, 2014, "Social Progress Index 2014 Methodological Report" (London: Social Progress Imperative).



COLUMBIA | SIPA

School of International and Public Affairs

## PROGRAM IN ECONOMIC POLICY MANAGEMENT (PEPM)

Confront global economic challenges with the world's leading economists, policymakers, and expert practitioners, including Jagdish Bhagwati, Guillermo Calvo, Jan Svejnar, Andrés Velasco, and many others.

A 12-month mid-career Master of Public Administration focusing on:

- rigorous graduate training in micro- and macroeconomics
- emphasis on the policy issues faced by developing economies
- option to focus on Economic Policy Management or International Energy Management
- tailored seminar series on inflation targeting, international finance, and financial crises

The 2016-2017 program begins in late May of 2016. Applications are due by January 5, 2016.

pepm@columbia.edu | 212-854-6982; 212-854-5935 (fax) | sipa.columbia.edu/pepm  
To learn more about SIPA, please visit: [www.sipa.columbia.edu](http://www.sipa.columbia.edu)





# Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein?

Dépôts minéraux laissés par une grave sécheresse sur les parois du canyon au bord du Lac Mead au Nevada (États-Unis).

*Kalpana Kochhar, Catherine Pattillo et Yan Sun*

*Nous ne réalisons pas la valeur de l'eau jusqu'à ce que le puits soit à sec.*

— Thomas Fuller

**Des incitations judicieuses peuvent faciliter la gestion des ressources en eau tout en protégeant les plus démunis**

**L**E PLUS grand réservoir qui alimente São Paulo (Brésil) est presque à sec. L'effet conjugué de la croissance démographique, de la déforestation, de la pollution des fleuves et de la pire sécheresse que le Sud-Est du pays ait connue en près d'un siècle a forcé de nombreux résidents à endurer des interruptions de service sporadiques. Certains ont manqué d'eau pendant plusieurs jours. Les résidents en sont venus à creuser des puits privés ou à stocker l'eau pour pouvoir laver leur linge ou tirer leur chasse d'eau.

À des milliers de kilomètres vers le Nord, certaines régions des États-Unis connaissent aussi de graves pénuries d'eau, causées par des décennies de consommation excessive et des conditions de sécheresse. Le Lac Mead, qui est le plus grand réservoir des États-Unis, exhibe un cerne qui marque le niveau que l'eau atteignait naguère. En avril 2015, les autorités californiennes ont ordonné des réductions sensibles de la consommation d'eau, en sus des limites strictes de l'arrosage et de l'aménagement

des espaces verts, et les contrevenants s'exposent à de lourdes amendes. Les agriculteurs prévoient de laisser hors culture plus de 400.000 hectares, soit deux fois plus que l'an dernier.

En janvier 2015, les pires inondations de mémoire d'homme ont ravagé le Malawi, pays à faible revenu densément peuplé dont les habitants survivent grâce à l'agriculture de subsistance. Ces inondations ont forcé le déplacement de près d'un quart de millions de personnes et détruit les récoltes, les villages et le bétail. Le Président Peter Mutharika a déclaré la moitié du pays zone sinistrée.

Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes liés à l'eau qui se posent de par le monde. Partout, il devient plus difficile d'obtenir de l'eau consommable là et quand on en a besoin. Il y a en tout 1,2 milliard de personnes, une sur six, qui vivent dans des zones mal approvisionnées en eau, environ une sur neuf n'a pas accès à l'eau potable et, chaque minute, un enfant meurt d'une maladie liée à l'eau.

Les enjeux de l'eau peuvent avoir de graves conséquences économiques, sociales et environnementales. Puisque l'eau est une ressource cruciale pour l'agriculture et nombre d'autres activités, les pénuries et la variabilité des approvisionnements peuvent être cause d'insécurité alimentaire,



accroître les coûts de production et freiner la hausse de la productivité. Par exemple, d'après une étude de la Banque mondiale (2007), les chocs d'origine hydrique auraient ralenti la croissance du PIB du Mozambique d'au moins 1,1 point par an sur la période 1981–2004.

Le manque d'accès à l'eau potable et d'assainissement freine le développement de bien d'autres façons : il accroît la prévalence des maladies, dégrade l'état de santé et de nutrition, et limite la participation des femmes — généralement chargées de recueillir et rapporter l'eau à usage ménager — au système éducatif et aux activités génératrices de revenus. La dégradation de l'eau peut aussi flétrir l'activité des secteurs tels que le tourisme qui sont tributaires de la qualité de l'environnement.

Mais, d'après une récente étude du FMI, des politiques et des institutions avisées ont aidé même les pays pauvres en ressources hydriques à bien gérer cette ressource rare. Souvent, la sous-facturation cause surconsommation et défauts d'approvisionnement. En offrant les bonnes incitations, les gouvernements peuvent relever ces défis, tout en répondant aux besoins d'eau des plus démunis.

### Un monde plus assoiffé

La demande croissante d'eau met à rude épreuve les ressources hydrographiques de nombreux pays. Les réserves mondiales d'eau douce à l'usage des hommes sont limitées et inégalement réparties; plus de 60 % se trouvent dans dix pays seulement. La quantité disponible par habitant dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord est une infime fraction de celle de l'Amérique latine. Même dans les pays qui disposent globalement d'abondantes ressources, certaines régions pourraient subir de graves pénuries. Et la disponibilité de l'eau à un endroit donné peut varier sensiblement en cours d'année en raison du changement climatique, des variations saisonnières, de la sécheresse ou des inondations.

Comme l'illustrent les cas du Brésil et de la Californie, beaucoup de contrées sont déjà en manque d'eau, et des millions de personnes ont du mal à satisfaire leurs besoins élémentaires. Selon le World Resources Institute, 36 pays sont en état de stress hydrique élevé (un prélèvement de plus de 40 % de la quantité annuelle disponible) (Gassert *et al.*, 2013). Ce niveau d'usage peut causer des pénuries et des dégâts environnementaux.

De plus, la demande d'eau va encore augmenter du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'expansion économique. En dépit des signes de stabilisation de la consommation à mesure que les pays deviennent plus riches, les scénarios à long terme prévoient de fortes hausses de la demande qui, souvent, ne peuvent pas être satisfaites avec les ressources existantes. Les avancées technologiques comme la désalinisation et le recyclage ont permis de soulager les problèmes d'approvisionnement dans certains pays avancés, mais elles coûtent cher et demandent d'énormes investissements préalables. Le changement climatique et le sous-investissement dans les infrastructures hydrauliques vont exacerber ce déséquilibre entre l'offre et la demande.

Il est compliqué de donner un prix à l'eau à cause de ses caractéristiques uniques et de considérations sociales, environnementales et politiques. L'eau est un bien hétérogène qui peut être utilisé de

façon séquentielle; elle peut être un bien privé (par exemple lorsqu'elle est achetée en bouteille ou livrée par aqueduc) ou public (accessible à tous dans les lacs, les rivières et la nappe phréatique). Parce qu'elle est volumineuse et coûte cher à déplacer, son transport et son stockage nécessitent souvent des investissements initiaux considérables et un entretien coûteux par la suite, qu'il peut être difficile de répercuter avec précision dans la tarification.

En outre, l'accès universel à l'eau a longtemps été considéré comme un droit de l'homme et est clairement proclamé comme un objectif public mondial; les essais de tarification de l'eau doivent être menés avec précaution pour ne pas compromettre cet objectif. De plus, il est difficile d'intégrer dans la tarification les externalités telles que l'impact environnemental de l'utilisation de l'eau et la réduction de la quantité disponible pour les autres utilisateurs, ne serait-ce parce qu'il est difficile de vérifier la quantité utilisée — surtout lorsqu'elle est puisée dans la nappe phréatique.

*Les choses qui ont la plus grande valeur d'usage n'ont souvent que peu ou point de valeur d'échange; et, inversement, celles qui ont la plus grande valeur d'échange n'ont souvent que peu ou point de valeur d'usage.*

— Adam Smith

### Les fuites du système

Dans bien des pays, la gestion de l'eau ressemble à un système de tuyaux qui fuient. Les utilisateurs privilégiés ou favorisés par la réglementation consomment parfois plus que leur part légitime, ce qui pénalise les autres usages à plus grande valeur sociale et économique. Les ressources financières sont souvent englouties davantage dans des subventions implicites mal ciblées, aux dépens du bon entretien des infrastructures hydrauliques et des investissements ou du développement des technologies pour améliorer l'efficacité du système. Cela aggrave les futures pénuries ou prive d'eau certains segments de la population.

Les signaux des prix actuels sont souvent trompeurs. L'étude menée par le FMI a montré que, dans beaucoup de pays, les compagnies publiques de distribution de l'eau ne facturent qu'une fraction du montant nécessaire pour couvrir l'ensemble des coûts d'approvisionnement, dont celui de l'entretien. Sur la base de ces écarts de prix et de la quantité d'eau consommée, le coût des subventions totalisait près de 500 milliards de dollars, soit environ 0,6 % du PIB mondial, en 2012. Elles allaient de 0,3 % du PIB dans les pays avancés à plus de 1,5 % du PIB dans les pays en développement d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, voire jusqu'à 5 % du PIB dans certains pays.

Le subventionnement de l'eau est aussi inéquitable. On voit bien la logique de subventionner l'eau potable et l'assainissement jusqu'à un niveau de base, mais les subventions servent souvent à couvrir d'autres besoins et sont accordées à ceux qui ont un revenu suffisant pour payer le coût du service. En fait, puisque dans beaucoup de pays en développement les plus démunis n'ont accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement ou qu'ils en utilisent moins que les consommateurs à plus haut revenu, les subventions profitent souvent de façon disproportionnée aux gens relativement aisés. Par exemple, le Cabo Verde, l'Inde et le Nicaragua accordent en moyenne aux ménages les plus aisés 3 dollars d'eau subventionnée, contre 1 dollar aux plus démunis.

Les subventions de l'eau apparaissent rarement dans les comptes publics. Leur coût se retrouve dans le sous-financement

de l'entretien, la dégradation des infrastructures et les pertes financières des compagnies publiques. Comme un tuyau mal entretenu qui finit par éclater, le coût réel de l'approvisionnement finit par apparaître au fil de l'eau. Les pertes matérielles et la mauvaise gestion englobent des fonds qui pourraient financer les investissements. D'après une étude de la Banque mondiale, cela réduit les recettes potentielles des compagnies publiques de l'eau dans de fortes proportions — 15 % dans les pays avancés et en moyenne plus de 30 % dans les pays en développement (Kingdom, Liemberger et Marin, 2006; voir graphique 1).

### Colmater les fuites

La tarification judicieuse de l'eau peut aider à équilibrer les demandes concurrentes et l'offre limitée. La réforme des prix pourrait encourager la conservation, les investissements et le développement de nouvelles technologies pour économiser l'eau, surtout dans les pays avancés, où le taux d'utilisation par habitant est en général plus élevé. Dans les pays en développement, les réformes pourraient renforcer la situation financière des compagnies publiques de l'eau, promouvoir les investissements et améliorer l'accès pour tous. Il importe, parallèlement, que les ressources mobilisées grâce aux réformes tarifaires ne soient pas détournées pour d'autres usages.

Les réformes tarifaires doivent être conçues de manière à protéger les plus défavorisés. La démarche la plus souhaitable dépend des capacités administratives du pays et de l'accès des groupes vulnérables aux réseaux d'adduction d'eau existants. Une option est un barème de tranches tarifaires qui subventionne le service de base; pour que les plus pauvres en bénéficient, il faut qu'un fort pourcentage des ménages soit connecté au réseau public. Autres solutions : subventionner la distribution d'eau aux pompes publiques ou le raccordement des consommateurs à faible revenu au réseau et assurer aux ménages pauvres un soutien de revenu.

Le Burkina Faso, un des cinq pays étudiés par l'équipe du FMI, a mis en place des tarifs progressifs pour l'eau potable — par exemple, les gros utilisateurs subventionnent les petits consommateurs, ainsi qu'une partie des coûts d'assainissement. À Singapour, cité-nation dotée de maigres ressources naturelles d'eau, la consommation d'eau de base n'est pas subventionnée. L'État assure à la place une assistance sociale ciblée aux familles à faible revenu.

Les frais de prélèvement sont un autre moyen de rationaliser la demande d'eau et de remédier aux externalités. C'est particulièrement important parce qu'une grande quantité d'eau est puisée directement dans le sol par les utilisateurs, et non achetée aux compagnies publiques.

Beaucoup de pays avancés perçoivent des redevances pour le prélèvement de l'eau. L'Allemagne en a mis en place pour réduire le puisage et financer la protection de l'environnement. Dans la région de la Flandre en Belgique, les redevances augmentent en fonction de la quantité puisée. Au Canada, la plupart des provinces facturent des droits de permis aux gros utilisateurs d'eau.

La réforme de la réglementation peut aussi promouvoir l'emploi de technologies propres, la meilleure gestion de l'eau et son affectation aux emplois les plus productifs. Par exemple, en Australie, la création de marchés des droits d'eau a conduit à l'apparition d'une production agricole à plus forte valeur ajoutée et à l'adoption de techniques d'irrigation plus performantes (Bjornlund and McKay, 2002).

Il faut accroître l'investissement dans les infrastructures hydrauliques dans de nombreux pays, avec des priorités différentes selon le pays. Dans les pays en développement où l'accès à l'eau est difficile, il faut développer les réseaux de distribution et accroître les capacités de stockage. Dans bien des pays où la population est déjà bien approvisionnée, il faut remplacer les infrastructures vétustes et préserver ou sécuriser les approvisionnements futurs. Il est essentiel de veiller au bon entretien des équipements, mais cela peut nécessiter davantage de ressources budgétaires, problème particulièrement aigu dans les pays en développement.

L'option de confier la gestion des ressources d'eau à des institutions solides et indépendantes a aidé bien des pays à résoudre leurs problèmes dans ce domaine. Par exemple, à Singapour, le Public Utilities Board est l'entité autonome responsable de tous les aspects du cycle de l'eau (collecte, production, distribution et réutilisation) et a joué un rôle majeur dans la diversification des sources d'approvisionnement et la promotion de la recherche sur les technologies économes et de la conservation de l'eau.

Au Burkina Faso, l'Office national d'eau et d'assainissement a exécuté des contrats de service basés sur les performances pour le compte de l'État au début des années 2000 et a fait appel à une équipe expérimentée de gestion privée. Les projets d'investissement ont été sélectionnés avec soin en fonction de leurs capacités de retour sur investissement et ont été financés en majorité par des bailleurs de fonds. Ces réformes ont permis d'améliorer spectaculairement l'accès à l'eau.

### De la débauche à l'économie

La réforme de la tarification de l'eau doit s'accompagner d'autres mesures visant à en rationaliser l'utilisation. Dans beaucoup de pays, l'eau est utilisée inefficacement dans l'agriculture pour beaucoup de raisons, dont le soutien des prix agricoles, les restrictions commerciales et les rigidités des marchés fonciers et financiers.

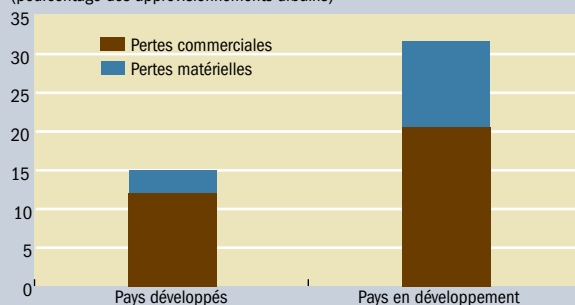
Au Pakistan, où le stress hydrique est un des plus élevés au monde, bien qu'il ait de l'eau en abondance, la plupart des cultures sont irriguées et l'agriculture consomme environ 95 % de l'eau de surface disponible par an. Et pourtant, l'agriculture échappe largement à l'impôt, bien qu'elle représente 20 % du PIB et

Graphique 1

#### Pertes sèches

Les compagnies de distribution perdent de l'argent lorsque l'eau fuit des tuyaux, n'est pas facturée aux consommateurs, ou les deux, ce qui représente un gaspillage de fonds qui pourraient servir à financer des investissements dans les infrastructures.

(pourcentage des approvisionnements urbains)



Sources : Kingdom, Liemberger et Marin (2006); calculs des services du FMI.

emploi 40 % de la population. Les redevances d'irrigation sont basées sur la superficie des terres, et non sur la consommation effective d'eau, ce qui a empêché l'adoption de technologies plus efficaces et de cultures moins voraces en eau.

Les subventions énergétiques vont aussi à l'encontre de l'utilisation rationnelle de l'eau dans l'agriculture, parce qu'elles réduisent le coût du pompage. Au Yémen, jusqu'à 2014, le subventionnement du gazole a maintenu le prix de l'irrigation artificiellement bas. Cela incitait les agriculteurs à faire pousser des plantes demandant beaucoup d'arrosage, facteur qui a contribué à la baisse de plus de 20 % en dix ans de la quantité d'eau disponible. De fait, les pays où le gazole est souvent utilisé pour le pompage tendent à consommer plus d'eau (graphique 2).

Plus fondamentalement, les décideurs doivent veiller à ce que la tarification et l'utilisation de l'eau tiennent compte du fait qu'il s'agit d'une ressource à la fois essentielle et limitée. Pour bien gérer l'eau, il faut une stratégie intégrée et multidisciplinaire : les politiques économiques, sociales et environnementales doivent être cohérentes et se renforcer mutuellement. Il faut aussi un engagement et des efforts concertés de toutes les parties prenantes à tous les niveaux : local, régional et international.

Le FMI peut et devrait jouer un rôle utile pour promouvoir des politiques macroéconomiques propices à la bonne gestion de l'eau. Il peut notamment donner aux pays des conseils en vue de l'amélioration de leurs systèmes de gestion des investissements publics, de façon à ce qu'ils consacrent plus de ressources à l'entretien des infrastructures et définissent mieux les domaines prioritaires. En collaboration avec des institutions expertes dans le domaine de l'eau (comme la Banque mondiale), le FMI peut contribuer à la prise de conscience des enjeux de la gestion de l'eau en évaluant l'impact sur les ménages pauvres et vulnérables, sur la croissance économique et sur les finances publiques.

Le FMI peut aussi promouvoir des politiques macroéconomiques qui aident les décideurs à proposer des incitations judicieuses tout en protégeant les plus démunis. Il faut en particulier remplacer les subventions pernicieuses de l'énergie et

de l'eau — qui produisent l'inverse du but recherché — par une assistance sociale ciblée. L'objectif est de permettre aux pays de se doter de politiques macroéconomiques qui ménagent une marge budgétaire ou catalysent les ressources financières, pour pouvoir accroître les investissements dans le domaine de l'eau afin qu'elle soit plus largement accessible, moins sujette aux variations de l'offre et préserver ou sécuriser les approvisionnements futurs.

Le Burkina Faso est un bon exemple. Il y a trente ans, à Bagré, on ne pratiquait que l'agriculture de subsistance, en bordure du fleuve. Puis le gouvernement a aménagé un vaste réservoir en édifiant un barrage sur le fleuve Nakambé et a encouragé l'activité économique de cette région. De nos jours, les berges du fleuve ont vu se développer une production agricole diversifiée, un élevage de poisson, des activités d'écotourisme et une centrale électrique, qui en font un pôle d'attraction pour les investissements privés et un foyer de création d'emplois. Les maladies qui étaient prévalentes ont été éradiquées, la nourriture est abondante, la sécurité économique des familles s'est améliorée et la fréquentation scolaire a beaucoup augmenté.

Les progrès réalisés au Burkina Faso démontrent les avantages d'une stratégie avisée et de solides institutions de gestion de l'eau. Malgré la rareté de ses ressources hydrographiques et la pluviosité très variable, l'accès à l'eau potable a doublé en une vingtaine d'années, sous l'effet des réformes tarifaires et institutionnelles évoquées ci-dessus.

Alors, le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein? Les avancées constatées au Burkina Faso, qui est l'un des pays les plus pauvres du monde, portent à l'optimisme. Il faudra du temps pour trouver les incitations judicieuses qui favoriseront l'emploi avisé de l'eau. Mais des efforts concertés peuvent améliorer les conditions de vie aujourd'hui et sécuriser l'approvisionnement de cette précieuse ressource naturelle pour les générations futures. ■

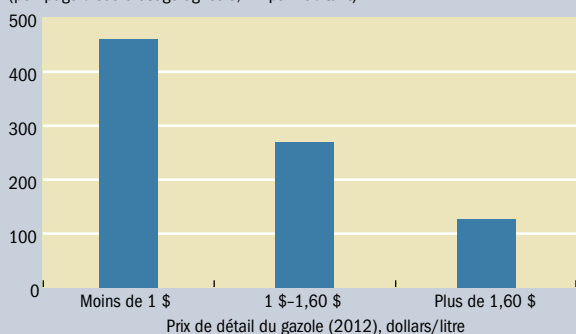
*Kalpna Kochhar est Directeur adjoint du Département Asie-Pacifique du FMI. Catherine Pattillo est Sous-directrice et Yan Sun Chef de division adjoint au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation.*

Graphique 2

### Des incitations malavisées

Les pays où le gazole est souvent utilisé pour le pompage tendent à consommer plus d'eau.

(pompage d'eau à usage agricole, m<sup>3</sup> par habitant)



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde (2012).

Note : Les chiffres se rapportent à l'ensemble des groupes suivants : pays avancés; Communauté des États indépendants; pays en développement d'Asie; pays émergents d'Europe; Amérique latine et Caraïbes; Moyen-Orient, Afrique du Nord, Pakistan et Afghanistan; Afrique subsaharienne.

Cet article est basé sur la note de discussion des services du FMI intitulée «Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein? Enjeux de la gestion de l'eau et instruments stratégiques», dont les auteurs sont Kalpna Kochhar, Catherine Pattillo, Yan Sun, Nujin Suphaphiphat, Andrew Swiston, Robert Tchaidze, Benedict Clements, Stefania Fabrizio, Valentina Flamini, Laure Redifer et Harald Finger.

#### Bibliographie :

- Banque mondiale, 2007, "Mozambique Country Water Resources Assistance Strategy: Making Water Work for Sustainable Growth and Poverty Reduction," Strategy Paper (Washington).
- Bjornlund, Henning, and Jennifer McKay, 2002, "Aspects of Water Markets for Developing Countries: Experiences from Australia, Chile, and the US," Environment and Development Economics, No. 4, p. 769-95.
- Gassert, Francis, Matt Landis, Matt Luck, Paul Reig, and Tien Shiao, 2013, "Aqueduct Global Maps 2.0," World Resources Institute Working Paper (Washington).
- Kingdom, Bill, Roland Liemberger, and Philippe Marin, 2006, "The Challenge of Reducing Non-Revenue Water (NRW) in Developing Countries," Water Supply and Sanitation Sector Board Discussion Paper No. 8 (Washington: World Bank).



# La voie du développement

## Conjuguer partenariat, engagement et souplesse au plan international pour que le monde aille mieux



Christine Lagarde est Directrice générale du FMI.

**L**E PHILOSOPHE romain Sénèque a dit : «il n'est point de vent favorable pour qui ne sait où il va». Deux mille ans plus tard, cette maxime reste d'actualité pour rappeler qu'il est important d'avoir un but. Malgré le cynisme qui va souvent de pair avec ces aspirations, force est de reconnaître qu'il est bon d'avoir un objectif — pour centrer la réflexion, forger des alliances et trouver des solutions.

La remarque de Sénèque a une pertinence particulière cette année, alors que la communauté internationale s'apprête à entériner la prochaine phase de développement, à l'horizon 2030 et au-delà. Des décisions cruciales vont être prises dans tous les domaines — système financier, environnement et, enfin, objectifs de développement durable (ODD), qui vont se substituer aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cette occasion ne se représentera pas pendant au moins une génération.

Il y a eu des avancées considérables depuis l'adoption des OMD en l'an 2000. Notamment les trois «réductions de moitié» — de la pauvreté dans le monde, de la mortalité infantile avant l'âge de cinq ans et du pourcentage de la population mondiale n'ayant pas accès à de l'eau potable. Mais les progrès ont été inégaux. Alors qu'un certain nombre de pays en développement sont devenus «préémergents», d'autres États fragiles et en conflit ont tragiquement perdu pied.

Il faut aussi rappeler à quel point le monde a changé en quinze ans. L'économie mondiale est de plus en plus interconnectée par la technologie, le commerce et les flux financiers, ce qui crée des courants transfrontaliers plus puissants et une plus forte interdépendance entre les pays. L'ascension de nombreux pays émergents contraste avec les revers des pays avancés durement éprouvés par la Grande Récession.

### Lignes directrices

En puisant dans le passé, considérant le présent et contemplant l'avenir, je vois trois lignes directrices pour le programme de développement de l'après-2015 :

**Partenariat** : Pour atteindre nos objectifs de développement, un vaste partenariat sera nécessaire pour mettre en œuvre les bonnes politiques et fournir les ressources requises. Il faut que les pays avancés, émergents et en développement y travaillent ensemble — avec le secteur privé et la société civile — aux plans national et international.

**Engagement** : Chacun des partenaires doit faire montre d'un engagement durable, qui doit aller bien au-delà de 2030. Autrement dit, la volonté politique peut fournir l'étincelle, mais elle doit perdurer pour alimenter la flamme.

**Souplesse** : Les efforts de développement doivent autant que possible être envisagés avec souplesse. Les politiques doivent convenir à la situation propre à chaque pays et comporter une marge d'adaptation à mesure que le monde change.

Comment traduire ces principes directeurs en actes concrets pour combattre la pauvreté et promouvoir le développement?

### Priorités nationales

Parlons clairement : les pays en développement sont les mieux placés pour piloter leur propre développement, non sans aide, certes.

L'essentiel est de partir du bon pied. Cela signifie qu'il faut mener une politique macro-économique avisée, qui consiste à maîtriser l'inflation, les cycles d'expansion-récession et l'endettement public. Avec une situation budgétaire solide et des réserves de change en suffisance, les pays sont parés pour faire face à l'adversité et aux chocs sur lesquels ils ont peu ou pas de prise. Et la force des institutions favorise la confiance et la prévisibilité, à l'appui de la politique gouvernementale et de l'investissement privé. Une fois ces éléments en place, les pays ont encore plusieurs étapes à franchir pour asseoir leur développement.

Première priorité : mobiliser des recettes. À chaque pays sa marge de souplesse, mais il faut que les impôts soient simples, aient une large assiette et soient administrés efficacement. La transparence des industries extractives est aussi primordiale.

Une fois les recettes engrangées, il faut les utiliser efficacement et à bon escient aux fins du développement, grâce à la gestion rigoureuse des finances publiques. Il est particulièrement important de renforcer la gestion des projets et les pratiques de passation des marchés alors que les pays en développement font face à leurs besoins urgents d'infrastructures au moyen d'investissements publics et, bien souvent, privés.

Le partenariat du secteur privé est en effet essentiel pour le développement. Le développement du marché financier — encouragé par la protection des droits des créanciers — peut permettre d'élargir l'accès des particuliers et des petites entreprises aux services financiers de base. Une fiscalité et un régime commercial bien pensés peuvent contribuer à attirer les investissements étrangers, pour le plus grand bien du développement.

Par ailleurs, les pays en développement doivent faire un effort particulier pour que les bienfaits de la croissance soient partagés avec tous les segments de la population et pour limiter les atteintes à l'environnement. Dans ce but, il est important d'assurer des services publics efficaces, de faire entrer plus de femmes dans la vie active, de mettre en place des systèmes de protection sociale et de fixer le prix du carbone au niveau approprié.

### Soutien international

J'ai conscience que tout cela représente une tâche ardue. Mais il revient à la communauté internationale de soutenir ces efforts en promouvant un climat propice et en coordonnant le mouvement lorsque les enjeux transcendent les frontières nationales. La coopération des partenaires internationaux n'est pas facultative; c'est une responsabilité, un devoir.

Pourquoi? Parce que nous vivons dans un monde interdépendant fait d'interactions et de réactions, où de multiples forces — financières, économiques, sociales, politiques, environnementales — se font écho de par le globe. Ces courants peuvent être transformateurs, mais aussi dévastateurs. L'essentiel est que la coopération internationale fonctionne bien.

Outre la nécessité de politiques responsables pour renforcer la résilience économique et financière mondiale, je vois cinq autres domaines prioritaires où la volonté de coopération internationale peut promouvoir le développement :

**Commerce** : Les pays en développement auraient avantage à ce que le système du commerce mondial soit régulé, non discriminatoire et équitable.

**Recettes** : Sur le plan de la fiscalité, les efforts de coopération internationale visant à lutter contre la fraude et à décourager la fraude en développement, qui sont essentielles pour financer les dépenses sociales et de développement.

**Aide** : Les pays avancés dont les capacités budgétaires le permettent doivent prioritairement s'efforcer d'accroître leur aide, qui est essentielle pour beaucoup des pays les plus pauvres du monde.

**Dettes** : Le renforcement du système de gestion des crises de la dette souveraine pour en promouvoir la résolution efficace et rapide est un impératif prioritaire. Le FMI travaille activement à un plan de réformes.

**Environnement** : La lutte contre le réchauffement de la planète exige pour être efficace des partenariats internationaux,

notamment pour maîtriser les émissions de CO<sub>2</sub> et pour aider les pays à faible revenu à s'adapter au changement climatique.

Toutes ces actions prioritaires font intervenir les notions d'échange, de partenariat et de coopérations qui sont fondamentales pour faire progresser le développement mondial.

### Rôle du FMI

Sur le plan national comme international, je pense que le FMI a un rôle important à jouer dans le programme de développement de l'après-2015. En tant qu'institution aux avant-postes pour la défense de la stabilité macroéconomique et financière dans le monde, le FMI est déjà une cheville ouvrière du développement — aidant nos 188 pays membres à élaborer et mettre en œuvre leur politique économique, à renforcer leurs capacités, et apportant son soutien financier aux pays dans le besoin.

Mais nous cherchons sans relâche les moyens de mieux faire. Durant cette année charnière, je m'engage à renforcer le soutien du FMI aux pays en développement sur trois larges fronts :

**Financement** : Nous allons étudier comment faciliter l'accès des pays en développement à nos crédits pour mieux les assister à gérer les chocs exogènes. Nous allons en particulier axer davantage nos efforts sur l'assistance aux pays les plus pauvres et fragiles.

**Orientations générales** : Pour que le processus de croissance profite au plus grand nombre, nous accentuerons nos efforts pour que les conseils que nous prodiguons à nos pays membres incluent des questions telles que les inégalités, la discrimination entre hommes et femmes et l'accès au crédit. Il sera essentiel de faire appel à l'expertise de nos institutions partenaires en la matière.

**Renforcement des capacités** : Nous allons développer nos activités de renforcement des capacités et de conseil à l'adresse des pays qui investissent dans leur potentiel économique. L'assistance technique sera centrée sur les domaines où elle est le plus nécessaire, notamment la mobilisation des recettes et les investissements dans les infrastructures. Nous intensifierons aussi nos efforts dans les pays qui en ont le plus besoin — les États fragiles et en conflit.

Nous devons obtenir des résultats concrets sur tous ces fronts — et nous le ferons.

### L'occasion de façonner notre avenir

Sénèque, que je citais plus haut, était un philosophe de l'école stoïcienne. Un des crédos fondamentaux du stoïcisme s'énonce aujourd'hui sous la forme suivante : «les actes parlent plus fort que les paroles».

C'est un adage que la communauté internationale doit prendre à cœur à l'heure où se préparent trois conférences qui représentent pour le développement une occasion qui ne se présentera pas de nouveau avant une génération. De la conférence sur le financement du développement de juillet, à Addis-Abeba, au sommet sur les objectifs de développement durable de septembre à New York, à la réunion sur les objectifs environnementaux de décembre à Paris, nous devons saisir l'occasion de façonner l'avenir.

Et pour y parvenir — non seulement en 2015, mais jusqu'à 2030 et au-delà —, nous devons être guidés par trois grands principes : partenariat, engagement et souplesse. ■

# Objectifs mondiaux

## Les pays présentent 17 objectifs pour relever les défis mondiaux

**L**ES DIRIGEANTS mondiaux adopteront un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) lors d'une conférence des Nations Unies en septembre. Il s'agit d'objectifs, de cibles et d'indicateurs que les pays devraient atteindre au cours des 15 prochaines années. Parmi les 17 objectifs proposés figurent l'élimination de la pauvreté et de la faim, la sécurité des villes, la préservation des océans, la réduction des inégalités et la création d'emplois. Il s'agit aussi de réorienter les ressources et les politiques publiques vers les domaines où elles peuvent être les plus bénéfiques.

Les ODD remplaceront les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), que les pays ont arrêtés en 2000 et qui arrivent à expiration en 2015. Ces objectifs de portée plus étroite étaient axés principalement sur la réduction de moitié de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des plus démunis avant 2015. L'objectif important d'une réduction de moitié de la pauvreté extrême a été atteint en 2010, avant la date fixée, mais près d'un milliard de personnes vivent encore dans la pauvreté extrême (1,25 dollars par jour selon la Banque mondiale) et plus de 800 millions n'ont pas de quoi bien se nourrir.

## Objectifs du Millénaire pour le développement pour 2000–15

1

Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

2

Assurer l'éducation primaire pour tous

3

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

4

Réduire la mortalité infantile

5

Améliorer la santé maternelle

6

Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

7

Préserver l'environnement

8

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Préparé par Natalie Ramírez-Djumena, rédactrice principale de l'équipe de Finances & Développement.



# Objectifs de développement durable pour 2016–30



## DIGNITÉ

1. Mettre fin à la pauvreté
2. Éradiquer la faim



## PROSPÉRITÉ

7. Garantir l'accès à une énergie abordable et durable
8. Promouvoir un travail décent pour tous
9. Construire des infrastructures résilientes et encourager l'innovation
10. Réduire les inégalités
12. Garantir une consommation durable



## PERSONNES

3. Promouvoir le bien-être
4. Garantir une éducation de qualité
5. Parvenir à l'égalité entre les sexes
6. Assurer la disponibilité de l'eau et de l'assainissement pour tous
11. Faire des villes et des établissements humains des endroits sûrs



## JUSTICE

16. Promouvoir des sociétés pacifiques



## PLANÈTE

13. Lutter contre le changement climatique
14. Préserver les océans
15. Prendre soin de la terre



## PARTENARIAT

17. Renforcer le partenariat pour le développement durable





Ruines du World Trade Center après les attentats du 11 septembre 2001 à New York.

# Le prix du terrorisme

*Subhayu Bandyopadhyay, Todd Sandler et Javed Younas*

**Outre des coûts humains directs, le terrorisme peut entraîner d'innombrables problèmes économiques**

**L**ES NOUVELLES technologies ont fait baisser les coûts de transport et augmenter les flux commerciaux et financiers internationaux, favorisant ainsi la croissance économique mondiale. Mais elles ont aussi facilité la propagation du terrorisme entre les pays, dont les intérêts sont étroitement liés. Devenu une arme à très longue portée, le terrorisme peut provoquer des destructions massives et n'est plus un problème strictement local.

Ses effets directs peuvent être terrifiants : enlèvements, assassinats, sabotage de pipelines, attaques-suicides extrêmement meurtrières sur des marchés, dans des bus ou des restaurants, etc. Mais les dégâts ne se limitent pas aux pertes humaines et matérielles. Le préjudice indirect causé aux pays et aux économies peut être substantiel, car le terrorisme majore le coût des transactions économiques, par exemple quand les primes d'assurance augmentent ou qu'il faut renforcer les mesures de sécurité pour protéger des salariés ou des clients. Les attentats perpétrés au Yémen contre l'*USS Cole* en 2000 et le pétrolier français

*Limburg* en 2002 ont eu des effets dévastateurs sur le secteur maritime yéménite : la hausse de 300 % des primes d'assurance demandées aux transporteurs empruntant cette route a conduit les compagnies à contourner purement et simplement le pays (Enders et Sandler, 2012).

Notre article tente d'évaluer le fardeau économique du terrorisme. Il revêt de multiples formes, mais nous nous concentrons sur trois d'entre elles : les pertes de revenu et le freinage de la croissance au niveau national, l'impact sur l'investissement direct étranger et les différents effets sur le commerce mondial.

## **Interruptions de la production**

Les chercheurs en économie font un constat, sans doute assez logique : les grands pays riches aux économies diversifiées sont plus en mesure de pallier les effets du terrorisme que les petites économies pauvres et plus spécialisées.

Quand la production est perturbée dans un des secteurs d'activité d'une économie diversifiée, les ressources peuvent facilement être réaffectées ailleurs. En outre, les moyens plus importants et



efficaces dont disposent les pays riches pour combattre le terrorisme dissuadent probablement un certain nombre d'attaques.

Les petits pays en développement, dont l'économie est spécialisée dans une poignée de secteurs, n'ont pas nécessairement la même résistance. Les ressources comme le travail ou le capital peuvent être transférées du secteur touché vers des activités moins productives ou carrément quitter le pays. De plus, les pays en développement sont susceptibles de manquer de moyens antiterroristes spécialisés (matériel de surveillance, police ou armée avancée sur le plan technologique, etc.). La menace peut donc persister et effrayer les investisseurs potentiels. Dans ce contexte, une attaque terroriste risque donc d'entraîner des coûts macroéconomiques plus importants et durables qu'ailleurs.

Le montant des pertes liées aux attentats tragiques dont les États-Unis ont été victimes le 11 septembre 2001 est ainsi estimé à 80 milliards de dollars. Malgré tout, cela ne représente qu'une infime fraction (moins de 0,1 %) du PIB américain, qui s'élevait à près de 10.600 milliards en 2001. De même, l'étude de Blomberg, Hess et Orphanides (2004) concernant 177 pays a conclu aux effets en moyenne relativement modestes du terrorisme international entre 1968 et 2000, puisque la croissance du PIB par habitant n'en a été amputée que de 0,048 % par an.

Les petits pays, en revanche, paient un tribut plus lourd. En Colombie et en Israël, par exemple, le terrorisme a occasionné bien plus de dégâts. Au pays basque, il a coûté plus de 10 % du PIB par habitant à la période la plus critique, entre le milieu des années 70 et le milieu des années 90 (Abadie et Gardeazabal, 2003). En outre, l'impact diffère selon les pays et leur stade de développement. Gaibulloev et Sandler (2009) ont réparti un échantillon de 42 pays asiatiques en 7 pays développés et 35 pays en développement. D'après leurs estimations, le terrorisme n'a pas considérablement freiné la croissance dans ceux du premier groupe, tandis que chaque attaque supplémentaire (par million d'habitants) liée au terrorisme international faisait baisser le taux de croissance de l'économie en développement concernée d'environ 1,4 %. Ces constats confirment l'hypothèse que les petits pays en développement sont économiquement plus vulnérables au terrorisme que les pays plus riches ayant une économie diversifiée.

### Dissuasion de l'investissement

L'intensification du terrorisme dans une région donnée tend à peser sur le rendement attendu du capital investi et à déplacer l'investissement ailleurs. Le pays touché voit alors diminuer son stock de capital productif et l'afflux de technologies améliorant la productivité.

Entre le milieu des années 70 et 1991, par exemple, les actes terroristes ont fait baisser l'investissement direct étranger (IDE) de respectivement 13,5 % et 11,9 % en Espagne et en Grèce (Enders et Sandler, 1996). En fait, la perte de ressources productives liée au terrorisme peut être largement plus importante que la perte mesurée initialement si des investisseurs étrangers potentiels se reportent sur d'autres destinations présumées moins risquées. Abadie et Gardeazabal (2008) ont montré qu'une augmentation relativement minime des risques perçus peut se traduire par une baisse démesurée du stock net d'IDE et causer des dégâts économiques substantiels. En analysant le cas de 78 pays en développement entre 1984 et 2008 (Bandyopadhyay, Sandler et Younas,

2014), nous avons constaté que, en moyenne, une progression assez négligeable du terrorisme intérieur (nombre d'actes pour 100.000 personnes) faisait fortement reculer l'IDE net. On observe une contraction aussi forte de l'investissement net quand l'attaque vient de l'étranger ou concerne des étrangers ou des actifs étrangers dans le pays cible. Nous avons aussi constaté qu'un gonflement des flux d'aide publique pouvait notablement compenser la perte d'IDE : peut-être le renforcement de l'aide permet-il aux pays bénéficiaires d'investir dans une lutte antiterroriste plus efficace?

La plupart des pays où le développement du terrorisme intérieur ou international a été supérieur à la moyenne de 1970 à 2011 ont reçu moins d'IDE ou d'aide étrangère que la moyenne des 122 pays de l'échantillon (voir tableau). Il est difficile d'évaluer la relation de causalité, mais le tableau semble indiquer un lien troublant entre terrorisme et recul de l'aide et de l'investissement étranger, deux éléments cruciaux pour les pays en développement.

### Effets délétères du terrorisme

Dans la plupart des pays où le nombre d'actes terroristes est supérieur à la moyenne, le niveau de l'investissement direct étranger (IDE) et de l'aide est plus bas.

	Actes de terrorisme intérieur	Acte de terrorisme international	IDE (en % du PIB)	Aide (en % du PIB)
Algérie	27,17	2,93	0,76	0,60
Angola	*	1,74	6,57	3,32
Argentine	10,31	5,79	1,48	0,06
Bangladesh	10,67	*	0,28	4,35
Brésil	*	1,88	1,64	0,07
Cambodge	*	1,79	5,41	11,49
Chili	42,38	5,67	4,03	0,19
Colombie	101,31	23,10	1,88	0,45
Équateur	*	1,38	1,17	0,73
Égypte	10,21	*	2,55	5,70
El Salvador	72,31	6,33	1,95	2,52
Éthiopie	*	1,52	1,95	10,16
Guatemala	24,60	7,74	1,43	1,39
Honduras	*	2,07	2,52	6,17
Inde	92,33	8,10	0,62	0,65
Indonésie	*	1,38	0,76	1,34
Iran	8,76	2,86	0,52	0,08
Israël	24,95	2,10	1,74	3,48
Liban	12,69	14,52	11,58	2,47
Mexique	*	3,26	1,79	0,06
Nicaragua	17,98	2,66	2,41	11,37
Nigéria	*	2,00	2,71	0,84
Pakistan	61,17	7,10	0,79	2,81
Pérou	110,57	8,79	1,92	0,91
Philippines	40,26	8,05	1,06	1,22
Afrique du Sud	32,34	*	0,76	0,32
Sri Lanka	32,36	2,90	0,88	4,96
Soudan	*	1,52	2,61	4,60
Thaïlande	22,17	1,43	2,12	0,59
Turquie	40,55	6,50	0,72	0,37
Venezuela	*	1,90	1,00	0,04
Yémen	*	1,67	1,37	3,52
<b>Moyenne sur 122 pays</b>	<b>7,51</b>	<b>1,38</b>	<b>2,90</b>	<b>6,74</b>

Source : calculs des auteurs.

Note : Les données se rapportent au nombre moyen d'actes terroristes, au niveau moyen de l'IDE et au montant moyen de l'aide étrangère par an de 1970 à 2011. Un astérisque indique un nombre d'actes terroristes inférieur à la moyenne des 122 pays en développement de l'échantillon total. Certains pays n'y figurent pas en raison d'un contexte de guerre ou d'un manque de données. Investissement étranger direct : contrôle d'une entreprise par une entité étrangère, à distinguer du simple investissement de portefeuille. L'aide englobe l'assistance bilatérale et multilatérale.





On considère généralement qu'il est plus risqué de faire du commerce avec un pays touché par le terrorisme, d'où une hausse des coûts de transaction et une baisse tendancielle des échanges. Après les attentats du 11 septembre à New York et Washington,

par exemple, la frontière américano-canadienne a été provisoirement fermée, empêchant la circulation des camions durant une période prolongée. Nitsch et Schumacher (2004) ont étudié un échantillon de 200 pays entre 1960 et 1993 et fait le constat suivant : quand le nombre d'actes terroristes perpétrés dans deux pays qui commercent entre eux double en un an, leurs échanges diminuent d'environ 4 % la même année. En outre, quand l'un des deux partenaires commerciaux est victime d'au moins une attaque terroriste, le niveau de leurs échanges n'atteint plus que 91 % de ce qu'il serait sinon. Selon Blomberg et Hess (2006), le

## Les petits pays en développement sont économiquement plus vulnérables au terrorisme que les pays plus riches ayant une économie diversifiée.

terrorisme et d'autres conflits internes et externes entravent autant les échanges qu'un droit de douane de 30 %. Plus précisément, ils ont constaté que tout partenaire commercial victime de terrorisme voyait son commerce bilatéral régresser de près de 4 %.

Pendant, les effets sur le commerce mesurés par Egger et Gassebner (2015) sont moins significatifs. Ils sont rares, voire nuls, à court terme et plus importants à moyen terme (« plus d'un an et demi après une attaque/un acte terroriste »). Si l'on excepte l'effet sur les coûts de transaction, Bandyopadhyay et Sandler (2014b) ont constaté que les échanges commerciaux ne diminuaient pas forcément quand une réaffectation des ressources était possible. Si le terrorisme a des effets négatifs disproportionnés sur une ressource productive (la terre, par exemple) par rapport à une autre (le travail), les ressources peuvent être orientées sur le secteur à forte intensité de main-d'œuvre. Dans un pays exportateur de biens à forte intensité de main-d'œuvre (textiles, par exemple), le terrorisme pourrait de fait se traduire par une hausse de la production et des exportations. Autrement dit, il peut freiner les échanges d'un produit en particulier, en majorant les coûts de transaction, tout en pouvant au final soit doper, soit restreindre le commerce global. Ces constatations empiriques et théoriques apparemment contradictoires ouvrent de vastes perspectives pour de prochaines études.

Les conséquences du terrorisme vont clairement au-delà des pertes humaines, matérielles et économiques évoquées ici. Le terrorisme influe aussi sur l'immigration et la politique d'immigration. Les gains et les pertes traditionnellement liés aux mouvements de main-d'œuvre internationaux peuvent être amplifiés par les considérations de sécurité nationale propres à toute riposte gouvernementale au terrorisme.

Une étude récente de Bandyopadhyay et Sandler (2014a) s'est ainsi intéressée au cas d'une organisation terroriste implantée dans un pays en développement. Elle a montré que la politique d'immigration du pays développé visé par le groupe terroriste peut contribuer de manière décisive à contenir le terrorisme international. Les frappes terroristes contre des pays développés bien protégés tendent à nécessiter davantage de compétences : de telles attaques ne peuvent être planifiées et menées à bien que par des terroristes relativement qualifiés. Les politiques d'immigration attirant une main-d'œuvre très qualifiée dans les pays développés peuvent tarir le vivier de recrues terroristes chevronnées et faire reculer le terrorisme international. ■

*Subhayu Bandyopadhyay est chargé de recherches à la Banque fédérale de réserve de Saint Louis et associé de recherché à l'IZA, à Bonn, en Allemagne. Todd Sandler est professeur d'économie et d'économie politique titulaire de la chaire Vibhooti Shukla de l'université du Texas, à Dallas. Javed Younas est maître de conférences à l'Université américaine de Sharjah, aux Émirats arabes unis. Les auteurs s'expriment en leur seul nom, cet article ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Banque fédérale de réserve de Saint Louis ou du Système fédéral de réserve.*

### Bibliographie :

- Abadie, Alberto, and Javier Gardeazabal, 2003, "The Economic Costs of Conflict: A Case Study of the Basque Country," *American Economic Review*, Vol. 93, No. 1, p. 113-32.
- , 2008, "Terrorism and the World Economy," *European Economic Review*, Vol. 52, No. 1, p. 1-27.
- Bandyopadhyay, Subhayu, and Todd Sandler, 2014a, "Immigration Policy and Counterterrorism," *Journal of Public Economics*, Vol. 110, p. 112-23.
- , 2014b, "The Effects of Terrorism on Trade: A Factor Supply Analysis," *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, Vol. 96, No. 2, p. 229-41.
- , and Javed Younas, 2014, "Foreign Direct Investment, Aid, and Terrorism," *Oxford Economic Papers*, Vol. 66, No. 1, p. 25-50.
- Blomberg, S. Brock, and Gregory D. Hess, 2006, "How Much Does Violence Tax Trade?" *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 88, No. 4, p. 599-612.
- , and Athanasios Orphanides, 2004, "The Macroeconomic Consequences of Terrorism," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 51, No. 5, p. 1007-32.
- Egger, Peter, and Martin Gassebner, 2015, "International Terrorism As a Trade Impediment?" *Oxford Economic Papers*, Vol. 67, No. 1, p. 42-62.
- Enders, Walter, and Todd Sandler, 1996, "Terrorism and Foreign Direct Investment in Spain and Greece," *Kyklos*, Vol. 49, No. 3, p. 331-52.
- , 2012, *The Political Economy of Terrorism* (New York: Cambridge University Press, 2nd ed.).
- Gaibullov, Khusrav, and Todd Sandler, 2009, "The Impact of Terrorism and Conflicts on Growth in Asia," *Economics and Politics*, Vol. 21, No. 3, p. 359-83.
- Nitsch, Volker, and Dieter Schumacher, 2004, "Terrorism and International Trade: An Empirical Investigation," *European Journal of Political Economy*, Vol. 20, No. 2, p. 423-33.

# Des chaînes à briser

**Illégal presque partout, l'esclavage subsiste dans les replis obscurs de l'économie mondiale**

Marja Ruotanen, Gianluca Esposito et Petya Nestorova

*Au chômage depuis des années, Anna se vit proposer un emploi dans une champignonnière à l'étranger par un homme ayant l'air gentil. Elle devait juste emprunter un peu d'argent, payer quelques commissions et donner son passeport, il s'occuperait du reste. Anna quitta sa famille et ses amis pour se retrouver dans cette champignonnière, soumise à des conditions de travail épouvantables, des intimidations et des violences physiques. Son employeur lui retenait son salaire en prétendant qu'elle devait de l'argent.*

*Un jour, la police fit une descente et arrêta tous les employés, accusés d'avoir de faux passeports et pas de permis de travail. Les policiers comprirent qu'Anna avait été victime de la traite et lui donnèrent le choix : porter plainte ou aller en prison. Mais les trafiquants menacèrent de s'en prendre à la famille d'Anna dans son pays. Elle n'avait pas d'argent pour payer un avocat, et ceux des trafiquants affirmaient qu'elle mentait et avait enfreint la loi. Le juge n'avait pas assez de preuves contre les trafiquants. Anna fut sommée de quitter le pays. Sans argent pour rembourser ce qu'elle avait emprunté avant son départ, elle resta et trouva un travail clandestin comme domestique. Elle fut exploitée aussi par son nouvel employeur, mais elle avait peur d'aller à la police. Elle était piégée...*

**C**ETTE histoire vraie d'Anna, publiée sur le site web de La Strada International, une organisation non gouvernementale (ONG) — y compris la suite habituelle à laquelle elle a échappé — n'est hélas pas un cas isolé. C'est une histoire de menaces et d'usage de la force, de tromperie et d'exploitation, de problèmes d'identification et

de revictimisation, qui montre le visage d'une forme d'esclavage du XXI<sup>e</sup> siècle : la traite des êtres humains. Anna fait partie des millions de victimes de la traite d'êtres humains dans le monde — à des fins sexuelles, de travail, ou autre. Il est difficile de réunir des données sur une activité fondamentalement souterraine et criminelle, et c'est pourquoi les chiffres officiels



sur les victimes identifiées ne sont probablement que la partie émergée de l'iceberg.

Le nombre de victimes de la traite est en hausse. En 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) a estimé à 20,9 millions le nombre de victimes de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Plus récemment, la Walk Free Foundation a publié une nouvelle estimation de l'esclavage moderne dans son rapport Global Slavery Index 2014, la portant à 35,8 millions de victimes.

Le produit illicite de la traite augmente aussi, ce qui en fait l'une des activités criminelles les plus lucratives. Pour l'OIT, les bénéfices illicites du travail forcé s'élèveraient à 150 milliards de dollars par an (données 2014). Ils sont supérieurs en Asie (51,8 milliards) et dans les économies développées en dehors de l'Asie (46,9 milliards).

Les trafiquants suivent la loi de l'offre et de la demande. Bien qu'il n'existe pas de schéma établi, en général les victimes sont envoyées vers des destinations où la demande de travail peu ou non rémunéré ou d'exploitation sexuelle est plus importante. Les victimes sont habituellement abusées par la tromperie et la promesse d'une vie meilleure. Elles viennent donc souvent de pays où la situation économique est difficile et le chômage élevé.

La lutte contre la traite des êtres humains est un impératif moral, mais aussi une nécessité économique. C'est un impératif moral, car les trafiquants utilisent leurs victimes comme des produits jetables et commettent les pires formes de violation des droits de l'homme. C'est une nécessité économique, car faire travailler des personnes 24 heures sur 24 pour un salaire de misère ou sans les payer empêche toute concurrence loyale. La masse d'argent générée par la traite des êtres humains est souvent blanchie et intégrée — teintée de légalité — dans l'économie légale et peut menacer la stabilité financière et économique.

### Inscrire l'aide dans la loi

Prévenir et combattre la traite et identifier et protéger les victimes présente de nombreuses difficultés, notamment :

- les victimes ne savent pas vers qui se tourner, ni quelles mesures de protection existent;
- les victimes n'ont pas confiance dans les autorités publiques et en ont peur, ce qui les retient de rechercher du secours;
- les autorités ont du mal à distinguer les immigrés clandestins des victimes de la traite : les premiers ont accepté d'être introduits clandestinement et leur voyage se termine dans un autre pays, tandis que les secondes n'ont jamais donné leur consentement, ou alors celui-ci ne vaut rien parce qu'il résulte de fausses promesses ou de fausses informations;
- la difficulté à poursuivre les trafiquants — par exemple à réunir des preuves et à obtenir une coopération internationale efficace.

La traite des êtres humains peut se produire à l'intérieur d'un pays, mais elle est souvent caractérisée par le passage d'une frontière. La coopération internationale est de ce fait essentielle pour prévenir la traite et poursuivre les trafiquants en justice. Les Nations Unies ont montré la voie en 2000 et adopté le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (appelé Protocole de Palerme). Aujourd'hui, 166 pays du monde sont liés par cette loi internationale sans précédent.

Le Protocole de Palerme contient la première définition internationale de la traite des êtres humains. Il a pour but de favoriser l'adoption d'une démarche unifiée en matière d'infractions pénales nationales entre les pays afin de faciliter la coopération internationale dans les enquêtes et les poursuites afférentes, et vise également à protéger et aider les victimes de la traite. Il est appuyé en cela par le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, qui a aussi créé un fonds fiduciaire destiné à aider et soutenir les victimes.

Avec près de 2 millions de victimes de l'esclavage moderne dans ses pays membres selon certaines estimations (Global

## Les victimes viennent souvent de pays où la situation économique est difficile et le chômage élevé.

Slavery Index 2014), le Conseil de l'Europe — dont la mission première est de protéger et promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit — ne pouvait pas fermer les yeux sur cette violation majeure des droits de l'homme. Il a adopté en 2005 sa Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui engage 43 pays européens.


Bien que s'inspirant du Protocole de Palerme (et de certaines lois nationales en vigueur), la convention du Conseil de l'Europe va plus loin sur de nombreux aspects. Elle porte en particulier sur la protection et l'assistance des victimes de la traite (par exemple en offrant des moyens de subsistance, l'accès à des soins médicaux urgents, une éducation pour les enfants) et sur la défense de leurs droits (par une assistance notamment sous forme de services d'interprétation et de traduction, de conseil et d'assistance juridique), ainsi que sur la prévention de la traite et la poursuite des trafiquants. Les États non européens sont aussi autorisés à adhérer à la convention, ce qu'a fait par exemple le Bélarus.

Certaines dispositions de la convention du Conseil de l'Europe sont d'une grande portée et se retrouvent déjà dans des politiques et des lois nationales en Europe et ailleurs dans le monde. La convention concerne toutes les formes de traite — nationale et transnationale, liée ou non à la criminalité organisée. Elle s'applique que la victime soit une femme, un homme ou un enfant, quelle que soit la forme d'exploitation, et qu'il s'agisse d'exploitation sexuelle ou de travail ou services forcés.

Elle oblige les États à mettre en place des mesures d'aide et de protection pour les victimes. Les pays sont tenus de prévoir un délai de rétablissement et de réflexion d'au moins 30 jours. Pendant cette période, les victimes se trouvant dans un pays en situation d'illégalité ou avec un permis de séjour de courte durée ne peuvent être expulsées. Cette protection leur permet de se rétablir hors de l'influence des trafiquants afin qu'elles puissent décider en connaissance de cause de coopérer avec les autorités.

Pour décourager la traite et réduire la demande, la convention érige en infraction pénale l'utilisation des services de victimes. Des actions de sensibilisation et d'éducation sont prévues pour accompagner cette mesure préventive. Les pays doivent aussi veiller à ce que les victimes ne soient pas punies pour les activités





illégales qu'elles ont été contraintes d'exercer. Enfin, la convention consacre le droit à une indemnisation des victimes par les trafiquants ou par l'État.

La convention du Conseil de l'Europe a créé un mécanisme de suivi indépendant (le GRETA, Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains), qui évalue périodiquement le respect des dispositions de la convention par les États y ayant adhéré. En incitant les États à faire évoluer leur législation ou leurs institutions et à adopter des politiques plus efficaces et intégrées de lutte contre la traite, le GRETA fait déjà une différence pour des millions de victimes.

D'autres organismes internationaux sont aussi très actifs dans la lutte contre la traite. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a lancé en 2003 le Plan d'action pour la lutte contre la traite des êtres humains. Étendu en 2013, ce plan prévoit des mesures visant à aider les pays à honorer leurs engagements contre la traite des êtres humains ainsi qu'un mécanisme de suivi qui encourage la coordination entre les États, à la fois au sein de l'OSCE et avec d'autres organisations internationales. Comme les traités cités plus haut, le plan adopte une approche multidimensionnelle de la lutte contre la traite, de la protection des victimes, de la prévention de la traite, et des poursuites contre les personnes qui facilitent ou commettent ces crimes.

À l'échelon régional, l'Union européenne (UE) a publié une directive en 2011 sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains et la protection des victimes. Elle vise à harmoniser la définition des infractions pénales et des sanctions associées. Elle prévoit des mesures d'aide, d'assistance et de protection des victimes, ainsi que d'autres sur la prévention et sur un meilleur suivi-évaluation des actions de l'UE dans ce domaine.

En Amérique latine — où 1 million de personnes seraient victimes d'esclavage moderne (Global Slavery Index 2014) —, l'Organisation des États américains a adopté un nouveau plan d'action en décembre 2014 pour combattre la traite. Il vise à promouvoir l'application intégrale du Protocole de Palerme, à favoriser la coopération et la coordination interagences bilatérales, régionales et internationales entre ses membres et avec les organisations internationales, et à améliorer le travail des organismes gouvernementaux intervenant dans la lutte contre la traite. Le plan s'emploie à réduire la vulnérabilité à la traite, à former les professionnels, les institutions et les organisations participant à la lutte contre la traite, à distribuer des rapports sur la manière de combattre le problème, et à mobiliser la société pour empêcher la traite des êtres humains et informer sur ses risques et ses conséquences.

### Unis contre la maltraitance

La loi peut rendre justice aux victimes. Mais de larges pans de la société doivent s'impliquer dans le combat. La coopération et le partenariat des autorités publiques, par exemple la police, avec les organisations de la société civile et les acteurs privés revêtent une immense importance. Fabricants et distributeurs doivent s'assurer que les produits qu'ils vendent et les services qu'ils fournissent ne sont pas le résultat d'une exploitation. Le secteur du tourisme doit être vigilant pour ne pas être détourné à des fins de traite, car les victimes sont parfois introduites dans un pays sous l'apparence de touristes. Ce secteur peut aussi jouer un rôle préventif important en participant au travail de sensibilisation mené par les pouvoirs

publics. Et les médias peuvent informer sur la traite et décourager la demande en influençant l'opinion publique. Les partenariats public-privé — au niveau national et international — sont essentiels au succès de toute stratégie de lutte contre la traite.

La communauté internationale est clairement d'accord sur la nécessité d'adopter une approche pluridisciplinaire et multidimensionnelle contre la traite des êtres humains. Elle comprend des mesures de prévention et d'assistance, ainsi qu'un volet sur les poursuites judiciaires et la coopération internationale. Mais, si l'adoption de traités (et leur ratification), le lancement de plans d'action et le vote de lois régionales et nationales sont une bonne chose, ces mesures doivent être effectivement mises en œuvre pour faire une différence dans les vies des victimes de la traite. Suivre les prescriptions et respecter la lettre de la loi ne suffiront

## La lutte contre la traite des êtres humains est un impératif moral, mais aussi une nécessité économique.

pas à éliminer cette forme moderne de l'esclavage. L'assistance et la protection des victimes, le souci permanent des personnes au contact des victimes d'atténuer leurs souffrances et leurs peurs, la mobilisation judiciaire contre les trafiquants et un suivi effectif comme celui prévu par la convention du Conseil de l'Europe peuvent tous contribuer à améliorer les choses.

La prochaine étape pour les pays est de mesurer l'efficacité de leurs actions contre la traite. Y a-t-il une réelle coordination entre tous les organismes concernés à l'échelon national? Combien de victimes sont identifiées et reconnues comme telles lorsqu'elles se rendent dans un poste de police, et non pas «confondues» avec des immigrés clandestins? Les victimes bénéficient-elles d'une assistance physique, psychologique et sociale? Les dossiers de traite sont-ils instruits convenablement et dans quelles circonstances? Les trafiquants sont-ils poursuivis en justice et condamnés, et leurs biens sont-ils confisqués? Les victimes sont-elles indemnisées, et de combien? Les sanctions contre des personnes morales ou physiques condamnées pour des délits de traite sont-elles appliquées, d'un niveau convenable et dissuasif? Les victimes sont-elles protégées contre d'éventuels actes de représailles ou d'intimidation, en particulier pendant et après l'enquête et le procès des auteurs? Les pays coopèrent-ils de manière constructive et sans retard aux affaires de traite, et quels sont les résultats de cette coopération?

Les réponses à ces questions, entre autres, permettront sans doute de vérifier si les normes nationales et internationales sont effectivement appliquées dans la réalité, pour éviter à des personnes comme Anna d'être aspirées dans la spirale de la traite et pour que tous les trafiquants soient traduits devant la justice. ■

*Marja Ruotanen et Gianluca Esposito sont respectivement Directrice et Chef de département à la Direction de la dignité humaine et de l'égalité du Conseil de l'Europe, et Petya Nestorova est Secrétaire exécutif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.*



## L'unité nationale en billets

### L'Afrique du Sud rend hommage à sa diversité sur ses nouveaux billets de banque

Simon Willson

**L**ES PAYS ayant plus d'une langue officielle utilisent souvent les signalétiques publiques pour affirmer le statut et l'usage des langues maternelles nationales. C'est ainsi que panneaux routiers, publications officielles, devises ou armoiries nationales, timbres poste, logos des compagnies aériennes et autres supports à forte visibilité deviennent des outils servant à montrer deux ou trois langues officielles et les rendre familières.

Avec onze langues, les choses se compliquent...

C'est le défi qu'a dû relever la nouvelle démocratie sud-africaine en 1994, lorsque la «nation arc-en-ciel» a succédé à l'État voyou pays de l'apartheid depuis un demi-siècle. La multiplication des langues officielles a été l'une des nombreuses nouveautés à gérer : de deux jusqu'en 1994, elles sont passées à onze afin d'encourager un nouveau sentiment d'unité nationale dans une Afrique du Sud pluriethnique.

À l'anglais et l'afrikaans utilisés jusqu'en 1994 se sont ajoutés, après les élections démocratiques de cette année-là, le ndébélé, le sotho du Nord, le sotho du Sud, le swazi, le tswana, le venda, le xhosa et le zoulou.

Les responsables politiques cherchant des supports publics pour onze langues officielles peuvent oublier tout ceux utilisables d'habitude pour deux ou trois langues maternelles. Mais il en existe un particulièrement bien placé pour promouvoir onze langues dans une nation plurielle : utilisé tous les jours par presque tous les habitants, facilement reconnaissable à la couleur et au motif, extrêmement transportable et stockable, et un symbole de statut à afficher : pas le timbre poste — qui tombe en désuétude à l'ère du numérique — mais le billet de banque.

#### Quatre fonctions

Lancée officiellement en novembre 2012, la dernière réémission des cinq principaux billets de banque sud-africains avait quatre principales fonctions, aux dires de la Banque de réserve de l'Afrique du Sud, qui a fabriqué les billets :

- *Honorer la mémoire de l'ancien président Nelson Mandela, décédé en 2013* : la figure de Mandela au recto des cinq coupures est une reconnaissance supplémentaire de son statut de père de la nouvelle nation.







- *Améliorer la sécurité de la monnaie nationale* : les banques centrales du monde entier doivent toujours garder un temps d'avance sur les faux-monneyeurs et leurs scanners et imprimantes de plus en plus sophistiqués.

- *Mettre en avant les cinq grands animaux de la jungle* — le rhinocéros, l'éléphant, le lion, le buffle et le léopard — dans un pays de plus en plus soucieux de préserver la nature et où les safaris constituent une attraction touristique majeure.

- *Afficher les onze langues officielles du pays*, pour favoriser l'intégration et la cohésion entre des groupes ethniques autrefois encouragés à se développer séparément.

Une autre caractéristique nouvelle de la récente émission est l'utilisation de sites web et de médias sociaux pour faire connaître les nouveaux billets et faciliter leur acceptation. L'Afrique du Sud est une économie émergente qui s'urbanise rapidement, mais avec un secteur informel qui fonctionne en dehors de la structure officielle du commerce et de l'emploi réglementés et soumis aux impôts. Il est donc plus difficile de toucher ces acteurs pour les informer des changements d'aspect de la monnaie.

### Prépondérance de la monnaie fiduciaire

Parce que les comptes bancaires sont rares dans le secteur informel, qui repose ainsi presque entièrement sur la monnaie fiduciaire, il est indispensable que les pièces et les billets soient largement reconnus et acceptés. En conséquence, la Banque de réserve a annoncé que l'émission des nouvelles coupures s'accompagnerait de campagnes nationales de promotion itinérantes, afin d'apporter des échantillons des billets «dans les petits commerces, les nœuds de transport et les points de versement des retraites dans les zones urbaines et rurales des neuf provinces du pays».

*Nous voulons toucher chaque Sud-Africain avec cette campagne de communication. En tant que Banque de réserve, nous avons la responsabilité de protéger la crédibilité de la monnaie sud-africaine. Cela n'est possible qu'en veillant à ce que le public connaisse vraiment bien sa monnaie et ses éléments distinctifs.*

— Hlengani Mathebula,  
chef du Département Stratégie et communication du groupe  
à la Banque de réserve sud-africaine

Des campagnes de promotion en ligne et sur les médias sociaux ont décrit en détail l'aspect des nouvelles coupures et invité les Sud-Africains à les manipuler pour s'y habituer. «Le public est encouragé à REGARDER, TOUCHER et INCLINER les billets pour vérifier plusieurs signes de sécurité», indique le site web de la banque centrale.

### Deux par deux

Les onze langues officielles sont réparties entre les cinq nouveaux billets, avec l'anglais au recto des cinq, et deux autres langues officielles au verso de chaque coupure.

Les informations sur les nouveaux billets ont été publiées sur toute une gamme de supports de communication : radio, télévision, affiches, banderoles, site web de la Banque de réserve et médias imprimés et en ligne, y compris médias sociaux et sites d'appareils mobiles. ■

*Simon Willson est rédacteur principal de Finances & Développement.*





# RAYONNEMENT continental

Alexandra Born et Paul Mathieu

**Les groupes bancaires africains étendent leur présence dans la région, bousculant les acteurs traditionnels et les autorités de contrôle**

**L**ES BANQUES africaines, qui autrefois franchissaient peu leurs frontières nationales, se déploient à présent sur tout le continent et dominent le secteur bancaire dans beaucoup de pays, supplantant les banques d'Europe et des États-Unis auparavant premières sur la place. Ces banques dites panafricaines jouent un rôle moteur dans le développement des services financiers et l'intégration économique en Afrique et contribuent ainsi à libérer l'immense potentiel d'une région en plein essor.

Les banques panafricaines sont surtout originaires des principales économies du continent, comme l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Maroc, et de pays influents à l'échelon d'une région, comme le Kenya. Ce n'est pourtant pas le cas d'Ecobank, l'un des grands groupes bancaires panafricains qui a son siège au Togo, un pays minuscule. Ecobank a été créée au milieu des

années 80 dans le sillage de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui regroupe quinze pays. Sans totaliser le plus d'actifs, elle surpasse toutes ses consœurs panafricaines en termes de présence géographique.

Alors que les banques mondiales se sont désengagées des activités de moindre ampleur et plus risquées, l'expansion des acteurs africains est une bonne nouvelle pour le développement du secteur financier en Afrique. Non seulement ils comblent le vide laissé par les banques mondiales, mais ils stimulent le développement financier et l'intégration économique de la région. Néanmoins, pour perdurer et ne pas générer de risques systémiques ni créer le type d'instabilité financière vu ailleurs, cette expansion des banques donnant naissance à d'importants réseaux transnationaux doit s'accompagner d'une surveillance accrue et d'une coopération renforcée entre les pays.

## Le décollage

Si la banque sud-africaine Standard Bank est depuis longtemps implantée dans d'autres pays, les autres banques se sont véritablement lancées hors de leurs frontières au milieu des années 2000. Le nombre de filiales a presque doublé entre 2006 et 2010 (graphique 1), passant de 48 à 88 sous l'impulsion des banques marocaines et de la United Bank for Africa du Nigéria. Cette expansion rapide à l'étranger a été favorisée par une plus grande stabilité politique et macro-économique et par une croissance économique solide, en plus des facteurs spécifiques suivants :

- la fin de l'apartheid au milieu des années 90, qui a permis aux banques d'Afrique du Sud d'aller offrir leurs services à l'étranger;
- le développement des liens commerciaux entre pays d'Afrique — entraînant en particulier les banques sud-africaines et kényanes à suivre leurs clients à l'étranger;
- la décision des banques marocaines de s'étendre vers le Sud compte tenu des perspectives



Un employé compte des billets dans une agence à Johannesburg (Afrique du Sud).

moins favorables au Maroc et en Europe — y compris en rachetant les activités locales de banques européennes sur le départ;

- la forte hausse du capital minimum imposé au Nigéria suite à la crise bancaire du milieu des années 2000, qui a amené les banques à réfléchir à un développement à l'étranger pour utiliser leur surplus de fonds propres;
- l'ambition sociale d'Ecobank, qui remonte à sa création au milieu des années 80, de devenir la plus importante banque panafricaine.

Deux grands modèles d'organisation sont apparus parmi les banques panafricaines (graphique 2). Le modèle traditionnel s'appuie sur une base dominante dans le pays d'origine; le second modèle est conçu pour être une structure en réseau diversifiée dès le début.

Les banques du modèle traditionnel se sont étendues à partir d'une importante base nationale, qui continue à prédominer dans les activités du groupe. Dans ces cas, les filiales étrangères contribuent pour moins de 20 % au total des actifs, chaque filiale contribuant pour beaucoup moins. On trouve dans ce groupe des banques d'Afrique du Sud et du Maroc et, dans une moindre mesure, du Nigéria.

Parmi les banques du second groupe, dont aucune n'a de base nationale dominante, le réseau est très important. Bien qu'une holding bancaire assure la gestion centralisée des filiales, la filiale basée dans le pays d'origine n'est qu'une filiale parmi beaucoup d'autres, et elle n'est pas nécessairement la plus grande. Des exemples de ce modèle sont Ecobank — siège au Togo et principale filiale au Nigéria — et Bank of Africa, fondée au Mali avant que la holding ne soit déplacée au Luxembourg et finalement rachetée par la Banque marocaine de commerce extérieur. Un certain nombre de banques présentent une structure intermédiaire entre les deux modèles. En outre, à mesure qu'une banque se développe à l'étranger, l'importance de sa base d'origine diminue au sein du groupe.

### Des services bancaires pour les «sous-bancarisés»

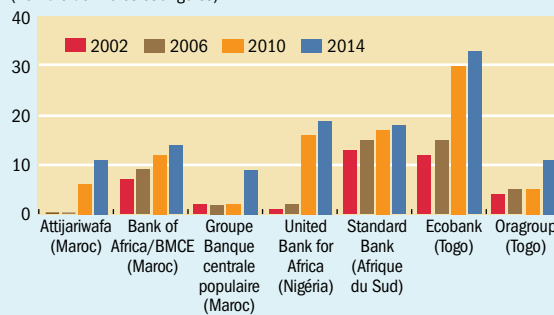
L'expansion des banques à l'étranger est très bénéfique aux économies d'origine et d'accueil. La montée en puissance des banques panafricaines a accru la concurrence et l'efficacité, introduit des produits novateurs et des systèmes de gestion et d'information plus modernes, et amené de nouvelles compétences dans les secteurs bancaires des pays d'accueil. Différentes banques panafricaines ont exporté des modèles économiques et des circuits de distribution innovants, comme les services bancaires mobiles proposés par des banques kényanes. Ces progrès ont contribué à rendre plus accessibles les services et produits bancaires (on parle souvent de financiarisation de l'économie).

Les banques panafricaines ont aussi étendu les services bancaires à des personnes qui y avaient peu accès jusqu'ici, ceux que l'on appelle les «sous-bancarisés». Ainsi, les banques kényanes qui ont ouvert des filiales dans d'autres pays de la Communauté d'Afrique de l'Est ont exploité leur savoir-faire en matière de services bancaires en agence et sur mobile pour desservir des segments sous-bancarisés de la population. De même, les banques marocaines ont développé des activités de microfinance en Afrique occidentale francophone, et leurs filiales ont mis l'accent sur les prêts aux PME. Les banques nigérianes ont beaucoup contribué

Graphique 1

### Une expansion rapide

Les plus grandes banques panafricaines ont plus que doublé leurs activités en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie. (nombre de filiales étrangères)



Sources : sites web et rapports annuels des banques.  
Note : BMCE = Banque marocaine de commerce extérieur.

à la multiplication des agences en Afrique occidentale, surtout en milieu rural.

Le phénomène des banques panafricaines peut aussi aider les pays d'accueil à relever leurs normes financières. Les banques des économies africaines plus avancées utilisent dans leurs filiales étrangères les normes de leur pays d'origine, et les pays d'accueil se familiarisent ainsi avec des pratiques d'information financière et de surveillance plus sophistiquées, comme le niveau des fonds propres recommandé par le Comité de Bâle (un groupe international de réglementation bancaire) et les normes internationales d'information financière publiées par le Comité international des normes comptables. À cet effet d'apprentissage entre pairs s'ajoutent les visites de surveillance des filiales étrangères sur place qui réunissent les organismes de réglementation du pays d'accueil et les autorités du pays d'origine, ainsi que les collègues de surveillance auxquels participent les différents organismes de réglementation concernés par un groupe bancaire donné.

Le développement des banques panafricaines profite aussi aux banques du pays d'origine puisqu'elles diversifient leurs activités et améliorent les perspectives de croissance.

### Gestion des risques systémiques

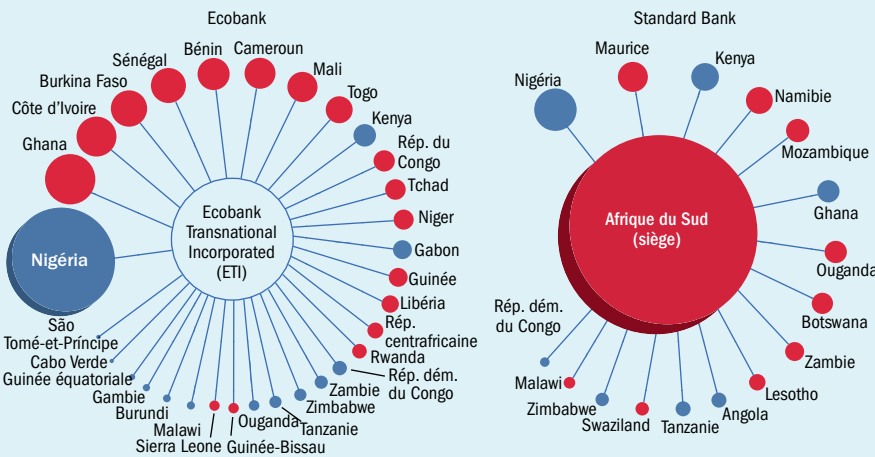
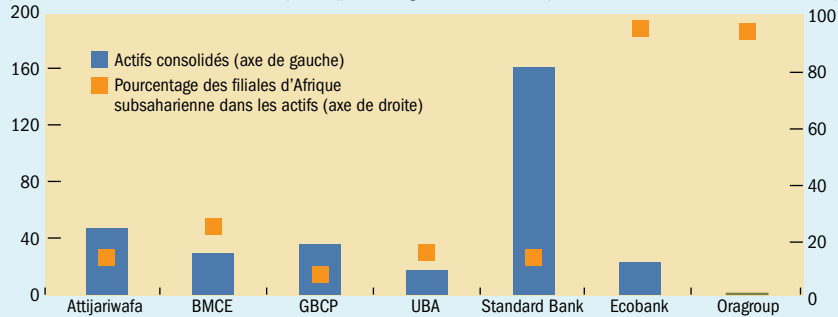
L'ascension des banques panafricaines est une source de difficultés nouvelles pour les autorités de réglementation et de contrôle. Avec l'expansion des réseaux apparaissent de nouveaux canaux de transmission de risques macrofinanciers et d'autres effets dans les pays d'origine et d'accueil. Par exemple, des problèmes rencontrés par la banque mère, comme la crainte d'une mauvaise gestion ou de risques de réputation, pourraient provoquer des retraits de fonds massifs dans les filiales. De même, des problèmes économiques ou financiers dans un pays d'accueil pourraient se répercuter sur la banque mère si la filiale concernée pèse lourd dans le groupe. La présence et la complexité accrues des banques panafricaines ont rendu leur surveillance plus délicate. Il est difficile pour l'organisme de réglementation du pays d'origine d'apprécier la santé d'une filiale ou les risques potentiels qui la menacent sans avoir une certaine connaissance de la structure et des activités de l'ensemble du groupe bancaire. Cela suppose une

Graphique 2

## Faites votre choix

Deux modèles économiques dominent dans les banques panafricaines. Le premier part d'une institution principale pour s'étendre à l'étranger à partir de son pays d'origine (cf. Standard Bank). Le second établit un réseau multinational dès le départ (cf. Ecobank).

(actifs consolidés, en milliards de dollars) (pourcentage des filiales d'Afrique subsaharienne dans le total des actifs)



Sources : rapports annuels des banques; base de données Bankscope; calculs des services du FMI.

Note : La taille des ronds représente la part de chaque filiale dans le total des actifs du groupe bancaire. Un rond rouge indique que la filiale détient plus de 10 % du total des dépôts d'un système bancaire. BMCE = Banque marocaine de commerce extérieur, GBCP = Groupe Banque centrale populaire, UBA = United Bank for Africa.

démarche de contrôle consolidé de tout le groupe sous la direction du pays d'origine en collaboration avec les pays d'accueil. Les collèges de surveillance chargés d'un groupe particulier jouent ici un rôle important, de même que les protocoles d'accord sur l'échange systématique de données de surveillance. Le développement des banques panafricaines a produit un réseau de banques d'importance systémique (graphique 3) — c'est-à-dire d'institutions dont la faillite pourrait avoir des conséquences financières étendues —, d'où l'importance accrue d'avoir en Afrique des organismes de réglementation solides dans les pays d'origine.

Alors que les autorités de contrôle manquent déjà de moyens dans la plupart des pays d'Afrique, elles sont sollicitées encore davantage du fait des multiples filiales étrangères des groupes bancaires qu'elles doivent surveiller. La récente crise financière mondiale a montré clairement le rôle déterminant d'une coopération entre les pays en matière de contrôle et de résolution pour maintenir la stabilité financière. En l'absence de mécanismes efficaces de coopération et de planification de la résolution pour les banques transnationales, les crises sont souvent résolues par des interventions improvisées de dernière minute faisant appel à

l'aide publique. Même des relations anciennes établies entre des autorités de contrôle peuvent voler en éclat pendant une crise.

Le décalage d'intérêts entre les autorités de contrôle du pays d'origine et celles du pays d'accueil est exacerbé par l'immense écart de taille des institutions et des économies et représente un obstacle majeur à la coopération internationale. Certaines filiales de banques panafricaines ont une importance systémique dans leurs pays d'accueil, mais peuvent ne constituer qu'une petite part du total des activités de leur groupe bancaire. Il peut y avoir un impact sur la stabilité financière dans les territoires d'accueil si les autorités du pays d'origine ou les banques mères prennent des mesures unilatérales — par exemple en limitant la possibilité pour la banque du pays d'origine de recapitaliser une filiale étrangère (c'est-à-dire en cantonnant les actifs). Toutes choses égales par ailleurs, plus la taille des économies des pays d'origine et d'accueil est asymétrique, moins il y a de chances que la stratégie globale d'une institution financière prenne en compte les besoins du pays d'accueil, et plus les risques sont grands pour la stabilité financière dans le pays d'accueil si des problèmes surviennent dans le pays d'origine. En Europe, par exemple, les banques d'Europe occidentale ont

réduit leurs prêts à l'Europe orientale pendant la crise financière mondiale — un geste relativement anodin à l'Ouest qui a eu de graves conséquences à l'Est. Face à cette situation, l'Initiative de Vienne a été lancée en 2009 et 2011 pour promouvoir une coordination plus étroite afin de protéger la stabilité financière et de tenir compte des risques systémiques dans les pays européens émergents.

### Maintenir les bénéfices de l'expansion des banques panafricaines

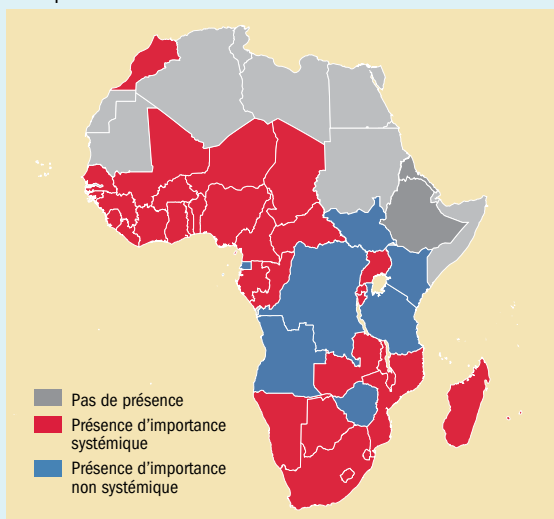
Si l'on veut que le développement des réseaux bancaires panafricains continue d'avoir des effets positifs, il est indispensable d'avoir un système plus performant de contrôle consolidé et d'améliorer la coopération entre les pays. Les meilleures pratiques internationales préconisent une vision consolidée des activités des propriétaires et des risques auxquels les groupes bancaires sont exposés, ce qui suppose généralement de mettre en place des collèges de surveillance individuels et des échanges permanents d'information définis dans des protocoles d'accord entre autorités de réglementation et de contrôle. Ce cadre de coopération doit être établi lors d'une période calme, et non en temps de crise.



Graphique 3

### Importance systémique des banques

Les plus grandes banques panafricaines ont une présence d'importance systémique dans environ 80 % des pays d'Afrique subsaharienne.



Sources : rapports annuels des banques; base de données Bankscope; calculs des services du FMI.

Note : Une présence est d'importance systémique quand les institutions mères dans le pays d'origine ou les filiales dans les pays d'accueil détiennent plus de 10 % des dépôts d'un système bancaire. Les banques représentées sont Attijarfawa, la Banque marocaine de commerce extérieur, Ecobank, le Groupe Banque centrale populaire, Oragroup, Standard Bank et United Bank for Africa.

L'expansion des banques panafricaines accroît la vulnérabilité aux répercussions des problèmes financiers touchant les pays africains ainsi que leur gravité. Si l'on ne s'entend pas sur la manière dont les problèmes d'une banque en difficulté seraient résolus, les activités de contrôle pourraient ne pas suffire. Certains organismes de réglementation pourraient à nouveau cantonner les actifs pendant une crise, ce qui ne serait pas la meilleure solution. La crise financière mondiale a démontré que l'absence de systèmes opérationnels transnationaux efficaces coûtait cher — et a fait comprendre toute la difficulté de construire ces systèmes.

Les pratiques réglementaires et comptables en Afrique doivent être relevées au niveau des normes internationales pour améliorer la transparence et favoriser l'intégration. Les institutions internationales telles que le FMI peuvent être utiles à la poursuite de ces réformes en continuant d'apporter toute leur assistance technique. ■

*Alexandra Born est économiste et Paul Mathieu est conseiller, tous les deux au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.*

*Cet article se fonde sur «Pan African Banks: Opportunities and Challenges for Cross-Border Oversight», 2015, un document préparé par une équipe des Départements Afrique, Moyen-Orient et Asie centrale, et des marchés monétaires et des capitaux, sous la direction de Charles Enoch, Paul Mathieu et Mauro Mecagni.*

# Une science lugubre?

## FMI



Écoutez nos interviews avec des économistes de renom pour en décider : [www.imf.org/lespodcasts](http://www.imf.org/lespodcasts)



# Les riches et la Grande récession

**Il est sans doute simpliste d'expliquer les à-coups de l'économie américaine par le comportement des classes moyennes**

*Bas Bakker et Joshua Felman*

**L**E DISCOURS habituel sur la Grande récession qui a démarré aux États-Unis en 2007 tourne autour de l'emballement, puis de la chute, des prix du logement, et des effets induits sur les dépenses de la classe moyenne dont le patrimoine est pour l'essentiel de nature immobilière.

Le rôle des riches dans l'envolée et l'effondrement de la consommation a été jugé négligeable, sinon nul. La classe aisée intervient,

mais seulement comme source d'«épargne excédentaire» (Kumhof, Rancière et Winant, 2013). Selon cette explication, la formidable hausse des revenus des riches amorcée dans les années 80 les a conduits à prêter leur épargne supplémentaire à une classe moyenne en difficulté, qui s'en est servie pour consommer encore plus et spéculer dans l'immobilier (Rajan, 2010).

Tout allait bien au début, le boom de l'immobilier ayant stimulé une expansion alimentée par le BTP. Mais en 2007, la musique s'est arrêtée. Surendettée, la classe moyenne n'achetait plus de logements, provoquant un effondrement des prix si brutal que de nombreux propriétaires se sont retrouvés avec une maison valant moins que leur prêt hypothécaire. Certains n'ont pas pu le rembourser. D'autres ont vite augmenté leur taux d'épargne pour pouvoir honorer leurs dettes (Mian et Sufi, 2014), freinant du même coup leur consommation. Résultat : une profonde récession.

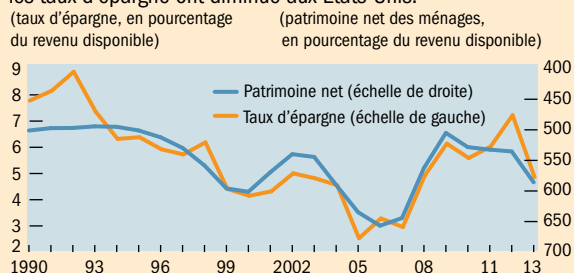
Mais le discours habituel est incomplet. Outre l'immobilier, la gravité de la Grande récession s'explique aussi par la diminution du patrimoine financier. De plus, les riches n'étaient pas de simples spectateurs passifs; ils ont participé activement au cycle de consommation. En fait, compte tenu de la taille de leurs avoirs, les fluctuations des dépenses des riches ont probablement été un moteur essentiel du processus d'expansion-récession (Bakker et Felman, 2014).

Les effets de patrimoine ont joué un rôle décisif dans la chute du taux d'épargne des ménages avant la crise, puis dans son rebond

Graphique 1

## Évolution de l'épargne

Les taux d'épargne suivent les fluctuations du patrimoine net des ménages. Lorsque le patrimoine net a augmenté, les taux d'épargne ont diminué aux États-Unis.



Source : Bakker et Felman (2014).

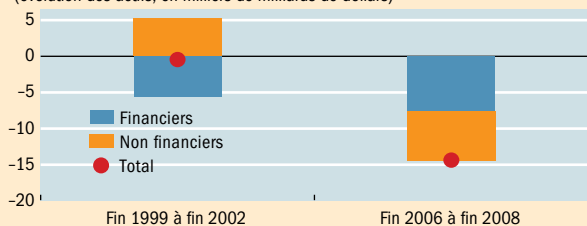
Note : L'échelle de droite est inversée pour montrer la corrélation entre les hausses du patrimoine net des ménages et les baisses des taux d'épargne et inversement. Le revenu disponible est l'argent que les ménages peuvent dépenser ou épargner après avoir payé leurs impôts.

Graphique 2

### Des situations différentes

Quand la bulle Internet a éclaté, la chute des actifs financiers aux États-Unis a été compensée par une hausse des actifs non financiers, principalement immobiliers. Pendant la crise financière mondiale, les deux types d'actifs ont plongé.

(évolution des actifs, en milliers de milliards de dollars)



Source : Bakker et Felman (2014).

(graphique 1). Les prix des actifs ayant grimpé durant les années fastes, les ménages se sont sentis plus riches, ont dépensé plus et épargné moins. Quand les prix ont plongé durant la crise, les effets de patrimoine se sont inversés et la consommation a chuté (Case, Quigley et Shiller, 2011).

Pour Mian et Sufi (2014), la fluctuation des prix des logements a eu un effet particulièrement important, car l'acquisition de biens immobiliers, à la différence des actifs financiers, est financée en grande partie par l'emprunt. De ce fait, la baisse des prix de l'immobilier a provoqué des difficultés financières qui ont contraint les ménages à comprimer leurs dépenses. Selon eux, cette dynamique explique que la Grande récession ait été beaucoup plus grave que l'éclatement de la bulle Internet (l'effondrement des cours en 2000 suite à trois années d'essor tiré par les entreprises du secteur Internet), même si les pertes boursières ont été comparables aux pertes immobilières quelques années plus tard.

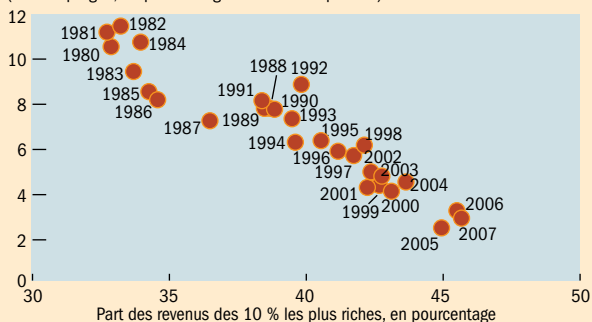
L'explication pourrait toutefois être bien plus simple. La bulle Internet a été atténuée par une hausse des actifs *non financiers* (essentiellement les logements), tandis que l'effondrement du marché immobilier a été *exacerbé* par une chute des actifs

Graphique 3

### Les riches dépensent beaucoup

Les taux d'épargne ont diminué à mesure que la part des revenus des riches a augmenté pendant les trente années qui ont précédé la Grande récession.

(taux d'épargne, en pourcentage du revenu disponible)



Source : Bakker et Felman (2014).

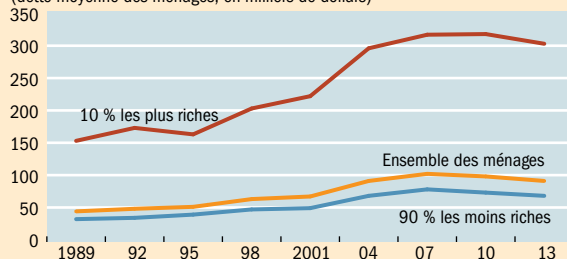
Note : Le revenu disponible est l'argent que les ménages peuvent dépenser ou épargner après avoir payé leurs impôts.

Graphique 4

### Les pauvres empruntent, mais les riches aussi

Le volume des emprunts des ménages riches aux États-Unis a augmenté aussi vite que celui de la classe moyenne durant les années qui ont précédé la crise mondiale.

(dette moyenne des ménages, en milliers de dollars)



Source : Bakker et Felman (2014).

*financiers* (graphique 2). Concrètement, les actifs financiers ont représenté 8.000 milliards de dollars sur les 13.000 de richesse perdue entre les points maximums et minimums. Autrement dit, c'est en partie parce que les pertes de richesse *globales* ont été bien plus importantes que la consommation a reculé beaucoup plus pendant la Grande récession que pendant la bulle Internet.

### Le taux d'épargne des riches

Pourquoi le taux d'épargne global des ménages a-t-il faibli durant les années ayant précédé la crise, alors même que la répartition des revenus profitait davantage aux riches, censés épargner davantage? L'explication habituelle est que l'épargne a baissé bien plus dans la classe moyenne qu'elle n'a augmenté chez les riches. Il n'existe pas de données agrégées sur l'épargne par classe de revenus. Néanmoins, cette explication est peu vraisemblable.

Si les riches ont beaucoup épargné avant la crise, il est difficile de comprendre pourquoi la corrélation entre la répartition des revenus et l'épargne sur les trente dernières années a été fortement *négative* : plus la part de revenus des riches est grande, moins l'épargne globale est élevée (graphique 3). D'autre part, juste avant la crise, l'endettement des riches avait progressé en réalité aussi vite que celui de la classe moyenne (graphique 4). On peut donc penser que le taux d'épargne des riches devait décliner.

Mais pourquoi les riches auraient-ils réduit leur taux d'épargne alors que leurs revenus augmentaient rapidement? Parce que leur patrimoine avait fait un bond. Le ratio patrimoine/revenus des 10 % les plus riches a grimpé de 721 % en 1994 à 912 % en 2007. Chez les 90 % restants, ce ratio n'a progressé que modérément, de 373 % à 404 % pendant la même période (graphique 5). La hausse de leurs revenus a peut-être encouragé les riches à épargner davantage, mais ce phénomène a été plus que compensé par la croissance encore plus rapide de leur patrimoine, qui les a incités à dépenser plus, d'où un taux d'épargne global inférieur par rapport aux revenus.

Si le taux d'épargne des riches a évolué comme celui de la classe moyenne, alors les riches ont dû jouer un rôle déterminant dans le boom de la consommation puis dans sa chute. Après tout, ils ont représenté l'essentiel des gains de revenus et de patrimoine durant cette période (graphique 6).

Pour le démontrer de façon empirique, nous avons estimé un modèle de consommation qui relie la consommation des ménages



1) aux revenus des 10 % les plus riches, 2) aux revenus des 90 % les moins riches et 3) au patrimoine global des ménages. D'après nos estimations, la classe moyenne consomme 95 % de son complément de revenu, contre 65 % seulement pour les riches. Il semble donc que les riches épargnent beaucoup plus. Mais les riches possèdent aussi plus de biens. Selon nos estimations, la propension marginale à consommer son patrimoine est de 2,2 %, ce qui signifie que pour chaque dollar supplémentaire de patrimoine, la consommation va augmenter de 2,2 cents. Cela peut sembler peu, mais la taille du patrimoine des 10 % les plus riches est telle (50.000 milliards de dollars) que l'impact sur la consommation est considérable.

Nous avons ensuite utilisé le modèle pour calculer le rôle des riches comme moteur de la consommation. A priori, il devrait être important, car les gains de revenus et de patrimoine ont été très supérieurs à ceux de la classe moyenne.

Une bonne part du ralentissement de la consommation entre 2006 et 2009 tenait à la chute de la consommation des riches.

De fait, les résultats du modèle sont frappants. Les 10 % les plus riches ont représenté l'essentiel de la croissance totale de la consommation. Entre 2003 et 2013, environ 71 % de la hausse de la consommation leur était imputable. Une bonne part du ralentissement de la consommation entre 2006 et 2009 résultait

## Une bonne part du ralentissement de la consommation entre 2006 et 2009 tenait à la chute de la consommation des riches.

d'une chute de la consommation des riches. Les riches ont aussi joué un rôle majeur dans le redressement ultérieur, le rebond de leur patrimoine ayant encouragé une reprise de la consommation (certes faible, car la croissance des revenus et les ratios patrimoine/revenus n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise).

### De nombreux acteurs

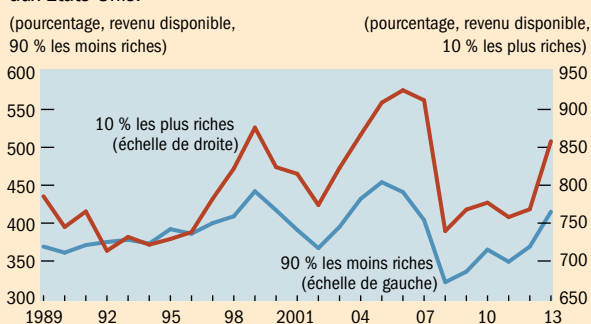
Nos résultats ne sont pas catégoriques, faute de données fermes sur le comportement de dépense des riches (et de la classe moyenne, au demeurant). Mais les éléments dont on dispose semblent indiquer que le discours traditionnel sur la Grande récession doit être rectifié. L'immobilier est intervenu, mais les actifs financiers aussi : ils ont en réalité représenté l'essentiel de la perte de richesse. La classe moyenne a joué un rôle, mais les riches aussi. De fait, le gros des fluctuations de la consommation totale pendant la crise s'explique surtout par les riches. Ces constats n'ont pas simplement un intérêt historique. Ils ont des implications importantes pour l'avenir. Les riches représentent aujourd'hui un tel pourcentage des revenus — et leur patrimoine est tel — que les fluctuations de leurs biens pourraient plus que jamais bouleverser l'économie. ■

*Bas Bakker est Conseiller au Département Europe du FMI et Joshua Felman est Sous-directeur au Département des études du FMI.*

Graphique 5

### Poussée du patrimoine

Le patrimoine en pourcentage des revenus est monté en flèche entre 1994 et 2007 pour les 10 % de ménages les plus riches aux États-Unis.



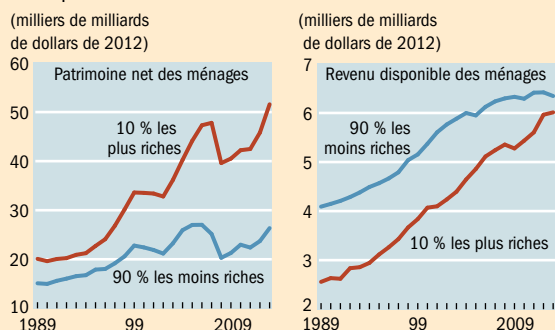
Source : Bakker et Felman (2014).

Note : Le revenu disponible est l'argent que les ménages peuvent dépenser ou épargner après avoir payé leurs impôts.

Graphique 6

### Augmentation des revenus et du patrimoine des riches

Les riches ont représenté l'essentiel des gains de revenus et de patrimoine aux États-Unis entre 1989 et 2013.



Source : Bakker et Felman (2014).

Note : Le revenu disponible est l'argent que les ménages peuvent dépenser ou épargner après avoir payé leurs impôts.

### Bibliographie :

Bakker, Bas B., and Joshua Felman, 2014, "The Rich and the Great Recession," IMF Working Paper 14/225 (Washington: International Monetary Fund).

Case, Karl E., John M. Quigley, and Robert Shiller, 2011, "Wealth Effects Revisited, 1978–2009," Cowles Foundation Discussion Paper No. 1884 (New Haven, Connecticut: Yale University).

Kumhof, Michael, Romain Rancière, and Pablo Winant, 2013, "Inequality, Leverage and Crises: The Case of Endogenous Default," IMF Working Paper 13/249 (Washington: International Monetary Fund).

Mian, Atif, and Amir Sufi, 2014, House of Debt: How They (and You) Caused the Great Recession, and How We Can Prevent It from happening Again (Chicago: University of Chicago Press).

Rajan, Raghuram, 2010, Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy (Princeton, New Jersey: Princeton University Press).

# Une réforme en pointillé

John Kiff

**L**ES TRANSACTIONS de gré à gré de produits dérivés — des instruments financiers liés, entre autres, à d'autres titres, des indices, des indicateurs, des produits de base et même d'autres dérivés — ont provoqué, ou tout du moins exacerbé, la récente crise financière mondiale, selon une version de l'histoire très répandue mais loin d'être universellement acceptée.

Que les dérivés de gré à gré portent ou non une grande responsabilité dans la crise mondiale, peu d'analystes contesteront que ces marchés — où les instruments sont négociés non pas sur une place boursière mais directement entre deux parties — ont tellement grossi en taille et en importance qu'il est nécessaire de les sortir de l'ombre et de les réglementer davantage.

Lors de leur sommet de 2009 à Pittsburgh, les dirigeants du Groupe des 20 économies de marché avancées et émergentes (G-20) ont appelé à une grande refonte de ces marchés, qui aurait dû être achevée fin 2012. Les réformes sont censées rendre les transactions de dérivés plus sûres et plus transparentes (en permettant aux autorités et aux investisseurs d'évaluer les pressions accumulées susceptibles de provoquer une explosion et des problèmes financiers plus étendus).

Mais plus de deux ans après la date butoir, aucun pays n'a pleinement mis en œuvre l'une quelconque de ces réformes, et certains n'ont même pas commencé. Le G-20 souhaitait notamment voir changer la manière dont chaque côté (appelé «contrepartie») traite avec l'autre dans la plupart des contrats dérivés. Au lieu d'une relation purement bilatérale, il voulait qu'une contrepartie centrale s'interpose entre les deux parties dans un processus dit de compensation centrale. Le G-20 demandait aussi que les transactions de gré à gré de nombreux dérivés passent sur des bourses ou des plateformes de négociation électroniques (systèmes permettant de négocier des instruments financiers sur Internet). Pour les contrats non compensés centralement, les dirigeants du G-20

proposaient d'augmenter le minimum de fonds propres imposé aux banques.

Dans beaucoup de cas, les réformes ont été retardées parce que les processus législatifs et réglementaires nécessaires pour les appliquer — notamment la coordination entre les pays — se sont révélés plus complexes que prévu. Certains États attendent que l'Europe et les États-Unis aient «accordé leurs violons» en la matière. Cet article fait le point sur l'avancement des réformes et les frictions apparues entre les pays.

## Beaucoup de choix et de risques

Il existe une grande variété de dérivés, selon l'élément auquel leur valeur est liée et leurs caractéristiques structurelles. À la base, ce sont des contrats, comme des contrats à terme de gré à gré ou négociés en bourse, qui permettent à une contrepartie d'acheter ou de vendre un actif — du blé, une devise, du pétrole — à un prix donné à un moment donné pour figer les prix ou les

**La réorganisation  
des marchés  
des dérivés  
de gré à gré  
progresses, mais  
beaucoup moins  
vite que prévu**



Des opérateurs de marché à la Bourse de Chicago (États-Unis).

taux de change futurs. Mais certains dérivés sont des contrats à options compliqués comportant de nombreux déclencheurs et résultats, parfois se recouvrant et conditionnels.

Les dérivés peuvent être utiles à l'économie. Les entreprises et les pouvoirs publics utilisent ainsi des dérivés appelés swaps pour augmenter les possibilités d'investissement et d'emprunt et améliorer la prévisibilité de leurs recettes et dépenses. Les agriculteurs et les entreprises exploitant des ressources naturelles peuvent verrouiller les prix avec des contrats à terme sur des produits de base. Les compagnies aériennes ont recours à des dérivés énergétiques pour se couvrir contre les fluctuations des cours du pétrole. Ces types de contrats intéressent des utilisateurs finaux constituent la majorité des transactions sur un marché qui se chiffre à près de 700 billions de dollars (voir graphique).

La grande majorité des produits dérivés sont négociés de gré à gré (voir tableau) lorsque le volume des transactions est mesuré par l'encours des montants notionnels. Le montant notionnel est la valeur du principal sous-jacent du contrat dérivé, lequel fait généralement l'objet d'un paiement d'avance très inférieur, normalement fixé en pourcentage du montant notionnel. Le montant notionnel reflète aussi la quantité et le prix des actifs devant être livrés dans le cas de contrats à terme de gré à gré ou négociés en bourse. Par exemple, un contrat à terme de gré à gré qui prévoit la livraison de 10.000 litres de kérosène à 1 dollar le litre fixe le prix d'achat à 10.000 dollars même si les cours du pétrole augmentent avant la fin du contrat. Pour d'autres types de dérivés comme les swaps, le montant notionnel est la base sur laquelle les taux d'intérêt sont appliqués pour calculer les paiements périodiques obligatoires.

Outre le risque de marché lié au principal sous-jacent, les utilisateurs de dérivés sont exposés au risque de contrepartie — le risque qu'une contrepartie ne puisse pas payer lorsque la valeur de ses obligations envers l'autre contrepartie non défaillante dépasse le montant que cette dernière lui doit. La valeur de ces obligations change quand les taux, les prix ou les indices sous-jacents varient. Pour les dérivés négociés en bourse, les valeurs sont directement observables, mais dans le cas des contrats dérivés de gré à gré, qui souvent ne sont pas rendus publics, les valeurs doivent être estimées par des modèles mathématiques.

De plus, si deux contreparties sont liées par plusieurs contrats, une contrepartie non défaillante doit continuer à honorer ses obligations découlant de ses autres contrats avec la contrepartie défaillante. Il est possible d'atténuer ces risques en couvrant toutes les transactions par un accord-cadre permettant de tout solder en cas de défaillance de l'une des contreparties — c'est-à-dire que toutes les obligations de paiement contractuelles cessent, et les valeurs positives et négatives des contrats se compensent pour produire un seul montant net à régler.

Un moyen de réduire encore le risque de contrepartie consiste à demander une garantie (appelée marge) contre le risque d'insolvabilité et le risque résiduel (FMI, 2010), qui peut varier au jour le jour. La marge est en général composée d'espèces ou d'obligations d'État négociables.

### Compensation centrale

Les paiements réguliers et les différentes activités de gestion des risques pendant la durée de vie d'un contrat dérivé sont des éléments de ce que l'on appelle la « compensation ». Dans les contrats bilatéraux, les activités de compensation se font directement entre les deux contreparties, tandis que, dans les transactions compensées centralement, des institutions financières spécialisées, appelées contreparties centrales, s'interposent entre les contreparties (appelées membres compensateurs). Le contrat entre les contreparties originales est remplacé par deux nouveaux contrats avec la contrepartie centrale, qui reprend les deux côtés de la transaction.

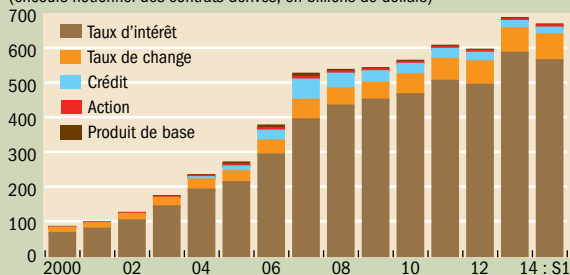
Les contreparties centrales peuvent améliorer la sécurité et l'efficacité du système financier. En effet, elles appliquent les meilleures pratiques de gestion des risques — comme la réévaluation quotidienne des contrats et l'obligation de verser une marge — et permettent de gérer plus facilement les défaillances des membres compensateurs. Par ailleurs, elles permettent une compensation multilatérale (par opposition à la compensation bilatérale décrite plus haut), ce qui peut réduire les risques de contrepartie systémiques. En cas de défaillance, les contreparties centrales peuvent contenir les craintes du marché de voir les défauts se propager par contagion en facilitant le transfert des positions et des marges des membres compensateurs défaillants aux membres compensateurs solvables (Gregory, 2014).

La capacité de la contrepartie centrale à contenir la contagion est l'une des principales raisons pour laquelle le G-20 a recommandé une compensation centrale, et non bilatérale, pour

### Une forte croissance

En dehors d'un léger ralentissement pendant la crise financière mondiale, le marché des dérivés de gré à gré a fortement progressé depuis une quinzaine d'années.

(encours notionnel des contrats dérivés, en billions de dollars)



Source : BRI (2014).

Note : Le montant notionnel est la valeur totale du principal sous-jacent d'un contrat dérivé. Les transactions de gré à gré sont bilatérales entre un acheteur et un vendeur. Les transactions en bourse se font dans un cadre formel, et généralement une autorité de compensation centrale s'interpose entre l'acheteur et le vendeur.

### Des contrats à foison

Le marché mondial des dérivés est gigantesque.

(encours notionnel des contrats, en milliards de dollars au 30 juin 2014)

	De gré à gré	En bourse
Contrats sur taux d'intérêt	563.290	65.624
Contrats sur taux de change	74.782	379
Swaps sur défaillance de crédit	19.462	s/o
Contrats sur action	6.941	7.460
Contrats sur produit de base	2.206	s/o
Non ventilés	24.811	s/o
<b>Total</b>	<b>691.492</b>	<b>73.463</b>

Source : BRI (2014).

Note : Le montant notionnel est la valeur totale du principal sous-jacent d'un contrat dérivé. Les transactions de gré à gré sont bilatérales entre un acheteur et un vendeur. Les transactions en bourse se font dans un cadre formel, et généralement une autorité de compensation centrale s'interpose entre l'acheteur et le vendeur. Le montant « non ventilés » est une estimation de la Banque des règlements internationaux des positions des contrepartistes ne participant pas à son enquête semestrielle.



tous les contrats dérivés négociés à des conditions standard. La compensation centrale peut aussi faciliter la déclaration des transactions à des référentiels centraux, chargés de recueillir et consigner les détails des contrats dérivés de gré à gré. (Le G-20 a également appelé à la transmission de ces informations à des référentiels centraux.) L'existence de ces données peut aider les instances de réglementation et celles chargées d'assurer la stabilité financière à détecter l'accumulation de risques dangereux et d'effets de contagion possibles si une contrepartie était défaillante. L'obligation de compensation centrale est ciblée sur les contrats standardisés, car les contrats dérivés personnalisés sont difficiles à évaluer et à compenser avec d'autres contrats.

Le G-20 a également préconisé que tous les contrats à des conditions standard soient négociés sur des bourses ou des plateformes électroniques, selon le cas (par exemple lorsque le volume d'échanges est suffisant). Il estime que les transactions opaques, telles que celles négociées bilatéralement, rendent les marchés moins fiables et exposés à des risques accrus, en particulier en cas de tensions. L'opacité peut aussi gêner l'évaluation de la valeur des transactions, et donc la gestion des risques. Un autre organisme mondial, le Conseil de stabilité financière (CSF), que les dirigeants du G-20 ont chargé de suivre la mise en œuvre des réformes, a aussi plaidé pour une amélioration des normes de gestion des risques, notamment le versement de marges, pour les dérivés non compensés centralement.

Globalement, le processus de réforme se déroule à deux niveaux :

- Les cadres et principes des instances de définition des normes mondiales garantissent l'application des changements de façon non discriminatoire et cohérente au plan international.
- Les autorités nationales instaurent les lois et réglementations appropriées.

Le processus de définition des normes mondiales touche à sa fin, mais certains points non encore résolus sont particulièrement épineux. Par exemple, les principes de gestion des risques et de réglementation pour les contreparties centrales ont été finalisés, mais pas les règles établissant quels produits sont suffisamment standardisés pour être obligatoirement soumis à compensation centrale. Et si la plupart des principes de réglementation mondiaux concernant la déclaration des transactions ont été fixés, les travaux se poursuivent sur des identifiants normalisés au niveau des contreparties et des produits afin de garantir une même désignation pour des transactions identiques.

Mais, à l'échelon national, les progrès tardent sur différents fronts. Les États-Unis sont les plus avancés. Ils ont introduit presque toutes les réglementations relatives aux dérivés relevant de la CFTC (Commodity Futures Trading Commission). En revanche, le processus de mise en œuvre n'a été engagé que récemment pour les dérivés réglementés par la SEC (Securities and Exchange Commission). En Europe, les progrès sont plus lents que pour la CFTC, car le processus de réforme suppose une coordination entre 28 pays membres et leurs organismes de réglementation. D'autre part, la législation et la réglementation qui couvrent l'obligation d'une plateforme de négociation s'inscrivent dans une réorganisation générale de la réglementation sur les services de placement. Certains autres pays attendent soit d'évaluer l'impact des réformes sur leurs marchés, soit de voir les processus s'achever dans l'UE et aux États-Unis.

Les frictions et les incohérences entre les réglementations des pays ont aussi compliqué la tâche. Les dirigeants du G-20 ont demandé aux autorités nationales de trouver des moyens de se plier mutuellement à leurs réglementations, mais l'Europe s'oppose à ce que les contreparties de l'UE utilisent des contreparties centrales basées aux États-Unis, et les États-Unis veulent que les transactions concernant leurs contreparties soient négociées sur des plateformes de négociation autorisées par les États-Unis.

Toutefois, un grand nombre des réformes sont déployées avec succès. Plus de la moitié des dérivés de taux d'intérêt et quelque 40 % des dérivés de crédit pour lesquels des contreparties centrales actives existent sont compensés centralement (CSF, 2014a). Presque toutes les transactions de dérivés de taux d'intérêt et de crédit négociées de gré à gré sont aujourd'hui déclarées à des référentiels centraux.

### Des progrès lents sur beaucoup de fronts

Mais les progrès ont été lents ailleurs. Ainsi, il a été plus rapide de mettre en place les contreparties centrales que des plateformes électroniques, notamment du fait des nombreuses nouvelles règles en jeu. Les critères «s'il y a lieu» et «standardisé» doivent encore être définis au niveau des instances de normalisation mondiales. Des obstacles juridiques empêchent la déclaration et les échanges d'informations dans beaucoup de pays. Il s'agit, par exemple, des lois sur les informations personnelles et le secret bancaire et des dispositifs de protection des données. Et avec une prolifération des référentiels centraux, il pourrait être difficile d'obtenir une vision globale du marché et de ses interconnexions. C'est pourquoi des voix se sont élevées pour demander une plus grande normalisation en matière de déclaration et un site central pour regrouper les données de la bonne vingtaine de référentiels centraux actuellement autorisés (CSF, 2014b).

Les autorités doivent voir au-delà des intérêts nationaux si elles veulent contribuer à la stabilité financière mondiale. Le succès dépend de la bonne volonté des pays de se plier mutuellement à leurs réglementations si elles aboutissent aux mêmes résultats, ainsi que de trouver des compromis, notamment sur les lois sur les informations personnelles et d'autres lois qui empêchent les échanges de données entre les pays. ■

*John Kiff est expert principal du secteur financier au Département des marchés monétaires et des capitaux du FMI.*

---

#### Bibliographie :

Banque des règlements internationaux (BRI), 2014, "OTC Derivatives Market Activity in the First Half of 2014," *Statistical Release* (Basel).

Conseil de stabilité financière (CSF), 2014a, "OTC Derivatives Market Reforms: Eighth Progress Report on Implementation" (Basel: Bank for International Settlements).

—, 2014b, "Feasibility Study on Approaches to Aggregate OTC Derivatives Data," *Consultation Paper* (Basel: Bank for International Settlements).

Fonds monétaire international (FMI), 2010, "Making Over-the-Counter Derivatives Safer: The Role of Central Counterparties," *Global Financial Stability Report, Chapter 3* (Washington, April).

Gregory, Jon, 2014, *Central Counterparties: Mandatory Central Clearing and Initial Margin Requirements for OTC Derivatives* (Hoboken, New Jersey: Wiley Finance).



## Qu'est-ce que le capitalisme?

**Les marchés libres ne sont peut-être pas parfaits, mais ils sont probablement la meilleure manière d'organiser une économie**

Sarwat Jahan et Ahmed Saber Mahmud

**L**E CAPITALISME est souvent vu comme un système économique où les acteurs privés possèdent et contrôlent des biens conformément à leurs intérêts, et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés, de la meilleure manière qui soit pour la société.

L'essence du capitalisme est la recherche du profit. Adam Smith, philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle et père de l'économie moderne, l'a dit : «Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt». Dans un échange librement consenti, les deux parties recherchent chacune leur avantage, mais aucune des deux ne peut obtenir ce qu'elle veut sans tenir compte du souhait de l'autre. C'est cet égoïsme rationnel qui peut conduire à la prospérité économique.

Dans une économie capitaliste, le capital fixe (usines, mines, voies ferrées, etc.) peut être possédé et contrôlé par des acteurs privés, le travail est acheté contre salaire, les plus-values vont aux propriétaires privés, et les prix déterminent l'affectation du capital et du travail entre des utilisations concurrentes (voir «L'offre et la demande», *F&D*, juin 2010).

Si le capitalisme, sous une forme ou une autre, constitue aujourd'hui le fondement de presque toutes les économies, il n'était que l'une des deux grandes manières d'envisager l'organisation économique pendant une bonne partie du siècle dernier. L'autre était le *socialisme*, un système où l'État possède les moyens de production et où les entreprises publiques cherchent à maximiser non pas les profits mais le bien social.

### Les piliers du capitalisme

Le capitalisme repose sur les piliers suivants :

- *la propriété privée*, qui permet aux individus de posséder des biens matériels (terres, maisons) et immatériels (actions, obligations);
- *l'intérêt personnel*, qui pousse les individus à agir selon leur propre avantage, insensibles à la pression sociopolitique. Ces individus non coordonnés finissent néanmoins par profiter à la société comme s'ils étaient guidés par une main invisible, comme le dit Adam Smith dans *La Richesse des nations* (1776);
- *la concurrence*, qui, en laissant les entreprises libres de pénétrer et de quitter le marché, maximise la prospérité sociale, c'est-à-dire la prospérité commune des producteurs et des consommateurs;

- *un mécanisme de marché* qui détermine les prix d'une façon décentralisée par les interactions entre acheteurs et vendeurs : les prix déterminent ensuite l'affectation des ressources, naturellement en vue d'atteindre la plus grande satisfaction, non seulement pour les biens et les services, mais aussi pour les salaires;

- *la liberté de choix* en matière de consommation, de production et d'investissement : un client mécontent peut acheter d'autres produits, un investisseur placer son argent dans un projet plus lucratif, et un travailleur quitter son emploi pour un autre mieux rémunéré;

- *le rôle limité des pouvoirs publics*, qui doivent protéger les droits des citoyens et maintenir un environnement propre à favoriser le bon fonctionnement des marchés.

En fonction du degré de force de ces piliers, on distingue différentes formes de capitalisme. Dans les économies de marché, la réglementation des marchés est minimale ou inexistante. Dans les *économies mixtes*, le marché joue un rôle prépondérant, mais les pouvoirs publics le réglementent davantage afin d'en corriger les défaillances (pollution, encombrements, etc.), de promouvoir le bien-être social, ou pour d'autres raisons comme la défense ou la sécurité publique. Le capitalisme mixte est actuellement le modèle dominant.

### Les multiples déclinaisons du capitalisme

Les économistes classent le capitalisme en plusieurs groupes au moyen de différents critères. Ainsi, le capitalisme peut être divisé en deux types selon le mode d'organisation de la production. Dans les *économies de marché libérales*, le marché concurrentiel prédomine et la production est essentiellement décentralisée, comme dans le capitalisme de marché aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Les *économies de marché coordonnées* échangent des informations privées via des institutions indépendantes du marché, telles que syndicats et groupements professionnels, comme en Allemagne et au Japon (Hall et Soskice, 2001).

Plus récemment, les économistes ont répertorié quatre types de capitalisme d'après le rôle joué par l'entrepreneuriat (la création d'entreprise) comme moteur de l'innovation et le contexte institutionnel dans lequel de nouvelles idées sont introduites pour stimuler la croissance économique (Baumol, Litan et Schramm, 2007).

Dans le *capitalisme dirigé*, l'État choisit les secteurs à développer. Motivé au départ par une volonté de favoriser la croissance, ce

type de capitalisme comporte plusieurs dangers : excès d'investissements, mauvais choix de secteurs, risque de corruption et difficulté d'arrêter l'aide apportée lorsqu'elle n'est plus appropriée. Le *capitalisme oligarchique* est orienté vers la protection et l'enrichissement d'une très petite minorité. La croissance économique n'est pas un objectif central, et les inégalités sont nombreuses et la corruption très présente dans les pays où il a cours.

Le *capitalisme de grande entreprise* exploite les économies d'échelle. Il est important pour fabriquer des produits en série. Le *capitalisme entrepreneurial* génère de grandes innovations comme l'automobile, le téléphone et l'ordinateur, qui sont généralement conçues par des individus ou de jeunes entreprises. Mais il faut de grandes entreprises pour fabriquer en série et commercialiser de nouveaux produits : c'est pourquoi la meilleure solution semble être une combinaison du capitalisme de grande entreprise et du capitalisme entrepreneurial. C'est ce qui caractérise les États-Unis plus qu'aucun autre pays.

### La critique keynésienne

Pendant la crise des années 30, les économies capitalistes avancées ont souffert d'un chômage généralisé. Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publiée en 1936, l'économiste britannique John Maynard Keynes soutient que le capitalisme lutte pour se redresser après une baisse des investissements parce qu'une économie capitaliste ne peut rester indéfiniment en équilibre avec un chômage fort et une croissance nulle. Le keynésianisme a contesté l'idée que les économies de marché pouvaient bien fonctionner seules sans que l'État intervienne pour stimuler la demande totale et combattre des taux de chômage et de déflation élevés comme ceux des années 30. Il a posé que les pouvoirs publics devaient intervenir (en réduisant les impôts et en augmentant les dépenses publiques) pour sortir l'économie de la récession (voir «Qu'est-ce que le keynésianisme?», *F&D*, septembre 2014). Le but était de modérer les à-coups du cycle économique et d'aider le capitalisme à surmonter la crise. Keynes n'a jamais eu l'intention de remplacer l'économie de marché par autre chose; il a seulement affirmé qu'une intervention de la puissance publique était nécessaire de temps à autre.

Les forces qui concourent généralement au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute. Les économies de marché ne peuvent prospérer que lorsque les États fixent les règles qui les régissent, par exemple des lois garantissant les droits de propriété, et les soutiennent en mettant en place des infrastructures convenables, telles que des routes et des autoroutes permettant la circulation des biens et des personnes. Les pouvoirs publics peuvent cependant être influencés par des intérêts privés organisés qui tentent d'exploiter la réglementation pour protéger leur position économique aux dépens de l'intérêt public, par exemple en réprimant la liberté de marché qui a permis leur réussite.

Ainsi, pour Rajan et Zingales (2003), la société doit «sauver le capitalisme des capitalistes», à savoir prendre des mesures pour protéger l'économie de marché des intérêts privés puissants qui veulent empêcher son bon fonctionnement. La propriété des biens de production ne doit pas être trop concentrée pour garantir la concurrence. Et comme la concurrence engendre des gagnants et des perdants, ces derniers doivent être dédommagés. Le libre

échange et la forte pression concurrentielle sur les entreprises en place vont aussi contribuer à maintenir à distance les intérêts puissants. L'opinion publique doit voir les mérites du libre jeu des mécanismes de marché et s'opposer aux interventions de l'État visant à protéger les puissants aux dépens de la prospérité économique générale.

La croissance économique sous le capitalisme a peut-être largement surpassé celle des autres régimes économiques, mais

## Les forces qui concourent généralement au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute.

les *inégalités* demeurent l'un de ses attributs les plus controversés. La dynamique d'accumulation du capital privé mène-t-elle inévitablement à une plus grande concentration des richesses, ou les forces de la croissance, de la concurrence et du progrès technique font-elles contrepoids pour réduire les inégalités? Les économistes ont étudié les déterminants des inégalités par différentes méthodes. L'étude la plus récente analyse un ensemble exceptionnel de données remontant jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle pour mettre en évidence de grands schémas économiques et sociaux (Piketty, 2014). Elle conclut que, dans les économies de marché contemporaines, le rendement du capital dépasse souvent la croissance globale. Avec la capitalisation, si ce décalage persiste, les richesses détenues par les propriétaires du capital vont croître bien plus vite que les autres types de revenus (les salaires par exemple), et l'écart final sera très important. Bien que cette étude ait autant d'admirateurs que de détracteurs, elle a contribué au débat sur la répartition des richesses dans le capitalisme et renforcé la conviction de beaucoup qu'une économie capitaliste doit être guidée dans la bonne direction par des politiques gouvernementales et par le grand public afin que la main invisible d'Adam Smith continue d'œuvrer pour le bien de la société. ■

*Sarwat Jahan est économiste au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI, et Ahmed Saber Mahmud est Directeur adjoint du Programme d'économie appliqué à l'université Johns Hopkins.*

---

#### Bibliographie :

- Baumol, William J., Robert E. Litan, and Carl J. Schramm, 2007, *Good Capitalism, Bad Capitalism, and the Economics of Growth and Prosperity* (New Haven, Connecticut: Yale University Press).
- Hall, Peter A., and David Soskice, eds., 2001, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage* (New York: Oxford University Press).
- Piketty, Thomas, 2013, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Paris, éditions du Seuil).
- Rajan, Raghuram, and Luigi Zingales, 2003, *Saving Capitalism from the Capitalists: Unleashing the Power of Financial Markets to Create Wealth and Spread Opportunity* (New York: Crown Publishing Group).





## Une augmentation des dépenses de l'Allemagne dans les infrastructures aura des effets bénéfiques non seulement à l'échelle nationale, mais aussi dans toute la zone euro

Selim Elekdag et Dirk Muir

**L**A REPRISE économique de la zone euro est lente et hésitante, et la croissance, même du pays le plus solide, l'Allemagne, semble s'être essouffée ces dernières années. Les estimations du potentiel de croissance allemand sont en outre basses et pourraient encore fléchir en raison du vieillissement démographique rapide.

Mais il y a moyen de remédier aux problèmes de croissance de l'Allemagne et, par extension, de l'ensemble de la zone euro. L'accroissement des investissements publics dans les infrastructures, telles que les autoroutes et les ponts, stimulerait la demande intérieure à court terme, tout en rehaussant la productivité et la production intérieure à long terme, avec des retombées positives sur le reste de la zone euro.

Bien que les infrastructures publiques ne soient généralement pas considérées comme déficientes, elles ont en fait été

négligées depuis quelque temps, surtout dans le domaine des transports, où il y a un manifestement des besoins pressants, du fait de la vétusté des routes. Le montant des investissements publics dans les infrastructures de l'Allemagne se situe dans le quart inférieur des 34 pays avancés et émergents de l'OCDE. En fait, l'investissement public net a été négligeable depuis 2003 : le ratio moyen investissement public net/produit intérieur net sur les dix dernières années est de  $-0,1\%$ , ce qui dénote une dégradation du stock de capital public (graphique 1). La hausse des investissements dans les infrastructures accroîtrait sensiblement la production potentielle de l'Allemagne — autrement dit le PIB maximal que l'économie peut dégager durablement. L'amélioration des infrastructures faciliterait, par exemple, la circulation des biens produits et utilisés par les entreprises.

### Retombées extérieures

Nous avons utilisé le modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (MBMI) du FMI (voir l'encadré) pour tenter de chiffrer les effets internes et les retombées extérieures que produirait l'accroissement des investissements dans les infrastructures en Allemagne (Elekdag et Muir, 2014). L'adaptation de notre modèle intègre quatre éléments majeurs :

- optimisation de la consommation et de l'épargne des ménages, en fonction de leurs horizons de planification;
- stock d'infrastructures publiques productives;
- rôle manifeste de la politique monétaire;
- système multinational, dans lequel le monde est divisé en six régions : Allemagne; Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal (Euro-5), qui avaient jusqu'à récemment des coûts de financement extérieur élevés; autres pays de la zone euro; pays émergents d'Asie; États-Unis; et reste du monde.

Les effets extérieurs se transmettent au reste de la zone euro par deux conduits principaux : le *commerce* et le *taux de change*

Graphique 1

### Panne d'investissement

Les investissements publics dans les infrastructures baissent en Allemagne depuis dix ans.

(investissement net, en pourcentage du PIB net)



Sources : Statistics Bundesamt; Haver Analytics.

*réel*. Lorsque l'Allemagne accroît ses dépenses publiques, son économie produit davantage, et sa demande d'importations auprès de ses partenaires commerciaux augmente. De même, la hausse des dépenses publiques allemandes fait monter l'inflation. La zone euro ayant une monnaie commune, le taux de change réel d'un pays s'apprécie si son taux d'inflation est supérieur aux autres. Dans le cas présent, la hausse de l'inflation en Allemagne fait augmenter sa demande d'importations.

La politique monétaire joue aussi son rôle et peut atténuer les retombées sur le commerce et le taux de change réel. Une hausse du taux d'inflation en Allemagne pousserait la Banque centrale européenne (BCE) à relever les taux d'intérêt en Allemagne et dans le reste de la zone euro. Cela pèserait sur la demande intérieure dans l'ensemble de la zone, mais aussi sur ses exportations, à cause de l'appréciation de l'euro. Le durcissement de la politique monétaire pourrait anéantir les effets du commerce et du taux de change réel, et la zone euro se retrouverait avec un PIB réel (après inflation) affaibli. Mais si, inversement, la BCE opte pour une politique accommodante et ne modifie pas les taux d'intérêt, les effets extérieurs pourraient être plus marqués. Dans ce cas, l'inflation serait plus élevée et les taux d'intérêt réels (après inflation) encore plus bas, ce qui doperait la demande intérieure et ferait baisser le taux de change réel dans la zone euro, d'où une poussée des exportations nettes.

### Accroissement des dépenses publiques

La relance budgétaire peut prendre beaucoup de formes, dont la baisse des impôts ou la hausse des investissements dans les infrastructures ou des dépenses générales, avec des effets divers. Les investissements dans les infrastructures seraient plus bénéfiques qu'une hausse globale des dépenses publiques.

Le graphique 2 compare les effets au bout de deux ans des dépenses publiques générales (biens et services) et des investissements dans les infrastructures. Pour une hausse des dépenses

publiques de 1 % du PIB pendant deux années, financée par un accroissement du déficit, le modèle prédit les effets suivants :

La hausse des dépenses publiques générales produit une augmentation temporaire du PIB réel d'un peu plus de 0,5 % en Allemagne. Il n'y a quasiment pas de répercussions sur les Euro-5, mais une progression minimale de 0,1 % du PIB dans les autres pays de la zone (dont les principaux partenaires commerciaux — Belgique, France et Pays-Bas). La hausse de la consommation publique fait croître la demande globale, ce qui produit un écart de production positif (différence entre ce qu'un pays produit et ce qu'il peut produire efficacement) et une augmentation des taux d'inflation intérieure et régionale. Les taux d'intérêt montent, car la politique monétaire se durcit en réponse aux tensions inflationnistes dans l'ensemble de l'union monétaire. Bien que son ampleur et sa rapidité varient, la hausse des taux d'intérêt réels — due au fait que l'Allemagne a une inflation plus élevée que le reste de la zone euro — entraîne

### Description du modèle

Le modèle monétaire et budgétaire mondial global (GIMF) du FMI est largement utilisé au FMI pour analyser les effets à court et à long terme des politiques budgétaires (taxation et dépenses), comme indiqué dans Anderson *et al.* (2013). Le modèle GIMF est conçu pour permettre aux chercheurs d'analyser comment les investissements publics dans les infrastructures peuvent affecter la productivité de l'économie intérieure. Nous l'avons étendu pour prendre en compte le laps de temps entre l'approbation d'un projet et le moment où il est pleinement opérationnel et réglé en totalité.

La structure multinationale du modèle permet aux économistes d'analyser les effets d'interdépendance et de répercussion à l'échelle mondiale. Le monde est ici divisé en six régions : Allemagne; Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal; autres pays de la zone euro; pays émergents d'Asie; États-Unis; et reste du monde. Il y a deux principales sources d'interconnexion. Premièrement, la comptabilisation des flux commerciaux entre les différentes régions. Deuxièmement, les flux de biens permettant de calculer le solde extérieur courant qui résulte simplement des flux mondiaux d'épargne et d'investissement. Chaque région a :

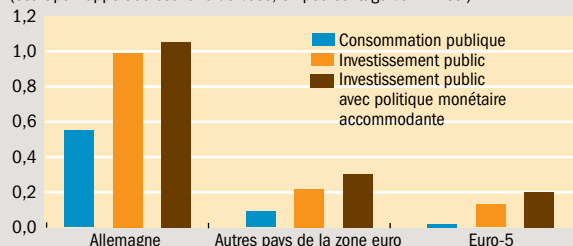
- deux types de ménages — ceux qui «manquent de liquidités», qui n'ont pas d'épargne et ne consomment que leurs revenus courants, et ceux qui «optimisent» leurs dépenses, car ils peuvent épargner et décider du nombre d'heures qu'ils veulent travailler et du niveau de leur consommation. On suppose que ces ménages planifient à un horizon de vingt ans en moyenne. Les ménages conçoivent la dette publique comme de la richesse; ils ne se soucient pas d'épargner pour les générations futures.
- des entreprises tournées vers l'avenir — mais qui ne planifient que pour les vingt années à venir.
- une politique monétaire qui vise à maintenir la stabilité des prix en contrôlant à court terme le taux d'intérêt directeur. La Banque centrale européenne conduit la politique monétaire pour l'ensemble de la zone euro. Toutes les autres régions s'efforcent aussi de préserver la stabilité monétaire, mission confiée à des banques centrales indépendantes.
- un gouvernement qui se fixe comme objectif un certain montant d'endettement à long terme — mais essaie de stabiliser l'économie pendant le cycle conjoncturel en laissant le déficit baisser lorsque la croissance du PIB est solide et vice versa.

Graphique 2

### Les atouts de l'investissement

Sur une période de deux ans, les investissements publics allemands ont beaucoup plus d'effet sur la croissance du PIB que la consommation publique, et leur effet est plus puissant si la politique monétaire reste inchangée.

(écart par rapport au scénario de base, en pourcentage du PIB réel)



Source : calculs des auteurs.

Note : Le graphique compare les effets au bout de deux ans d'une hausse de 2 % du PIB de la consommation ou des investissements publics, financée par l'endettement. Le scénario de base représente ce qui se passerait sans augmentation des dépenses. Les barres bleue et orange indiquent l'évolution du PIB en réaction à la hausse des dépenses de consommation et d'investissement, respectivement, si les autorités monétaires y répondent en majorant les taux d'intérêt. La barre marron montre ce qui se produit si les taux ne sont pas majorés en réponse à la hausse des dépenses d'investissement (politique accommodante). Le groupe Euro-5 comprend l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal.

celle du taux de change réel, ce qui contrebalance les bienfaits de la stimulation de l'activité intérieure et en atténue les effets. Le solde extérieur courant de l'Allemagne se dégrade donc, alors que ceux de ses partenaires commerciaux connaît un léger

## Le contexte actuel de taux d'intérêt bas ouvre des opportunités à l'Allemagne.

mieux. Le solde courant — exportations moins importations plus revenu et transferts nets — décrit la relation économique d'un pays avec le reste du monde.

Il en va autrement si ce sont les investissements publics qui sont accrus. C'est ce qui a le plus de chances de favoriser une hausse durable du PIB réel. L'augmentation des investissements publics améliore les infrastructures nationales, dont les entreprises peuvent alors tirer parti pour réduire leurs coûts, de transport par exemple, et accroître leurs débouchés intérieurs et internationaux. Elles sont donc plus productives et vendent leur production moins cher. Cela gonfle la demande de leurs produits, et par ricochet la demande intérieure de main-d'œuvre et d'investissement, qui contribue à une hausse persistante du PIB réel — culminant à 1 % du PIB. Les effets secondaires sont aussi plus importants — près de 0,2 % pour les Euro-5 et presque 0,3 % pour le reste de la zone euro. Du fait de l'évolution à long terme du stock d'infrastructures de l'Allemagne, les gains intérieurs et leurs retombées extérieures persistent bien au-delà de la seconde année.

La politique monétaire joue là aussi un rôle important, parce qu'elle s'applique à l'ensemble de la zone euro. En général, elle tend à contrebalancer les tensions inflationnistes liées à la hausse

des dépenses publiques, au moyen d'une majoration des taux d'intérêt qui affaiblirait la progression du PIB réel et les effets secondaires. Cependant, comme l'Allemagne pèse environ un quart de l'économie de la zone euro, il y a des chances pour que la BCE n'augmente les taux d'intérêt que de 25 % de ce que déciderait une banque centrale allemande, s'il y en avait une. Les retombées extérieures et les effets intérieurs sont donc plus prononcés que si chaque pays de l'Union avait sa propre politique monétaire.

Il y a plus gros à gagner si la BCE ne réagit pas aux tensions inflationnistes pendant les deux années de relance. Une politique accommodante favoriserait une croissance plus forte (1,1 % au lieu de 1,0 %) du PIB réel et un surcroît de 0,1 % d'effets extérieurs en zone euro. Les taux d'intérêt plus bas permettent une hausse de l'inflation, qui abaisse encore le taux d'intérêt réel et permet de stimuler davantage la consommation et les investissements intérieurs.

Tout cela suppose que les projets d'infrastructures soient approuvés, réalisés et opérationnels dans le délai très serré d'un an. Avec un calendrier plus réaliste — approbation du projet la première année, mais étalement des dépenses sur trois ans et mise en service des infrastructures la quatrième année —, l'éventuelle hausse du PIB réel serait différée (graphique 3). À cause de ces retards (et des gains de productivité différés), les hausses de l'investissement privé et de l'emploi marquent aussi le pas. La production intérieure pourrait se contracter passagèrement, avec quelques retombées extérieures négatives. Néanmoins, les gains de production à plus long terme allant de pair avec l'augmentation des investissements publics sont les mêmes. La réalisation des projets étant retardée, les dépenses sont aussi différées et quelque peu lissées, et la charge budgétaire annuelle est donc moins lourde à court terme.

La politique monétaire peut augmenter les gains de PIB réel dans ce cas. Il y a encore assez de relance pour que la BCE continue à relever les taux d'intérêt. Mais si elle ne le fait pas, l'inflation croîtrait dans toute la zone euro, et les taux d'intérêt réels deviendraient négatifs, ce qui ferait encore augmenter la consommation et l'investissement dans toute la zone euro.

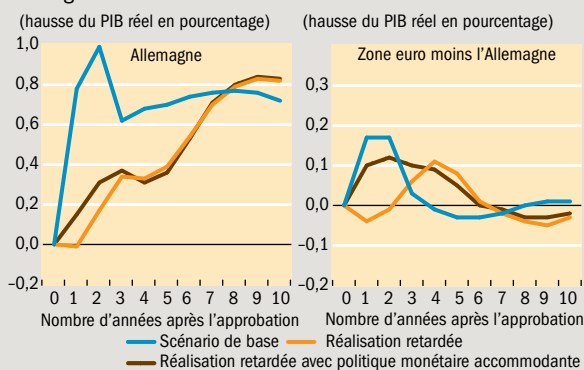
Le contexte actuel de taux d'intérêt bas offre à l'Allemagne l'occasion de financer le surcroît d'investissements à des taux historiquement faibles, ce qui aura des effets favorables à court et à moyen terme non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour l'Europe entière. ■

*Selim Elekdag est Chef de division adjoint au Département des marchés monétaires et de capitaux et Dirk Muir économiste au Département des études du FMI.*

Graphique 3

### Effet décalé

Lorsqu'un projet d'investissement s'étale sur plusieurs années, la hausse du PIB réel à court terme se concrétise plus tardivement qu'avec un projet sur un an, mais les gains à long terme sont les mêmes.



Source : calculs des auteurs.

Note : Les courbes représentent le scénario de base — les effets au bout de deux ans d'une hausse de 1 % du PIB par an des investissements publics, financée par l'endettement — et les variantes si la politique monétaire est accommodante (la banque centrale ne relève pas les taux d'intérêt) et si la réalisation de l'investissement est retardée de trois ans.



# Bibliothèque en ligne du FMI

## Prenez le pouls de l'économie et de la finance mondiales

- des analyses, prévisions et études de qualité
- des informations sur les opportunités et les risques régionaux
- plus de 15,000 publications, avec recherche  
texte intégral et annotations, etc.

**Abonnez-vous maintenant pour 99 dollars seulement.  
Rendez-vous sur [elibrary.imf.org/fd65](http://elibrary.imf.org/fd65)**

F O N D S   M O N É T A I R E   I N T E R N A T I O N A L



L'ex-étudiante espagnole Vanessa Tuduri fait une pause sur le campus de l'université de Barcelone qu'elle fréquentait.

# APPEL À L'AIDE

*Hyun-Sung Khang*

**Quand un jeune est au chômage, c'est aussi mauvais pour la famille, la collectivité et le pays**

**V**ANESSA Tuduri était une étudiante de 20 ans lorsque la crise financière mondiale a éclaté et que sa mère, qui l'aidait à payer ses études, lui a dit qu'elle n'en avait plus les moyens. Tuduri a quitté les bancs de l'université et rejoint la foule de plus en plus nombreuse des jeunes Espagnols à la recherche d'un emploi.

«Nous avions des rêves à saisir, nous voulions dévorer le monde, nous pensions qu'il nous appartiendrait, puis nous avons été frappés de plein fouet par la crise», dit-elle.

À son pic, mi-2013, le chômage des jeunes en Espagne dépassait 56 %, d'après la Commission européenne. Bien que la situation économique

se soit légèrement améliorée depuis peu, le chômage des jeunes persiste et fera sentir ses effets pendant des décennies — non seulement sur les individus, mais aussi sur les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Le phénomène a peut-être une ampleur exceptionnelle en Espagne, mais il se retrouve dans toutes les régions, depuis les rangs serrés des jeunes au chômage au Moyen-Orient qui regorge de ressources, en passant par ceux des jeunes moins mobiles et moins qualifiés des campagnes d'Afrique subsaharienne, jusqu'à ceux des jeunes surqualifiés et sous-employés dans des petits boulots de services dans une Europe en crise.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), il y avait en 2014 plus de 73 millions de 15-24 ans à la recherche d'un emploi — soit 14 % de ce groupe d'âge, contre un plus bas de 12,4 % en 2007. Les plus de 70 millions ne comprennent pas les travailleurs découragés, qui ont cessé de chercher un emploi — et certains estiment que le chiffre véritable pourrait être jusqu'à trois fois plus élevé.

### Pourquoi s'inquiéter?

Le chômage peut détruire le sens de l'identité et le moral de quiconque, mais il a sur les jeunes des effets plus prononcés, pernicieux et durables.

«Pour les jeunes qui arrivent tout juste sur le marché du travail, l'idéal serait de passer directement de l'école à l'emploi. Le problème, c'est que les jeunes sont en première ligne, qu'il soit question d'embauche ou de licenciement», explique John Wadsworth, de la London School of Economics. Lorsqu'une entreprise décide d'accroître ses effectifs, elle embauche en général des jeunes, mais lorsqu'elle licencie, ils sont souvent les premiers visés.

Outre qu'ils subissent de plein fouet la crise économique, les jeunes qui entrent sur le marché pendant une récession peuvent en ressentir les effets pendant des décennies. Des études montrent que les jeunes qui ont connu le chômage de longue durée dans les années 80, et ont maintenant la quarantaine ou la cinquantaine, sont encore plus susceptibles d'être au chômage, et que ceux qui ont un emploi sont en général moins bien payés que leurs homologues qui n'ont pas connu une longue période d'inactivité.

«Cela signifie que, lorsqu'ils prendront leur retraite, ils toucheront moins. Ça a une incidence sur toute leur vie», indique Richard Exell, de l'union des syndicats britanniques.

Les perspectives professionnelles à long terme peuvent aussi être gâchées pour les jeunes s'ils sont obligés d'accepter un emploi pour lequel ils sont surqualifiés. Henry Rivera Angulo, 20 ans, qui est originaire de l'Équateur, mais a vécu la plupart de ses années de formation en Espagne, a commencé à chercher du travail il y a deux ans à la sortie du lycée. Il s'est adressé à Barcelona Activa, agence locale chargée d'attirer les entreprises et l'emploi dans cette ville, en espérant y trouver de l'aide. Mais, explique-t-il, «j'ai vu que je n'étais pas le seul, qu'il y avait des tas de gens plus qualifiés que moi qui travaillaient comme serveurs».

### Les premiers et les plus durement touchés

Les causes du chômage des jeunes sont diverses, mais certaines se retrouvent dans toutes les régions. La principale est la croissance. Lorsque l'économie se contracte, les jeunes sont les premiers et les plus durement touchés : ce sont souvent eux qu'on licencie en premier. Dès lors sans emploi, ils ne peuvent plus acquérir suffisamment d'expérience et de compétences, et il leur manque un réseau de connaissances pour retrouver du travail.

Dans chaque pays, le chômage des jeunes est en général le double du taux global. Les deux statistiques évoluent en parallèle — et sont l'une et l'autre déterminées de façon écrasante par la croissance économique, indique M. Wadsworth.

La situation du chômage des jeunes, ou du chômage en général, n'a aucune chance de s'améliorer, si la croissance n'est pas au rendez-vous. Tout indique qu'il faut un taux de croissance supérieur à 2 % avant que le chômage amorce le moindre repli», poursuit M. Wadsworth, en ce qui concerne le Royaume-Uni.

«L'Espagne n'a pas un problème de chômage des jeunes, elle a un problème de chômage général», déclare Pau Serracant, de l'Universitat Autònoma de Barcelona. D'après lui, la relance de la croissance est la première étape essentielle pour résoudre le problème du chômage.

La faiblesse de la croissance, ou même une contraction de l'activité, peut être la cause principale du chômage des jeunes, mais ce n'est pas la seule. Au Royaume-Uni, par exemple, le nombre des jeunes sans emploi augmentait avant même la crise financière. Bien qu'il diminue maintenant, la durée d'inactivité s'allonge. Dans la plupart des pays de l'OCDE, plus d'un tiers des jeunes en recherche d'emploi ont été au chômage pendant au moins six mois.

Ann-Marie Taylor, de Londres, est une de ces chômeuses de longue durée. Maintenant âgée de 23 ans, elle est en recherche d'emploi de façon intermittente et sans succès depuis qu'elle a quitté le lycée à 16 ans, vit avec une indemnité d'environ 85 dollars par semaine et se débat avec la honte de sa condition d'assistée.



Henry Rivera Angulo et sa petite amie, Elizabet de Miguel Rodriguez, font partie des millions de jeunes en quête d'emploi en Espagne.



«C'est vraiment déprimant, et votre moral et votre motivation sont en chute libre, surtout si vous touchez une indemnité de recherche d'emploi, vous avez cette réaction instinctive ... et il faut trouver la force de sortir du lit chaque matin.»

Pour les jeunes peu qualifiés, les perspectives professionnelles sont les plus sombres et, sans expérience et qualifications complémentaires, Taylor est maintenant en concurrence avec des candidats plus jeunes pour le même emploi. «Si je venais juste de finir mes études, je réfléchirais sérieusement à deux fois ... parce qu'il faut vraiment bien savoir ce qu'on veut faire», dit-elle.

### **Décalage entre les qualifications et les besoins**

Si la faiblesse de la croissance est la cause première du chômage des jeunes, beaucoup d'économistes pensent que le décalage entre les qualifications que recherchent les employeurs et celles que les jeunes acquièrent durant leur formation est aussi un facteur important. Beaucoup de patrons se plaignent de ne pas pouvoir trouver des personnes qualifiées pour pourvoir les postes vacants.

«Les employeurs voient juste : ils n'ont pas obtenu les compétences qu'ils veulent, ni en quantité, ni en qualité », confirme Anthony Carnevale, ancien président de la Commission nationale pour l'emploi sous la présidence de Bill Clinton. Il pense que les systèmes éducatifs, aux États-Unis et dans bien d'autres

pays avancés, ont été incapables de s'ajuster aux exigences de la main-d'œuvre d'aujourd'hui.

Mais d'autres, dont Richard Exell, réfutent l'existence de ce déphasage. Il fait observer que le niveau de qualification des jeunes n'a jamais été aussi élevé, par exemple dans les pays tels que le Royaume-Uni, où un nombre record d'étudiants font des études supérieures.

Il reconnaît que, vu le nombre croissant de diplômés universitaires, il faut une mentalité de «battant» pour entreprendre des études supérieures — premier pas désormais nécessaire pour décrocher une situation convenable. Mais Exell ne pense pas qu'il incombe au système éducatif de produire en série des travailleurs prêts à l'emploi.

«À notre avis, trop de patrons se considèrent aujourd'hui comme des consommateurs d'éducation et de formation et ont oublié, s'ils l'ont jamais su, qu'il est de leur responsabilité et de leur devoir de former les travailleurs», précise-t-il.

Les positions d'Exell et de Carnevale ne sont peut-être pas aussi contradictoires qu'il y paraît. «Le décalage entre les qualifications et les besoins sur le marché du travail des jeunes est devenu une tendance persistante et croissante. La suréducation et la surcompétence coexistent avec la sous-éducation et la sous-compétence, et de plus avec l'obsolescence des qualifications due au chômage de longue durée», note l'OIT.



Rivera, originaire de l'Équateur, envisage d'y retourner, avec sa petite amie.

## Rigidités du marché du travail

Les rigidités du marché du travail — régulation stricte, lourde taxation du travail et salaires minimums élevés — sont la troisième cause de la hausse du chômage des jeunes (voir «Sans emploi en Europe», dans le numéro de mars 2015 de *F&D*).

Par exemple, en Afrique du Sud, qui a le taux de chômage des jeunes le plus élevé de toute l'Afrique subsaharienne, les entreprises jugent unanimement que la législation du travail de leur pays est pesante et coûteuse à faire respecter. Un projet de recherche du Poverty Lab au Massachusetts Institute of Technology suggère qu'objectivement, les lois sur le travail de ce pays ne sont pas plus pesantes que dans d'autres pays au niveau de revenu comparable. Mais cette perception suffit pour dissuader les entreprises d'engager de nouveaux employés, surtout ceux qui ont un profil «plus risqué», à savoir les travailleurs plus jeunes ou moins expérimentés.

Une des rigidités qui handicape de façon disproportionnée les jeunes est le fait qu'ils ont souvent un emploi à court terme, temporaire ou instable. Dans les pays en développement, où vit la majorité des jeunes du monde, cela se traduit par du travail au noir en l'absence d'emplois stables de qualité.

Et en Europe, les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être employés sous contrat temporaire que les adultes. Dans les pays européens touchés par la crise, la différence est même plus marquée. Ces contrats sont souvent conçus pour donner à un demandeur d'emploi au moins une chance de travailler. Mais ils peuvent avoir pour effet pervers involontaire de confiner les travailleurs à ce type d'emplois temporaires de courte durée, qui payent mal et n'offrent guère de possibilités de formation ou de développement professionnel. La rigidité tient à la disparité entre les travailleurs ayant un contrat à durée indéterminée assorti de tous les avantages sociaux et ceux qui ont un contrat temporaire et peu ou pas de protections.

Tuduri, la jeune Espagnole, a finalement trouvé du travail par une agence — un emploi temporaire à temps partiel dans un des musées de classe mondiale de Barcelone, mais ses périodes de travail sont irrégulières et non garanties. Bien que cet emploi lui permette de mettre à profit ses connaissances linguistiques et de

## À notre avis, trop de patrons se considèrent aujourd'hui comme des consommateurs d'éducation.

rencontrer des gens du monde entier, elle et ses pairs aspirent à plus de stabilité.

«Je suis adulte et j'ai besoin d'avoir les opportunités qu'ont les adultes, et non d'être ballottée de-ci, de-là lorsqu'on a besoin de moi, et puis» [de m'entendre dire] «OK, on n'a pas besoin de vous, vous pouvez rentrer chez vous, on vous appellera, peut-être.»

Au Royaume-Uni, ces contrats occasionnels, dits «zero-hour», sont devenus un sujet politique controversé parce qu'ils ne garantissent pas un nombre d'heures minimum si bien que les gens peuvent ne pas savoir s'ils vont travailler ou non. Richard Hughes, de la YMCA de Londres, qui milite en faveur des jeunes, juge ces contrats extrêmement pernicieux. Il cite l'exemple d'une jeune femme, Chloe, qui a décidé de renoncer à ses indemnités de chômage pour accepter un contrat zero-hour en qualité d'assistante



Ann-Marie Taylor épluche les annonces d'offres d'emplois dans un café à Londres (Royaume-Uni).

de fin de vie. Elle peut en théorie travailler de zéro à 35 heures par semaine. Avec ses salaires en dents de scie, elle ne peut pas payer un loyer et en est réduite à dormir d'un sofa à l'autre chez des amis.

«Donc, en fin de compte, elle est devenue sans domicile fixe en prenant ce boulot», conclut Hughes.

## La vie d'adulte remise à plus tard

Face à des possibilités d'emploi maigres ou inexistantes, beaucoup de jeunes ont bien peu de chances de voler de leurs propres ailes, de se marier et de fonder leur propre famille. N'ayant aucune liberté financière, nombreux sont ceux qui sont retournés vivre chez leurs parents et dépendent de leur soutien. Pour cette génération boomerang, le passage à la vie d'adulte a été différé indéfiniment. Cette tendance était naguère bien plus courante dans les pays dont les systèmes de protection sociale étaient déficitaires, mais, avec le gonflement des déficits publics et la diminution des indemnités de chômage, cette pratique s'étend aux pays où les jeunes sans emploi pouvaient traditionnellement compter sur l'assistance sociale, explique Serracant.

«Beaucoup de jeunes en Angleterre sont obligés de faire appel à leur famille bien plus qu'auparavant. Il semble que le modèle espagnol ou sud-européen est en train de se développer en Europe», ajoute-t-il.

En plus des tensions et frustrations évidentes des sans-emplois, le chômage de longue durée a aussi été associé à une baisse de l'espérance de vie, à une aggravation des risques d'attaque cardiaque plus tard dans la vie et à l'augmentation des suicides et des troubles mentaux.

Certains jugent que l'ampleur du chômage des jeunes et le gâchis de capacités humaines constituent une urgence sociale. En l'absence de débouchés suffisants, dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne, où les jeunes sont légions, leur nombre grandissant peut commencer à ressembler plus à un handicap qu'à un atout. Au coût du gâchis de capacités humaines s'ajoutent





Tuduri revient sur les lieux où elle étudiait à Barcelone. Elle a dû cesser ses études à cause de difficultés financières.

les pertes de recettes fiscales, le coût élevé de la protection sociale et la baisse de la productivité.

Autre sujet d'inquiétude pour les gouvernements : le manque de débouchés économiques peut se traduire par des troubles politiques et nourrir le crime et l'agitation. Le Printemps arabe de 2011 est né en partie de la pression du chômage élevé des jeunes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Au lieu de subir un avenir de plus en plus sombre, beaucoup de jeunes ont voté avec leurs pieds. La quête d'une vie meilleure sur des rives lointaines est aussi ancienne que l'histoire humaine. Les Nations Unies estiment qu'un migrant sur huit a entre 15 et 24 ans. Depuis la récession mondiale, les pays de la zone euro touchés par la crise ont connu un exode continu de jeunes gens vers d'autres parties de l'Europe, qui leur a fait perdre de précieux talents, et ils ont vu partir certains de leurs citoyens les plus brillants, les plus qualifiés et les plus motivés. Dans une Europe sans frontières, il est difficile de donner des chiffres précis, parce que les déplacements des jeunes Européens ne donnent pas lieu à déclaration.

Les rangs des jeunes Espagnols partant à l'étranger ont été grossis par des centaines de milliers de migrants retournant dans leurs pays d'origine, inversant une décennie d'accroissement de la population de l'Espagne. Il y a treize ans, lorsque Rivera a quitté avec sa famille leur Équateur natif, l'Espagne semblait être un rayon d'espoir qui y attirait les Latino-américains. Aujourd'hui, Rivera envisage de retourner en Amérique du Sud, cette fois avec



«Si je venais juste de finir mes études, je réfléchirais sérieusement à deux fois», dit Taylor.

sa petite amie espagnole de 19 ans, Elizabet de Miguel Rodriguez, qui cherche aussi du travail.

«Si je ne peux pas trouver un emploi, j'essaierai de faire quelque chose ailleurs, puisque je n'arrive à rien ici», déclare de Miguel.

Rivera ajoute : «Je suis pessimiste. Dans l'état actuel des choses, il faudrait un événement dramatique pour que la situation évolue. Je doute vraiment que nous puissions retrouver ce que nous avions, le bonheur.» ■

*Hyun-Sung Khang est rédactrice principale de Finances & Développement.*



# QUATRE ANS après le PRINTEMPS ARABE

Adnan Mazarei et Tokhir Mirzoev

**I**L Y A quatre ans, à la surprise générale, des millions d'Arabes sont descendus dans les rues pour clamer leur soif de justice politique, sociale et économique. Le Printemps arabe a révélé l'ampleur des carences économiques, longtemps masquées par des années de stabilité économique et politique. Sous la surface, en dépit d'une apparence de progrès sur le front de la pauvreté, des inégalités et des réformes structurelles, la frustration et le mécontentement couvaient dans la majeure partie du monde arabe, à cause du chômage élevé, de la précarité et de l'absence de débouchés économiques.

Le Printemps arabe a démontré qu'il était nécessaire de faire évoluer le système économique et les institutions des pays arabes en transition (terme usité dans la communauté internationale qui regroupe l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen). Depuis lors, il y a eu quelques avancées, mais les faiblesses structurelles inhérentes à leurs systèmes économiques n'ont pas encore été corrigées. Il importe de

s'attaquer à cette tâche, en dépit des nombreux conflits qui font rage dans la région.

## Isolement et fragmentation

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN), qui inclut les pays arabes en transition, a toujours eu pour handicap majeur d'être à l'écart de l'économie mondiale et fragmentée à cause de ses barrières tarifaires élevées et de ses marchés monopolistiques. Elle représente moins de 1 % du marché mondial des exportations hors combustibles — bien loin derrière l'Asie (10 %) et l'Amérique latine (4 %) — et moins d'un dixième de ces exportations reste dans la région (Malik et Awadallah, 2013). Ce manque d'ouverture à l'ère de la mondialisation explique la lente modernisation économique, le peu de transferts de technologie et, en définitive, les faibles niveaux de compétitivité et de productivité.

Malgré une libéralisation plus poussée, les modèles de développement économique des années 60 et 70, qui faisaient la part belle à l'État, ont persisté sous différentes formes. Les grandes

**Malgré les progrès accomplis, les pays arabes en transition doivent encore remédier à quelques faiblesses fondamentales de leurs économies**



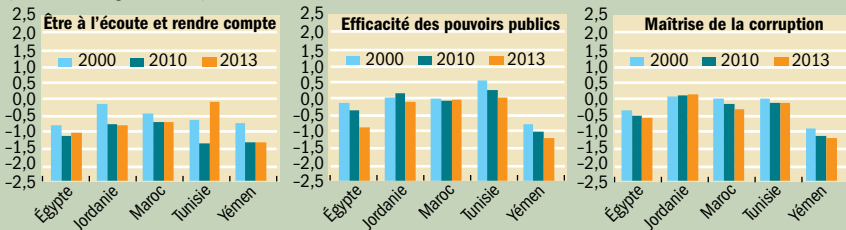
Vendeur de dattes au marché de gros à Douz (Tunisie).

Graphique 1

## Des progrès lents

Dans la plupart des pays arabes en transition, les indicateurs de gouvernance ne se sont guère améliorés depuis le Printemps arabe.

(indicateurs de gouvernance)



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de gouvernance mondiaux*.

Note : La gradation va de -2,5 à 2,5, les valeurs positives indiquant une meilleure gouvernance.

entreprises publiques inefficaces et la pléthore de fonctionnaires étouffaient le développement du secteur privé. Qui plus est, ces pays étaient incapables d'assurer des services décentes à leurs citoyens malgré la taille du secteur public. D'après l'indice de «pauvreté multidimensionnelle» du Programme des Nations Unies pour le développement, bien plus du tiers de leurs habitants n'avaient pas accès aux services de base — santé, éducation, assainissement, eau potable et électricité — et étaient donc à la traîne de la plupart du reste du monde. À titre de comparaison, 26 % des habitants des pays en développement d'Asie et environ 8 % de ceux d'Amérique latine étaient privés de ces services de base (FMI, 2014a).

La protection sociale était donc insuffisante avant le Printemps arabe. Comme dans la majeure partie de la région MOAN, les subventions universelles des prix faisaient partie du contrat social entre l'État et les citoyens dans les pays arabes en transition. Or, ces subventions ne bénéficiaient pas à ceux qui en avaient le plus grand besoin : par exemple, en Égypte, en 2008, les 40 % les plus pauvres de la population recevaient seulement 3 % des subventions sur l'essence (Sdravovich *et al.*, 2014). Dans beaucoup d'autres pays, la part des ressources publiques accaparée par les subventions était parmi les plus élevées au monde, ce qui interdisait d'en faire un emploi plus productif — en les investissant, par exemple, dans l'éducation et la formation professionnelle des jeunes — et laissait les pauvres dans le dénuement.

De manière plus générale, la gouvernance des pays arabes en transition laissait à désirer et s'est pour l'essentiel détériorée au cours de la décennie qui a précédé le Printemps arabe (graphique 1). En sus des facteurs déjà énumérés, la faiblesse des institutions était une porte ouverte à la corruption et produisait un climat économique qui étouffait la concurrence et décourageait la création d'emplois dans le secteur privé. Des millions de jeunes et de personnes talentueuses étaient donc privés de débouchés et de travail.

De ce fait, le taux de chômage dans ces pays est resté parmi les plus élevés du monde, en particulier pour les femmes et les jeunes, dont un sur quatre était sans emploi. Par ailleurs, le taux d'accès au crédit était parmi les plus bas au monde. Par exemple, en 2010, moins de 4 % des habitants de la région étaient en mesure d'obtenir un prêt d'une institution financière. C'est moitié

moins que la moyenne mondiale et comparable seulement au niveau de l'Afrique subsaharienne.

Pendant les années précédant le Printemps arabe, le déphasage entre les indicateurs macroéconomiques et le sentiment de bien-être au niveau des ménages s'est accentué. D'après Gallup, une hausse de 34 % du PIB par habitant en Égypte entre 2005 et 2010 a coïncidé avec une forte baisse du nombre de personnes se déclarant «satisfaites», qui est tombé de près d'un tiers de la population à 12 % (Clifton et Morales, 2011). En Tunisie, le recul a été de 10 points entre 2008 et 2010, pour un score bien piètre de 14 %.

## Des visions nouvelles

Comment ces pays ont-ils évolué depuis le commencement du Printemps arabe? L'économie et les politiques ont-elles pris des orientations nouvelles?

Le mouvement est né alors que le monde ne s'était pas encore remis de la crise financière internationale. Ce contexte extérieur défavorable, auquel s'ajoutent les bouleversements économiques et tensions sociales internes et — plus récemment — les conflits qui se propagent dans la région, a pesé sur les résultats économiques, réduit le commerce et les investissements et accentué la vulnérabilité.

Malgré des débuts difficiles, ces pays ont préservé leur stabilité macroéconomique et évité des crises qui auraient pu frapper durement les plus vulnérables de leurs citoyens. Dans un premier temps, ils y sont parvenus au prix de ponctions sur les réserves extérieures et d'une accumulation de la dette publique par le biais de déficits grandissants, notamment en Égypte et en Jordanie. Par la suite, à la faveur d'une plus grande stabilité politique interne et de concours extérieurs, la plupart des pays ont progressivement reconstruit leurs volants de réserves extérieures et commencé à réduire leurs déficits budgétaires. Ces premiers succès leur ont permis de maintenir des taux de croissance positifs. Les récents conflits en Libye et au Yémen pourraient cependant enrayer les progrès et ramener les pays plusieurs années en arrière.

Les pays arabes en transition ont fait quelques progrès — inégaux — sur le front des réformes structurelles. Les subventions énergétiques ont été sensiblement réduites en Égypte, en Jordanie, au Maroc et au Yémen, ce qui a dégagé des ressources pour une protection sociale mieux ciblée et des investissements publics générateurs de croissance. Les gouvernants ont aussi entrepris d'améliorer certains aspects du climat des affaires : réglementation de la concurrence, des faillites et des investissements; renforcement de la politique et de l'administration fiscales et réforme du secteur financier. Des plans ont aussi été établis pour stimuler la création d'emplois et réduire l'inadéquation des compétences sur le marché du travail — ce qui a un peu amélioré les indicateurs du climat des affaires.

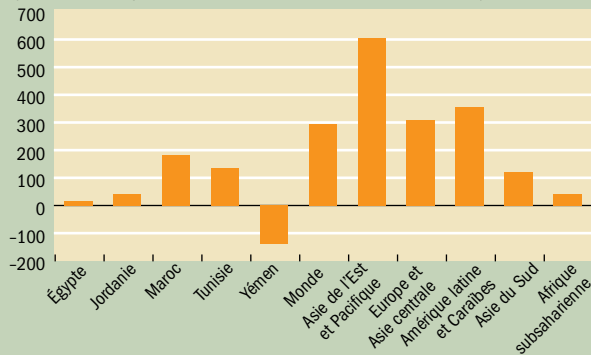
Ce sont des pas dans la bonne direction, mais il en faudra plus pour remédier fondamentalement aux déficiences structurelles de ces économies en transition. En particulier, l'économie reste très tributaire du secteur public, et le secteur privé peu enclin à investir et à créer des emplois. La gouvernance demeure très préoccupante.

Graphique 2

**Croissance atone**

La croissance du revenu par habitant des pays arabes en transition est à la traîne du reste du monde.

(variation du PIB par habitant, dollars constants de 2005, 2010-13)



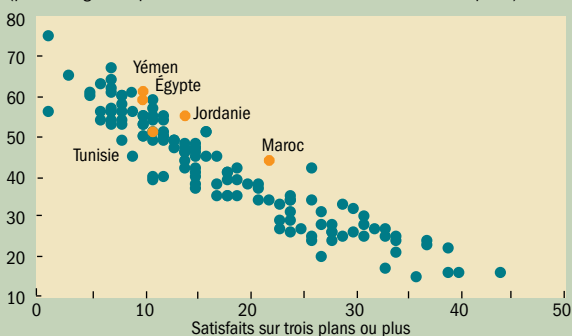
Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

Graphique 3

**Faible qualité de la vie**

Les citoyens des pays arabes en transition ont un niveau de bien-être général inférieur à ceux de nombreux autres pays.

(pourcentage de répondants se déclarant non satisfaits sur tous les plans)



Source : Gallup-Healthways (2014).

Note : L'enquête, réalisée en 2013, cible cinq éléments du bien-être : volontarisme (motivation); sens social (entraide); situation financière (ressources); intégration (sentiment de sécurité et d'acceptation) et état physique (santé).

Il n'y a pas encore de dispositifs de protection sociale bien ciblée, et le niveau d'accès aux services de base reste insuffisant. C'est pourquoi la situation économique des ménages ne s'est pas améliorée et a même empiré dans certains cas depuis 2011.

- **Le chômage** a augmenté dans la plupart des pays, pour cause de croissance économique encore insuffisante. Il reste particulièrement préoccupant chez les jeunes — allant de 20 % au Maroc à 37 % en Tunisie — et les femmes. Le taux de participation à la vie active et le ratio emplois/nombre d'habitants ont encore baissé, ce qui alimente la frustration croissante des demandeurs d'emploi.

- **Le revenu moyen par habitant** est resté stationnaire en Égypte et en Jordanie (exclusion faite des réfugiés syriens) et a légèrement augmenté en Tunisie et au Maroc. Globalement, la croissance des pays arabes en transition est à la traîne de la majeure partie du reste du monde (graphique 2).

- **Le niveau de bien-être individuel** est resté faible. Lors de la dernière enquête Gallup-Healthways, ces pays, à l'exception du Maroc, avaient le plus bas pourcentage de répondants se déclarant

satisfaits «sur le plan du volontarisme» — ce qui mesure le degré de motivation des gens pour atteindre leurs objectifs — signe fort du manque de débouchés économiques (Gallup-Healthways, 2014). Le pourcentage de répondants se déclarant satisfaits de la qualité de leur vie à plusieurs titres était de même bas. Et surtout, la plupart des répondants en Égypte, en Jordanie et en Tunisie ont déclaré n'être satisfaits sur aucun plan (graphique 3).

Ces résultats révèlent des difficultés persistantes, sinon croissantes. Ces sources d'anxiété vont sans doute continuer à nourrir la gronde sociale et pourraient affaiblir considérablement les réformes du secteur public et la réaction du secteur privé à ces efforts.

**Cheminement difficile**

Pour que les pays arabes réussissent leur transition, il est indispensable qu'ils s'affranchissent de l'héritage de l'avant-2011. Ils vont devoir accélérer et intensifier les réformes structurelles pour maintenir la stabilité macroéconomique et assurer une croissance durable et solidaire. Les faiblesses structurelles qui ont causé le déphasage entre les indicateurs macroéconomiques globaux et les conditions de vie dans ces pays ne peuvent pas être ignorées. Dans tous les pays, cela nécessitera d'ambitieuses réformes de la gouvernance, la mise en place d'un climat propice aux affaires, le basculement de l'investissement du public au privé, l'amélioration de l'accès au crédit, des réformes du marché du travail et de l'éducation pour stimuler l'emploi, l'édification de systèmes efficaces de protection sociale au profit des plus vulnérables et la réduction des barrières commerciales pour faciliter l'intégration au sein de l'économie mondiale (FMI, 2014b).

Chaque pays doit développer sa propre vision et sa stratégie de réforme. La tâche sera encore plus malaisée qu'avant le Printemps arabe. Les États ont des ressources financières limitées, et la conjoncture extérieure est grevée par les conflits qui agitent la région et le peu d'appétit pour les investissements, malgré le répit procuré par la chute des cours internationaux du pétrole. Pour venir à bout de l'opposition passée aux réformes, il faudra de la volonté politique et de la détermination, ainsi qu'un ferme appui de la communauté internationale. ■

*Adnan Mazarei est Directeur adjoint, et Tokhir Mirzoev économiste principal, tous deux au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.*

**Bibliographie :**

Clifton, Jon, and Lymari Morales, 2011, "Egyptians', Tunisians' Wellbeing Plummet Despite GDP Gains," Gallup Daily, February 2.

Fonds monétaire international (FMI), 2014a, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, annexe IV (Washington, octobre).

———, 2014b, *Toward New Horizons: Arab Economic Transformation amid Political Transitions* (Washington).

Gallup-Healthways, 2014, "State of Global Well-Being: Results of the Gallup-Healthways Global Well-Being Index" (Franklin, Tennessee).

Malik, Adeel, and Bassem Awadallah, 2013, "The Economics of the Arab Spring," World Development, Vol. 45 (May), p. 296-313.

Sdravovich, Carlo, Randa Sab, Younes Zouhar, and Giorgia Albertin, 2014, *Subsidy Reform in the Middle East and North Africa* (Washington: International Monetary Fund).

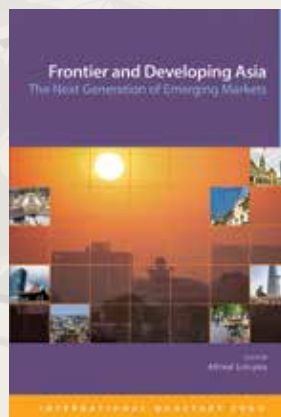


# Nouvelles publications du FMI

## Pays préémergents et en développement d'Asie : la prochaine génération de pays émergents

Sous la direction d'Alfred Schipke

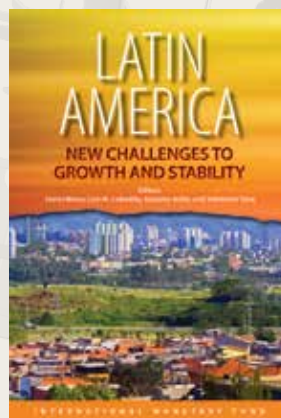
25 dollars. ©2015. 272 pages. Broché. Anglais uniquement.



## Amérique latine : nouveaux enjeux pour la croissance et la stabilité

Sous la direction de Dora Lakova, Luis M. Cubeddu, Gustavo Adler et Sebastian Sosa

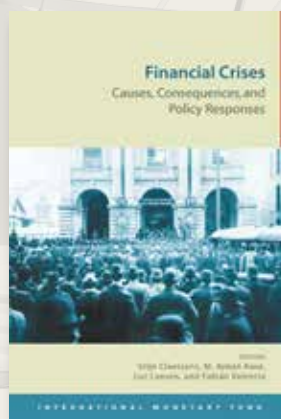
25 dollars. ©2014. 270 pages. Broché. Anglais uniquement.



## Crises financières : causes, conséquences et ripostes

Sous la direction de Stijn Claessens, M. Ayhan Kose, Luc Laeven et Fabián Valencia

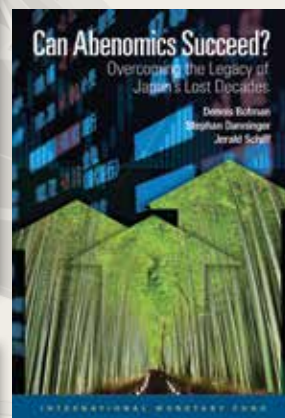
40 dollars. ©2014. 670 pages. Relié. Anglais uniquement.



## L'Abenomics peut-elle réussir? Rattraper les décennies perdues au Japon

Dennis Botman, Stephan Danninger et Jerald Schiff

25 dollars. ©2015. 201 pages. Broché. Anglais uniquement.



## La mécanique d'une zone euro forte : analyse du FMI

Mahmood Pradhan et Petya Koeva Brooks

40 dollars. ©2015. Environ 250 pages. Broché. Anglais uniquement.

